

Diasporiques

Les cahiers du Cercle Gaston-Crémieux

Sommaire

Éditorial : Creux de vague	2
Interview : Naomi Wulf	3
Actualité	
Victoire à la Pyrrhus de « Sharafat »	8
Chevaliers de l'ordre de la cuillère ?	9
Israël-Palestine : la peur en partage	10
Lituanie 2003	11
La journée du judaïsme laïque	12
Les enfants cachés...	13
Une avenue P. Mendès France	15
Le Débat	
Regars sur la laïcité en Europe <i>(Atelier du Cercle Gaston-Crémieux)</i>	16
La laïcité, rempart contre le communautarisme ?	23
Culture	
Livres	
Arts : D. Tuszynski	31
Antoine Schneck, photographe	32
Poésie : C. Dropkin, C. Milosz	34
Musique : J. Grober	35
La Mémoire	
Varsovie il y a soixante ans	36
La mémoire dans les timbres...	36
Textes	
Les « motivé-e-s de Toulouse »	38
Le nouvel antisémitisme est- européen	40
L'organisation juive de combat	42
La science allemande sans les Juifs	43
Humeur	44
La vie du cercle	45
Ethique de la mondialité (P. Thibaud)	47
Brèves	47
Tribune libre : généalogie	48
In Memoriam : S. Tomkiewicz,	49
K. Vaisbrot, S. Schweitzer	

Devi Tuszynski nous a quittés



n° 25

Mars 2003

Le prince des miniaturistes est en page 31

Creux de vague

Vivons-nous la *fin de l'Histoire* ? Sans y adhérer lui-même, Paul Thibaud évoquait récemment devant les membres du Cercle Gaston-Crémieux (page 23-24) la thèse émise à ce propos par Fukuyama, en la confrontant à l'interprétation qu'il donne personnellement de la chute de l'empire soviétique qui, selon lui, aurait été la résultante de l'irrésistible fascination exercée sur les privilégiés du régime par le modèle occidental. À la base de cet effondrement aussi étonnant que radical, aucune utopie « révolutionnaire » ou même seulement novatrice mais le simple désir de ressembler le plus possible aux sociétés perçues comme *ayant réussi* ! Dans ce confondant hommage le libéralisme ne peut que trouver matière à renforcer son insolent triomphalisme et George Bush une justification implicite de sa terrifiante « croisade » contre le Mal !

Face aux événements en cours, l'Europe a les plus grandes difficultés à trouver un semblant d'unité, c'est le moins qu'on puisse dire. Son projet d'extension vers l'Est et même la cohésion de l'actuelle Union pourront-ils résister au choc et aux retombées d'un conflit majeur au Proche-Orient ? Rien n'est moins sûr. Et qui pourrait dès lors faire contrepoids à l'hégémonie américaine en passe de devenir planétaire ? Demain, la Chine... ?

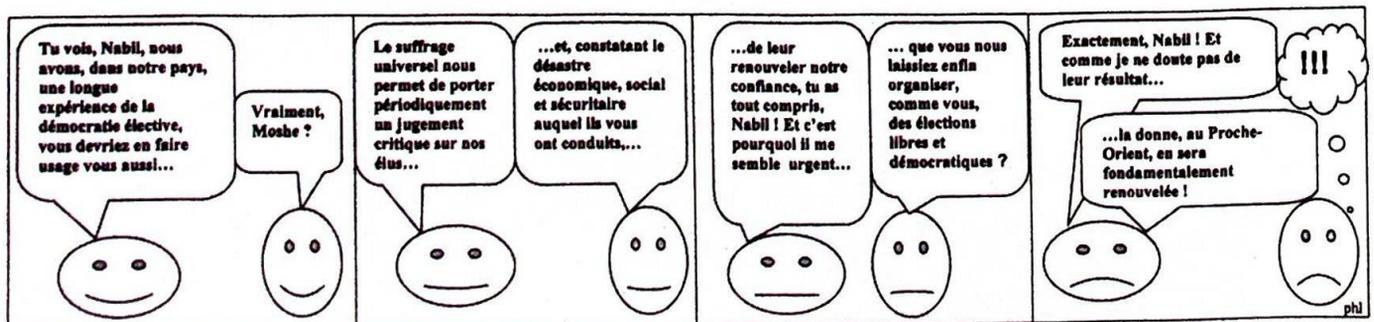
Les élections israéliennes ont quant à elles tenu leurs redoutables promesses. Kurt Niedermayer en commente les résultats dans nos colonnes (page 8) et Raymond Aubrac nous rend compte, de façon sobre et poignante (page 10), du voyage qu'il vient de faire en Israël et dans les Territoires Occupés, en compagnie de l'ambassadeur Stéphane Hessel et de quelques autres Juifs français, à l'invitation du groupe Gush Shalom. Si leur rapport ne saurait nous surprendre, il n'en est pas moins édifiant : il témoigne d'une entreprise délibérée (et efficace) de démantèlement de l'État palestinien en formation.

Enfin, s'agissant de notre pays, nous ne pouvons que constater avec inquiétude la tendance actuelle d'une large proportion des Juifs – en tout cas de ceux qui revendiquent une appartenance communautaire au travers d'une adhésion

à l'une des institutions relevant du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) – à se replier sur eux-mêmes, pour résister aux menaces antisémites, parfois réelles mais souvent sinon imaginaires du moins largement hypertrophiées, et, plus encore sans doute, pour vivre intensément leur passion pro-israélienne. Ce réflexe, d'ordre *communautariste* il faut hélas le dire, est à terme profondément destructeur de ce qui est l'essence même de la vie diasporique – l'échange, l'interaction permanente avec les autres. Il serait superficiel de le considérer uniquement comme un avatar lié aux difficultés de l'heure. N'est-il pas au contraire le signe avant-coureur d'une évolution progressive de notre société vers ce que, précisément, nous refusons avec vigueur : son compartimentage en entités régionales et/ou « minoritaires » distinctes, agissant chacune avec sa logique propre ? Si nous n'en sommes certes pas encore là, nous aurions néanmoins tort de ne pas nous alarmer des symptômes constatés et de ne pas tenter d'exprimer une autre voix, même si c'est de façon pour le moment marginale. Après ce constat éprouvant, n'est-il pas à la fois naïf et abusif de terminer sur une note d'espoir ?

Pour toute la génération qui a vécu la courte mais exaltante période où Pierre Mendès France a exercé les fonctions de président du Conseil, cet homme a, précisément et avant tout, su incarner l'espoir. Non pas une vague espérance en des jours meilleurs dans un autre monde, mais bien un espoir susceptible de déboucher sur l'action, fondé sur la clairvoyance, la volonté et l'audace, enraciné dans une inébranlable confiance en la jeunesse. À l'heure où la ville de Paris lui rend enfin hommage en donnant son nom à l'une de ses nouvelles avenues (page 15), disons que ce sera notre façon de nous associer à cet hommage que de refuser de nous laisser aller aux facilités de la désespérance. Mais que Mendès, aujourd'hui, nous manque pour nous aider à voir plus clair, pour traduire en termes opérationnels nos utopies, pour renouveler un tant soit peu notre confiance en l'Histoire ! ■

Proche-Orient : Nabil et Moshe dialoguent...



« Mon identité juive, pour moi essentielle, n'est pas pour autant seule et unique »

Un entretien avec Naomi Wulf

Jeune universitaire française, de filiation à la fois juive, américaine et polonaise, américaniste de profession, Naomi Wulf a bien voulu partager avec Diasporiques ses réflexions sur la judéité à partir de son enracinement personnel, profondément multiculturel. Nous lui sommes reconnaissants de l'avoir fait avec fraîcheur, franchise et spontanéité.

Cosmopolite

Diasporiques : En quoi vous sentez-vous juive, Naomi Wulf, vous la plus jeune interviewée de notre revue depuis que nous avons lancé cette série d'entretiens ?

Naomi Wulf : (*rire*) Eh bien !, tout simplement, d'abord parce que je suis née de parents juifs, des deux côtés : mon père et ma mère ! Et puis il y a suffisamment d'éléments de mon histoire personnelle qui me rappellent que je suis juive pour que je me ressente comme telle...

D. : Voulez-vous dire que vous avez été confrontée à des manifestations d'antisémitisme ?

N.W. : Non, pas du tout, ce n'est pas ainsi que je définis ma judéité, mais de manière positive ! Je parlais de mon histoire au sens large, de mon histoire familiale, qui est celle des Juifs du vingtième siècle, du début et du milieu

de ce siècle notamment. Mon père vient de Pologne – de Cracovie – et ma mère de New York. Ma mère est américaine de première génération, son père venait de Biélorussie. Il avait quatre ans lorsqu'il est arrivé aux États-Unis, avec ses parents. L'histoire, de ce côté-là, est politique et militante, c'est celle de Juifs très engagés à gauche. Mon arrière-grand-père avait dû s'enfuir de Biélorussie, en 1910, poursuivi par la police du Tsar parce qu'il était bundiste. En fait, il avait, là-bas, fait sauter une banque ! Mon arrière-grand-mère était une poétesse de talent – elle s'appelait Celia Dropkin – elle écrivait de la poésie yiddish avant-gardiste¹. Cela fait partie du roman familial !...

D. : Son œuvre a-t-elle été publiée ?

N.W. : Oui, elle a été traduite partiellement en anglais et totalement en français, à l'Harmattan, sous le titre « Dans le vent chaud, *Im heissen wind* ». L'édition est en fait bilingue, yiddish-français, et c'est ma mère,

Frances Dropkin, qui s'en était occupée il y a quelques années...

D. : Mais nous en donnons des extraits en page 34 de ce numéro !



Photo N.W.

¹ Née en Russie, Célia Dropkin (1887-1956) a grandi à Varsovie, y a bénéficié d'une éducation à la fois religieuse et laïque, s'y est mariée avec un militant bundiste, puis a dû s'enfuir avec lui au États-Unis en 1912. Son œuvre poétique, rédigée en langue russe, porte sur le sexe, l'amour et la mort – ce qui ne manqua pas à l'époque de choquer tout en assurant sa réputation. Vers la fin de sa vie, elle se reconvertisse à la peinture à l'huile et à l'aquarelle



N.W. : Excellente idée ! Quant à mon père, sa mère était institutrice et son père critique littéraire – il connaissait Celia Dropkin, c'est amusant, avant même que mes parents ne se rencontrent à Paris ! Mon grand-père faisait partie de la résistance juive à Cracovie. Il a été arrêté puis déporté à Auschwitz, mais il a réussi à survivre. Mon père et ma grand-mère, pendant ce temps, avaient été cachés par des paysans polonais et ils se sont tous retrouvés à Cracovie à la fin de la guerre ; ils ont alors émigré, d'abord en Suède, puis en France.

D. : Et pas en Israël ?

N.W. : Non, si eux, n'étaient pas bundistes, ils n'étaient pas sionistes pour autant ! J'ai donc été élevée avec ces bribes d'histoire, qui sont devenues plus cohérentes au fur et à mesure que je posais des questions et qu'on me racontait ce qui s'était passé. Et cette histoire pèse évidemment beaucoup sur ma perception de ma judéité...

D. : Il s'agit donc bien d'une insertion dans l'histoire et non dans la religion juive. Vos parents sont athées ?

N.W. : Oui. Leur judéité est culturelle, intellectuelle, historique... Une exception néanmoins : mon grand-père paternel, Joseph Wulf – celui qui a survécu à Auschwitz – est devenu religieux après la guerre. Il allait régulièrement à la *Schule*² et je me souviens qu'on *faisait shabbat* le vendredi soir, quand j'allais leur rendre visite à Berlin où il était allé vivre avec sa femme dans la fin des années cinquante parce qu'il faisait de la recherche documentaire sur le Troisième Reich. Il travaillait alors avec Léon Poliakov et il était devenu l'un des premiers historiens de cette période³. Il est mort en 1974, j'avais dix ans, et je n'ai donc pas eu l'occasion de lui poser tellement de questions. Mais je connais un peu son histoire, notamment au travers des récits de mon grand-père

² La synagogue, en *yiddish*.

³ Il a publié, entre autres, une histoire culturelle du Troisième Reich en cinq volumes : *Kultur im Dritten Reich*, Berlin, Ullstein, 1982.

maternel, parce qu'ils se connaissaient et discutaient souvent ensemble.

Une judéité positive

D. : Vous êtes d'une génération nettement postérieure à la Shoah. Lorsqu'on discute avec de jeunes Juifs, ils ont souvent quelque réticence à ce qu'on en parle, ou à ce qu'on en parle trop vite et de façon trop centrale. Je crois comprendre qu'ils ne souhaitent pas exister en quelque sorte par référence à la catastrophe des catastrophes. Avez-vous des réserves analogues ?

N.W. : En ce qui me concerne, je ne définis effectivement pas mon judaïsme en référence à la Shoah, pas plus qu'en rapport avec l'antisémitisme que vous évoquiez au début de notre entretien. Je ne le vis pas de façon militante, en tout cas pas en relation avec une quelconque victimisation. Il est pour moi d'un autre ordre. Ainsi l'histoire de mon grand-père paternel, telle que je la raconte – et je la raconte souvent –, est-elle plutôt celle d'une victoire. L'histoire de la Shoah que je porte en moi est celle de quelqu'un qui a réussi à survivre aux camps de concentration. Je ne l'associe donc pas à la mort – enfin si, bien sûr, je l'associe à la mort, mais, dans ma propre histoire, elle a plutôt valeur de lutte, de résistance et de survie !

D. : Je vous ai posé cette question un peu provocante précisément pour vous entraîner à nous en dire un peu plus sur *votre* façon de vous ressentir juive...

N.W. : Eh bien !, ce qui m'amène à me définir comme juive, c'est d'abord... mon prénom, *Naomi* ! Il n'est pas aisément identifiable, et l'on m'en demande très souvent l'origine. Je n'échappe pas à l'engrenage : je dis qu'il est biblique, et l'on me demande alors pourquoi...

D. : Mais vos interlocuteurs pourraient spontanément penser à Naomi Campbell !

N.W. : Il est vrai que depuis que Naomi Campbell est connue dans les médias, mon prénom surprend moins ! Mais avant les gens se demandaient d'où il pouvait bien provenir – « *du Japon* ? » me demandait-on le plus souvent ! Avec ce prénom, je suis donc pratiquement amenée à raconter tout de suite mon histoire... J'explique, la dimension américaine entre inévitablement en jeu, puis la filiation juive bien sûr...

D. : Vous, vous êtes née en France ?

N.W. : Oui, mes parents se sont connus en France; ma mère est y venue au début des années soixante, à vingt-deux ans, et elle y a depuis lors vécu. Quant à mon père, il avait fait ses études secondaires en France et il y était resté lors du départ de ses parents pour l'Allemagne. C'est davantage ma mère que mon père qui m'a transmis ma judéité. Mon père s'est assez vite détaché du judaïsme, pour des raisons tenant à son histoire personnelle et à ses relations avec ses parents. Ma mère, au contraire, s'y est rattachée de façon plus traditionnelle, et cela du fait de son immigration en France et de la nécessité qu'elle ressentait de ne pas se couper complètement de toutes ses racines.

D. : En pratique, cela se traduisait comment ?

N.W. : On fêtait essentiellement *Pessah*, dans sa famille, aux États-Unis...

D. : Parce que c'est la plus belle des fêtes juives ?

N.W. : C'est la plus belle en effet, et c'est la plus politique ! C'est la célébration de la sortie de l'esclavage...

D. : Celle de la libération...

N.W. : Oui, de la libération, mais pas seulement celle du peuple juif. Elle donne l'occasion de parler de bien d'autres libérations !

D. : C'est un bonheur de vous entendre parler ainsi. Avez-vous lu « *Temps juif*,



lecture laïque », le livre collectif publié par le Cercle Gaston-Crémieux⁴ ?

N.W. : Je l'ai... mais, honnêtement, je ne l'ai jamais lu !

D. : Eh ! bien, je vous recommande de lire au moins le chapitre consacré au *Seder*⁵, vous y trouverez des échos de ce que vous venez de dire...

N.W. : En fait, c'est la fête que nous célébrons nous-mêmes de façon régulière. Et puis, progressivement, nous en avons célébré d'autres, comme *Roch Hachanah*⁶... mais pas *Kippour*⁷ – enfin si, un peu, ma mère y est plus sensible que moi...

D. : Elle jeûne ?

N.W. : Non, mais il lui arrive d'aller à la synagogue, en souvenir je pense de la disparition de sa mère à cette même période de l'année. Et, dernièrement, nous avons commencé à fêter *Hanoukah*⁸...

De la transmission

D. : On parle souvent des *Juifs de Kippour*, on ferait peut-être bien de ne pas oublier les Juifs du *Seder* ou de *Hanoukah*...

N.W. : Oui ! Quand je pense à ma fille et à ce qu'on a envie de transmettre, le *Seder* reste en fait en tête... Julia est toute jeune mais elle aime bien ce que je lui raconte à ce propos. L'an dernier – elle était déjà assez grande pour bien comprendre – elle a décidé qu'elle était la reine d'Égypte (parce qu'elle trouvait

que c'était quand même bien d'être un roi ou une reine !) mais qu'elle laissait le peuple juif partir... Et puis j'ai depuis deux ans une *menorah*⁹, je n'en avais pas auparavant, j'en ai demandé une et je suis heureuse d'allumer les bougies avec ma fille... Il faut toutefois que je vous dise que le père de ma fille n'est pas juif, il est protestant, originaire du Chambon-sur-Lignon...

D. : Ça l'intéresse, ce que vous transmettez à votre fille ?

N.W. : Oui et non...

D. : C'est un mécréant, lui aussi ?

N.W. : Oui. Mais ce qui entre surtout en compte pour lui est tout ce qui se passe aujourd'hui au Proche-Orient et cela l'a conduit à prendre ses distances vis-à-vis de ces pratiques familiales. Il fait à vrai dire une sorte d'amalgame et j'en suis quelque peu chagrinée. Au dernier *Seder* nous avons décidé de

parler des Palestiniens mais, malgré cela, il n'a pas souhaité y participer...

D. : Je redoute beaucoup pour ma part cette crispation que nous ressentons chez les non-Juifs les plus proches de nous. Nous sommes nous-mêmes un peu coincés par l'évolution de la situation là-bas : il est de plus en plus difficile de parler d'autre chose lorsque nous nous exprimons, nous sommes en permanence questionnés à ce sujet, et même parfois sommés de nous prononcer...

N.W. : Je n'ai pas vraiment le sentiment, quant à moi, d'être à proprement parler questionnée. Ainsi l'une de mes amies, non juive, m'a-t-elle récemment dit : « *Je ne t'en parle pas parce que je sais que c'est un sujet délicat...* ». Au contraire donc, on m'épargne !

D. : Oui, mais cette façon de faire n'est-elle pas en soi très préoccupante ? On peut, au contraire, tout à fait nous « en » parler, et c'est plutôt de ne pas le faire qui pose problème ! Nous sommes en désaccord flagrant...

N.W. : ...avec la politique de Sharon ! Et nous pouvons et devons le dire. C'est au demeurant ce que j'ai répondu à mon amie !

D. : Revenons à la transmission : elle constitue donc une exigence pour vous ?

N.W. : Oui, cela va de soi. Mais je ne fais pas pour autant barrage sur Noël. Cependant Noël n'est pas une fête que nous célébrons avec ferveur : honnêtement, je suis plus heureuse d'allumer les bougies de *Hanoukah* !

D. : Et aussi d'offrir à cette occasion les petits cadeaux traditionnels ?

N.W. : Exactement ! Julia, ma fille, comprend très bien



Photo N.W.

⁴ Éditions Liana Levi, Paris, 1995.

⁵ Le repas traditionnel de la veillée de Pessah, au cours duquel le plus jeune enfant de la famille interroge les Anciens : « *Pourquoi cette nuit ne ressemble-t-elle pas aux autres nuits ?* ».

⁶ Le Nouvel An juif.

⁷ Le « Grand Pardon ».

⁸ La célébration de la victoire des Macchabées sur les Syriens hellénisés, au moment du solstice d'hiver.

⁹ Le chandelier à huit branches, utilisé pour allumer les lumières de Hanoukah.



que ce que je lui transmets ainsi a un sens...

D. : Et il n'y a pas de transmission de l'autre côté ?

N.W. : Pas tellement... Noël un peu peut-être...

D. : Elle a conscience de la dualité culturelle de ses deux parents ?

N.W. : Oui, mais c'est plutôt de mon fait. Je lui explique que Noël est une grande fête chez les chrétiens et qu'elle peut la célébrer quand elle va chez ses grands-parents paternels... Pour elle, les choses sont en fait bien distinctes...

D. : Pas de syncrétisme donc ?

N.W. : Non, et c'est sûrement mieux ainsi !

Partager ?

D. : Cela dit, cette façon d'être juive, vous la vivez, si je vous comprends bien, de façon personnelle, un peu isolée ? N'éprouvez-vous pas le désir de partager avec d'autres ces interrogations, de vous rapprocher de ceux qui penseraient et agiraient un peu comme vous ?

N.W. : De qui me suis-je en fait rapprochée ? Des yiddishisants d'abord, par le biais de mes études. Pour ma maîtrise, j'ai travaillé sur la diffusion du yiddish dans l'anglais new-yorkais. Jusque là je me savais simplement juive – au demeurant plus à New York qu'à Paris : vivre son judaïsme y est bien plus aisé, je m'y sens juive parce que je suis dans ma famille et dans une ville où le judaïsme a une place importante ; à Paris, je ne dirai pas que c'est plus caché, mais c'est moins dit. En fait c'est par mes études américaines et par le biais de la langue que je me suis vraiment intéressée à mon identité juive...

D. : Vous parlez le yiddish vous-même ?

N.W. : J'avais commencé à l'apprendre à Charles V, l'Institut d'Anglais de Paris VII. Cela a été vraiment pour moi un *passage* : je me souviens que mes amis m'ont fait remarquer que j'avais, à ce moment-là, affirmé plus nettement mon identité juive qui, jusqu'alors, était plus implicite. C'est aussi à cette même période de ma vie que j'ai rencontré plus de Juifs à Paris. Ma grand-mère new-yorkaise me demandait avec étonnement lorsque, lycéenne, je lui rendais visite : « *Mais tu n'as pas d'amis juifs ?* », et, effectivement, je ne choisisais nullement mes ami(e)s en fonction de ce critère. Au moment de ma maîtrise, j'ai fait la connaissance d'un garçon qui s'était indigné du fait que, juive, je ne sois jamais allée en Israël... Il m'a encouragé à m'inscrire avec lui à un cours d'été de l'université de Jérusalem. Je suis donc partie avec lui pour un mois en Israël, sans réelle préparation et d'une façon, je dirais, totalement candide. J'y ai éprouvé des sentiments très divers : d'abord, en me promenant le premier jour dans Tel-Aviv, celui de me sentir complètement chez moi. Personne ne me demandait si j'étais italienne, espagnole ... ou japonaise ! On me parlait tout naturellement en hébreu et, pour la première fois de ma vie, je me retrouvais en situation de non minoritaire... C'était, disons-le, très agréable ! Mais, en même temps j'ai tout de suite été confrontée à la situation politique (c'était juste avant la première *Intifada*). Je suivais un cours sur le conflit israélo-arabe, mais j'ai aussi appris beaucoup de choses sur le terrain. J'ai vu la façon dont on parlait des Palestiniens, comment on les traitait, j'en ai été assez indignée et cela m'a fait beaucoup réfléchir à ce que c'était d'être Juif, au fait que cela ne passait pas nécessairement par Israël... À mon retour en France j'ai un peu cherché ma voie. J'ai fait un petit tour du côté de la religion. Mais cela ne m'allait pas trop bien. Vous parliez tout à l'heure d'antisémitisme, mais en fait les remarques déplaisantes que j'ai pu entendre au cours de ma vie – à quelques exceptions marquantes près – étaient plutôt le fait de juifs pratiquants

¹⁰ Les règles religieuses relatives à la nourriture.

témoignant d'une certaine intolérance à mon égard parce que je n'observais pas, par exemple, les règles de la *cacherout*¹⁰...

D. : Vous avez donc eu des approches très variées de votre judéité. Je reviens à ma question première : riche de cette expérience, ne ressentez-vous pas le besoin de vous rapprocher maintenant de gens qui penseraient un peu comme vous ? Je ne fais pas ici de prosélytisme pour le Cercle Gaston-Crémieux, je cherche seulement à mieux comprendre... On ne peut totalement, me semble-t-il, se désintéresser du devenir de la judéité laïque et non sioniste, faire complètement abstraction d'un risque de dilution au fil de mariages mixtes qui vont se multipliant...

N.W. : Je continue à adhérer à l'Association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish (AEDCY) et à soutenir son action mais je ne m'engage plus personnellement : je me suis mise à nouveau un peu en retrait... C'est au fond plus ma mère qui éprouve le besoin d'agir en la matière, c'est sa génération qui me semble la plus concernée...

D. : Est-ce que c'est vraiment l'affaire de la génération précédente ? La dépolitisation généralisée que l'on ressent aujourd'hui – cette sorte de repli sur soi, qui permet sans doute un certain approfondissement personnel par rapport à un militantisme exacerbé – ne pose-t-elle quand même pas problème à chacun de nous ?

N.W. : Du point de vue de mon parcours intellectuel, j'ai aussi fait une rupture : je n'ai pas poursuivi dans la voie dans laquelle je m'étais initialement engagée. Rachel Ertel¹¹ me proposait de faire une thèse avec elle et j'ai choisi de travailler avec Elise Marienstras¹² sur la civilisation américaine au début du XIX^e siècle.

D. : Vous êtes devenue une pure américaniste, mais vous aviez déjà une

¹¹ Professeur de yiddish à l'Institut Charles V.

¹² Professeur de civilisation américaine au même Institut.



expérience personnelle de ce point de vue...

N.W. : Oui, je faisais tout naturellement le pont entre le judaïsme et les études américaines, mais j'ai coupé ces liens et je me suis davantage consacrée aux questions politiques relatives aux débuts de la république américaine, qui me semblaient poser des problèmes plus universels que les questions spécifiquement juives.

De la laïcité

D. : Nous nous posons aujourd'hui, au Cercle Crémieux, des questions au sujet de la laïcité, que nous définissons de façon ouverte en revenant à l'étymologie grecque du mot, ce qui nous conduit à réfléchir à la complexité de la nation française, à l'entrelacement des cultures qui en constituent la trame. Nous avons conscience d'une certaine spécificité juive, mais nous nous efforçons, précisément de la resituer dans une vision plus globale des cultures... Cependant, pour partager avec d'autres, encore faut-il avoir quelque chose à partager..., d'où notre démarche. Votre réserve par rapport à tout ce qui est ou peut apparaître comme collectif n'est-elle pas un peu dans l'air du temps ?

N.W. : C'est possible. Idéalement non, mais, dans la pratique, cela revient un peu à cela. Je n'ai pas d'engagement de cette nature, je me dis parfois que je devrais, mais je n'ai pas le sentiment de ressentir un véritable manque de ce point de vue.

D. : D'une certaine façon, vous laissez venir le futur, tel qu'il sera...

N.W. : Vous voulez dire : sans tenter d'agir sur lui ? Oui, en quelque sorte... Ce que je veux dire surtout, c'est que je ne ressens pas mon identité comme uniquement juive. Dans mon trio personnel – française, américaine, juive – la judéité ne pèse pas plus lourd que les autres composantes...

D. : Vous en êtes sûre ? Ce que vous transmettez à votre fille...

N.W. : Je lui transmets aussi la langue anglaise – elle est parfaitement bilingue – et je lui transmets la culture américaine, parce que cela fait partie de mon histoire familiale. En fait le lien familial est à la fois américain et juif et il m'est assez difficile d'en dissocier les composantes. Et le judaïsme fait tellement partie de mon histoire que j'ai besoin, d'une certaine façon, de m'en détacher intellectuellement pour pouvoir vraiment réfléchir. Ainsi, en allant voir du côté de la pensée américaine (cela aurait pu être celle d'un autre pays), je m'autorise à prendre du recul par rapport à une histoire qui, d'une certaine manière, me pèse. Quand je vous disais tout à l'heure que l'histoire de ma famille rejoint l'histoire des Juifs du vingtième siècle, je le ressens très fortement – avec des éléments positifs mais aussi des choses qui sont de l'ordre de la souffrance – et j'ai du mal à en faire un objet de réflexion, même collective...

D. : Je crois comprendre votre réserve. Dans *Temps juif, lecture laïque*, nous avons aussi écrit des choses qui rappellent singulièrement ce que vous venez de dire. Mais partager des bribes de mémoire contribue, paradoxalement peut-être, non point à nous enfermer dans un moule commun mais bien à accroître notre liberté individuelle... Revenons cependant un instant, si vous le voulez bien, au concept de laïcité. La République l'érige au premier plan de ses valeurs, juste après l'affirmation première de son *indivisibilité*...

N.W. : Mais je suis persuadée pour ma part que la France n'est pas un pays laïque ! Je la ressens comme un pays profondément catholique, avec un simple vernis de laïcité. D'un point de vue anecdotique, j'ai été profondément frappée par ce qui vient de se passer dans l'école de ma fille : la maîtresse a cadré toutes ses activités depuis la mi-novembre sur la préparation de Noël, alors même qu'elle fait un mémoire sur l'intégration des enfants étrangers et qu'elle se dit très intéressée par les autres fêtes susceptibles de concerner les enfants de sa classe ! Je lui ai dit que Julia fêtait *Hanoukah*. Elle a, formellement, très bien accueilli cette

information, mais elle n'en a strictement rien tiré d'un point de vue concret, et elle a continué à préparer exclusivement Noël comme si de rien n'était. Si elle avait vraiment voulu donner une place à la diversité culturelle qui existe dans sa classe – la plupart des enfants parlent une autre langue que le français chez eux ! – elle aurait pourtant pu aisément le faire... De la même façon, le calendrier officiel des fêtes françaises fait une très large place aux fêtes chrétiennes...

D. : ...et même à une fête purement catholique : l'Assomption de la Vierge Marie !

N.W. : ...et quand je dis qu'aux États-Unis *Hanoukah*, par exemple, apparaît sur le calendrier, on ne me croit évidemment pas ! Quand j'entends les cloches des églises retentir, je ne peux m'empêcher de penser à l'occupation dominante de l'espace sonore par le catholicisme...

D. : Nous sommes bien là au cœur de notre interrogation. Toute réflexion collective est dévoreuse de temps, pose les problèmes essentiels de liberté individuelle que vous avez évoqués mais, d'un autre côté, je ne vois pas comment on peut agir autrement qu'en essayant d'œuvrer de concert pour résister à cette pression uniformisante que nous subissons. La France a rejeté la Charte des langues régionales et minoritaires, elle se refuse à reconnaître les dimensions publiques des cultures, préférant les renvoyer benoîtement à la seule sphère privée... C'est un pays séduisant par de multiples aspects mais néanmoins terriblement coincé et coïncant...

N.W. : Ce qui continue de me faire un peu peur, malgré ce que vous dites, est le risque d'enfermement... En jouant sur ma double appartenance minoritaire – américaine et juive – j'ai le sentiment de protéger, un peu mieux peut-être, mon désir fondamental d'ouverture. Mon identité juive, pour moi essentielle, n'est pas pour autant seule et unique. ■

Propos recueillis par Philippe Lazar

Victoire à la Pyrrhus de « Sharafat »

Kurt Niedermaier¹

L'écrasante défaite de la gauche israélienne aux élections du 28 janvier 2003 inspire à Yoav Toker, correspondant de la télévision israélienne et éminent politologue, cette hypothèse paradoxale : le choix d'une nette orientation à droite, en termes électoraux, n'empêcherait pas l'opinion publique israélienne, dans son cheminement souterrain, d'être de plus en plus favorable aux idées de la gauche et à leur point clé, la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État souverain et viable. Le vote massif de la population israélienne – y compris d'une large fraction de la gauche traditionnelle – en faveur de la politique annexionniste d'Ariel Sharon exprimerait avant tout sa profonde défiance face à l'Organisation de Libération de la Palestine.

Les propositions courageuses d'Amram Mitzna de rendre les territoires, d'évacuer la majorité des colonies et d'accepter des pourparlers avec Arafat se sont heurtées à l'incrédulité de l'électorat israélien quant à la capacité des Palestiniens de les prendre sérieusement en compte. Comme l'avait déjà dit Abba Eban, il y a quelque trente ans, les Palestiniens n'ont jamais perdu une occasion... de rater une occasion ! Après l'élimination de Barak, déconsidéré par le refus d'Arafat de reconnaître ses grandes concessions, le président palestinien aurait pu tenter de retrouver un interlocuteur valable en la personne du nouveau leader travailliste. Pourtant il s'est abstenu d'apporter le moindre encouragement aux projets de l'homme de paix israélien ; il a tout au contraire donné des signes contraires, par exemple en limogeant Sarih Nusseibeh pour avoir demandé aux siens de renoncer à leur exigence d'un droit au retour en Israël des réfugiés palestiniens et de leurs descendants.

Les deux guerriers charismatiques, Sharon et Arafat, poursuivent des rêves aussi irréalisables qu'incompatibles¹ : pour l'un, celui d'un grand Israël juif, dans ses frontières dites *historiques* ; pour l'autre, celui d'une Palestine, elle aussi dite *historique* mais totalement arabe. L'un et l'autre, forts d'un soutien massif de la majorité de leur peuple,

s'embarquent ainsi dans une guerre possiblement interminable.

Mais nous ne sommes pas en Irlande, où une guerre civile sévit *localement* depuis des siècles. Nous sommes au Proche-Orient, haut lieu stratégique et économique du monde, dominé par les intérêts et le rôle de la seule superpuissance hégémonique, les États-Unis. Au lendemain de l'attentat du 11 septembre, les Américains ont acquis la conviction que leur sécurité dépendait de celle du reste du monde, et notamment de celle de la région qui va de l'Afghanistan à l'Irak en passant par Israël, la Palestine... et les puits de pétrole. À l'heure où sont écrites ces lignes, une intervention

militaire contre le régime de Saddam Hussein paraît presque inévitable. Quelles seraient ses répercussions sur la situation en Israël et en Palestine ? Au-delà des épisodes militaires qu'il serait évidemment plus que hasardeux d'imaginer à l'avance, on peut craindre que les attentats suicides des groupes palestiniens terroristes ne se multiplient à cette occasion en Israël et dans les Territoires occupés. Ne serait-ce pas alors l'occasion rêvée pour Sharon et ses séides de procéder à un « transfert » partiel des populations palestiniennes, voire arabes israéliennes, malgré la vive

opposition de la Jordanie et de l'Égypte – deux pays qui auraient tout lieu de redouter la déstabilisation que ne manquerait pas de produire en leur sein un afflux massif de nouveaux réfugiés ? Les éventuelles réserves des États-Unis vis-à-vis de ce qui serait un authentique crime de guerre suffiraient-elles à l'empêcher ? Il y a tout lieu de penser que, occupés à gérer la situation de l'après-Hussein, ils n'auraient ni le loisir ni vraiment le désir d'intervenir...

Comme l'a dit un jour Léon Blum à Pierre Mendès France, « *le pire n'est jamais certain* ». Il faut, contre tout espoir, espérer qu'il se trouvera aujourd'hui des dirigeants palestiniens – tels Jibril Rajoub, ancien chef de la sécurité palestinienne de la Cisjordanie, ou Abdel Razak Yehyeh, ancien ministre de l'Intérieur de l'Autorité palestinienne – pour demander immédiatement l'arrêt de l'Intifada militaire et empêcher ainsi le suicide annoncé de leur peuple. ■

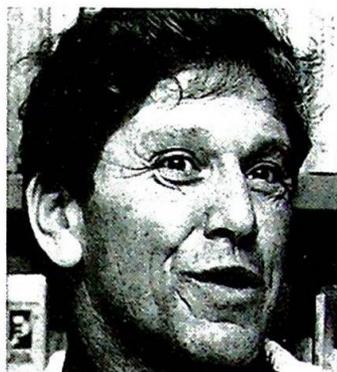
¹ Voir *Diasporiques* n° 23, p. 9 et n° 24 p. 9.





Chevaliers de l'ordre de la cuillère ?

Amos Oz



La fondation œcuménique polonaise « Tolérance » de Varsovie vient d'attribuer sa Médaille du mérite pour la cause de la tolérance à Amos Oz, écrivain israélien connu tant pour ses écrits que pour son combat en faveur des droits des Palestiniens. Nous citons des extraits du discours que l'écrivain a rédigé à cette occasion.

[...] Au fond, je ne suis pas sûr que tant moi-même que n'importe qui d'autre puisse mériter une distinction pour sa tolérance. Je pense que la tolérance n'est pas une affaire de magnanimité mais tout simplement une question de

survie. Le contraire de la tolérance et du compromis est le fanatisme, et la mort. C'est pourquoi la tolérance devrait nous être aussi évidente, aussi fondamentale que l'air, la nourriture, la lumière et l'eau.

[...] Je pense que ce n'est pas tant de cœur que nous manquons que d'imagination : de capacité de comprendre que le monde entier n'est qu'un grand village, que les maladies et la famine en Afrique vont concerner la Scandinavie, que le fondamentalisme, le fanatisme et la violence au Proche-Orient menaceront sous peu la prospérité du monde occidental. Que le dépérissement de la forêt amazonienne et la diminution de la couche d'ozone au-dessus du pôle Sud toucheront bientôt nos confortables demeures partout sur la planète.

[...] John Donne a dit : « Aucun être humain n'est une île ». Puis-je ajouter que chacun de nous est une presqu'île, rattachée d'un côté au continent de la famille, du pays, de la culture, de l'hérédité, de la politique, de la société mais tournée de l'autre côté, pour toujours, vers l'océan. Nous sommes des presqu'îles, et nous devons le rester [...] Partiellement rattachés au continent par les liens de la solidarité et de la responsabilité et partiellement tournés vers l'océan privé, mystérieux et tragique, de chaque individu.

[...] Je me prononce contre l'égoïsme, qui est devenu l'idéologie dominante du monde actuel. [...] Des graffiti à Rehovoth, en Israël, clament : « Nous sommes nés pour acheter »... Non, ce n'est pas vrai. Nous sommes nés pour vivre, pour communiquer avec autrui, voire parfois pour faire le bien.

Mon message est simple : tout comme la maladie n'est pas uniquement le problème du malade, tout comme l'incendie n'est pas seulement le drame de la famille dont la maison brûle, comme le crime n'est pas l'affaire des seules victimes, de même la misère ne peut rester le problème des seuls

pauvres, l'absence de toit le problème des seuls SDF et les conflits de classes, d'ethnies ou de religions uniquement ceux des parties au conflit.

Il n'est pas question pour moi d'amour universel : il n'y a pas assez d'amour pour tout le monde. Si quelqu'un me dit qu'il « aime l'Afrique », ou le Tiers Monde, cela m'est plat et peu convaincant. L'amour est une denrée rare. Non, foin d'amour universel – mais l'honnêteté, la solidarité, la sensibilité et la conscience que tout homme, toute culture, tout pays est une presqu'île.

Le Proche-Orient est actuellement l'arène sanglante de l'extrémisme, du fanatisme et de la haine, mais la bonne nouvelle est que tous, les Juifs israéliens comme les Arabes palestiniens ou tout au moins leur écrasante majorité, savent qu'en fin de compte un compromis sera trouvé et que deux États, Israël et la Palestine, vont vivre.

Il n'y a pas d'autre solution. Dans une région petite comme le Danemark coexistent cinq millions et demi de Juifs et plus de quatre millions de Palestiniens. Ils ne peuvent vivre ensemble, comme une famille unie et heureuse, car ils ne sont ni unis ni heureux, ni même une famille. La seule chose qu'ils puissent faire est de tracer une ligne et de transformer ce pays en une propriété double, en deux maisons jumelles. Les deux nations savent que cette solution est proche. Même ceux qui, de part et d'autre, n'aiment pas cette solution, savent qu'il n'y a pas d'alternative. Le patient est prêt à accepter la douloureuse opération de la partition du pays en deux États, mais les médecins, les dirigeants des deux bords, sont des lâches.

Que peut faire un simple citoyen devant une telle tragédie ? Que peut faire un homme, une femme, face à un incendie de cette ampleur ? Il peut chercher à fuir, à sauver sa peau sans se préoccuper des autres ou bien se plaindre, se lamenter sur son sort, mais il y a encore une autre possibilité : prendre une petite cuillère, puiser de l'eau et sans désespérer arroser les flammes. La cuillère est très petite, le feu est immense mais, si tous s'y mettent, peut-être réussiront-ils à maîtriser l'incendie. Chacun de nous a une petite cuillère. Devenons tous des « chevaliers de l'ordre de la cuillère »... ■

Traduit par Henri Sobowiec



Raymond Aubrac, membre du Cercle Gaston-Crémieux, vient de faire un voyage au Proche-Orient avec un petit groupe de femmes et d'hommes soucieux de témoigner directement de la situation et de contribuer à la recherche d'une solution juste au conflit israélo-palestinien. Voici son témoignage :

Israël-Palestine : la peur en partage

Raymond Aubrac

Ce fut une visite trop brève, mais chargée de sens et d'émotion. Nous étions une douzaine de femmes et d'hommes, en majorité des Français d'origine juive qui partagent la volonté de comprendre et d'aider Israéliens et Palestiniens à sortir d'une situation dramatique et absurde, pouvant aboutir à n'importe quel massacre. La liste avait été proposée par Gush Shalom, qui se définit comme « le noyau dur du mouvement pacifiste israélien ». C'est Gush Shalom qui avait organisé ce voyage, comportant des visites en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'à Jérusalem-Est, Ramallah, Nazareth et Tel-Aviv, des rencontres avec des Israéliens et des Palestiniens de tout rang, ainsi qu'avec des militants d'organisations israéliennes pour la paix et pour les droits humains.

Notre groupe comportait un ambassadeur, Stéphane Hessel, des universitaires, des chercheurs et scientifiques, des militants des droits de l'Homme (y compris le président d'Emmaüs-France), un médecin, un citoyen américain, un cinéaste.

Nous sommes arrivés le 28 janvier, jour des élections en Israël, qui allaient conforter Ariel Sharon et le Likoud. C'est dire que lui demander une audience, dans les jours où il avait à constituer un gouvernement, allait être voué à l'échec. Nous allions avoir plus de chance avec Yasser Arafat et ses ministres.

Ce que pense la majorité des Israéliens juifs nous a été clairement exposé par un écrivain journaliste de *Maariv*, porte-parole officiel du Likoud. Les Juifs d'Israël, qui ont bâti ce pays pour échapper aux malheurs séculaires, sont toujours menacés. Qu'ils perdent une bataille, ce qui aurait pu se produire en 1948 ou en 1967, et ils sont jetés à la mer ou massacrés. Et la menace se rappelle à eux chaque jour par des attentats suicides aveugles prouvant la présence, sur cette terre, d'ennemis déterminés qu'il faut éliminer à tout prix. Et les Arabes sont bien plus prolifiques que les Juifs. Il faut donc renforcer l'immigration, occuper le plus possible de terres et faire contrôler les Palestiniens par Tsahal, l'armée d'Israël.

Après tant d'efforts de négociation qui n'ont pas abouti l'opinion israélienne, nous dit-on, reste pourtant majoritairement en faveur d'une négociation avec les Palestiniens et de l'établissement d'un État palestinien. Malgré cela cette même majorité vote pour Ariel Sharon qui semble bien

opposé à la négociation et à cet éventuel État. Un paradoxe qui signe la coexistence de la raison et de la peur.

La peur des Palestiniens est, elle aussi, faite d'une menace à terme, celle d'être complètement évincés d'un pays qui est le leur par l'avance de l'occupation, et d'une menace immédiate, celle d'être victime des représailles exercées chaque jour contre les personnes et les biens par l'armée israélienne. Eux aussi souhaitent majoritairement la négociation et, ayant renoncé à l'expulsion totale des Juifs, ils demandent la création d'un État qui serait à eux et garantirait l'organisation de leur sécurité et de leur société. Mais, autre paradoxe, ils semblent accepter les attentats contre les colons, voire les attentats suicides contre la population civile juive.

Que reste-t-il du credo politique exprimé par les premiers kibboutzim et la Déclaration d'Établissement de 1948 : « l'État d'Israël [...] stimulera le développement du pays pour le plus grand profit de tous ses habitants. Il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix prônés par les prophètes d'Israël. Il assurera à tous ses habitants une totale égalité des droits sociaux et politiques, sans distinction de religion, de race ou de sexe... » ?

Nous avons vu, sur le terrain, les preuves de cette terrifiante et apparemment inextricable dialectique : « attentats-répression ».

Par l'influence des médias à laquelle j'avais été exposé, j'étais mieux prévenu des menaces pesant sur les Israéliens que de celles auxquelles les Palestiniens sont soumis. Le voyage m'a beaucoup appris sur le sort de ces derniers.

Il y a en vérité trois catégories de Palestiniens. Les uns sont citoyens israéliens (minoritaires). D'autres sont ceux de la Cisjordanie, territoire sous autorité palestinienne (en principe).

D'autres enfin, dans la bande de Gaza, sont dans une sorte d'immense camp de réfugiés.

Ceux qui sont citoyens d'Israël vivent dans des quartiers de ville ou dans des villages dont le statut varie suivant qu'ils sont ou non « reconnus ». Dans les villes, la qualité de l'habitat diffère de celle des quartiers juifs. Dans les villages, c'est la « reconnaissance » légale, souvent obtenue au terme de luttes politique et juridique, qui assure l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éducation.

En Cisjordanie, la situation varie suivant la « zone ». Sur ce territoire sont implantées des colonies juives, à qui les terres sont dévolues par des actes régaliens et qui continuent à s'étendre en raison de la politique d'occupation accélérée depuis septembre 2000, pendant la seconde Intifada. Les terres des colonies sont vidées de Palestiniens, qu'on retrouve dans les villages. Ils voient les champs dont ils ont été dépossédés devenir petit à petit les terrains d'implantation des maisons et des terres des colons, généralement attribués



aux nouveaux immigrants qui les reçoivent à des conditions très avantageuses. Les enclaves qui restent aux Palestiniens sont déjà très minoritaires.

Entre ces colonies, de nouvelles routes réservées aux colons et à Tsahal assurent la continuité. Depuis quelques mois, un mur construit au voisinage de la « ligne verte » de séparation, au prix de la destruction de maisons et de plantations palestiniennes, concrétise une véritable politique d'*apartheid*.

Le prétexte de sécurité évoqué pour tenter de justifier les nombreux barrages de contrôle sur les routes – check points – est loin de pouvoir expliquer cette politique systématique d'humiliation.

C'est ainsi que l'Université de Bir Zeit, la plus grande université palestinienne, est pratiquement paralysée par un dispositif d'une hypocrisie à peine voilée. Située à une vingtaine de kilomètres au nord de Jérusalem, la route qui y conduit est interrompue par un barrage de blocs de béton surmontés de barbelés. Les voitures, les autobus, les camions et même les ambulances sont tous arrêtés. Mais les piétons peuvent passer, à condition d'escalader quelques tas de cailloux et de marcher quelques kilomètres. Ils ont ainsi tout loisir de poursuivre leur route, mais à pied. L'Université regroupe, en temps normal, plusieurs milliers d'étudiants et des centaines d'enseignants...

Enfin la bande de Gaza où sont parqués plus d'un million de Palestiniens, sous bonne garde de l'armée d'Israël, est

interdite aux citoyens juifs, sauf aux quelques milliers de colons disposant de 40 % des terres. Environ 70 % des Palestiniens y sont au chômage. Les conditions sanitaires, l'accès à l'eau potable, la circulation des personnes, les démolitions d'immeubles, les humiliations constantes sont des défis flagrants aux droits des hommes. Toutes les conditions sont remplies pour y voir surgir ces terroristes désespérés qui vont commettre des attentats suicides et servir de prétexte à la répression.

Le pays d'Israël que nous avons vu est donc le siège d'une confrontation dramatique. En quelques décennies, son visage s'est transformé. Les routes, les usines, les villes nouvelles ont surgi grâce aux efforts des pionniers et à l'aide de la Diaspora. Mais que reste-t-il du credo politique, tel qu'il avait été exprimé par les premiers kibboutzim et la Déclaration d'Établissement de 1948 : « l'État d'Israël [...] stimulera le développement du pays pour le plus grand profit de tous ses habitants. Il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix prônés par les prophètes d'Israël. Il assurera à tous ses habitants une totale égalité des droits sociaux et politiques, sans distinction de religion, de race ou de sexe... » ?

Les vrais fidèles d'Israël sont les pacifistes, avec en particulier Gush Shalom, encore trop minoritaires. Ceux qui sauvent ses valeurs seront les artisans de son avenir et de sa pérennité, avec les partenaires palestiniens qu'ils ont su rencontrer. ■

Lituanie 2003 : retour au multiculturalisme

Yves Plasseraud

Pour la seconde année consécutive, je viens d'achever un cycle de cours à la Faculté d'histoire de l'Université de Vilnius, dans le cadre de *l'Institut des cultures sans État*. Ce petit centre dynamique où se côtoient des représentants de toutes les populations vivant en Lituanie et dans les pays voisins offre un bon poste d'écoute de la société lituanienne.

Contrairement à ce qu'une observation superficielle pourrait faire penser, la société civile de ce pays apparaît aujourd'hui fort complexe, parcourue de courants contradictoires et, à l'approche de son entrée au sein de l'Union Européenne, en voie d'évolution rapide¹. Ceci est particulièrement le cas dans les domaines sensibles du chauvinisme, de l'hétérophobie et du nationalisme.

L'histoire récente de ce pays révèle à cet égard un intéressant paradoxe. Les observateurs s'accordent en général à reconnaître que c'est dans une large mesure le « nationalisme » traditionnel lituanien, personnifié par son

« En renouant avec sa liberté nationale en 1990, l'État restauré a tenu à revendiquer, haut et fort, l'héritage d'un vaste Grand-Duché dont la marque essentielle fut son caractère multinational et multiculturel »

héraut le Président Vytautas Landsbergis qui, dans les années 1990, a servi de levier pour la destruction de l'Union Soviétique². Ce nationalisme « organique » à base d'ethnicité et de catholicisme ultraconservateur, né et formalisé à Kaunas

(Kovno) dans les années d'avant-guerre³ et qui a permis au peuple du Niémen de résister aux oppressions nazie et soviétique, constitue aussi, hélas ! l'un des ferments des pogroms de juin 1941.

En 1989, le sort des communautés juives et la Shoah n'occupaient ainsi pratiquement aucune place dans l'imaginaire lituanien, tout rempli des souffrances du goulag et d'un certain nombre de stéréotypes antisémites hérités notamment de l'occupation allemande.

Or, en renouant avec sa liberté nationale en 1990, le modeste État restauré a immédiatement tenu à revendiquer, haut

et fort, l'héritage d'un vaste Grand-Duché dont la marque essentielle fut précisément son caractère multinational et

¹ Ses principaux théoriciens étaient alors les universitaires Antanas Maceina et Stasys Salkauskis

² Voir par exemple: Bernard Lecomte, *La vérité l'emportera toujours sur le mensonge*. J.C Lattès, 1991..

¹ Rappelons que l'économie lituanienne enregistre depuis plusieurs années des résultats parmi les meilleurs en Europe.



multiculturel. Cette filiation au départ assez formelle tendit au fil des années, à mesure que s'éloignait l'écho de l'exaltation de la lutte pour l'indépendance, à prendre de plus en plus de consistance, marginalisant d'autant l'héritage d'avant-guerre.

Depuis quelque temps (surtout après 1995, date du redémarrage économique), un nombre considérable de livres en lituanien, en russe et en polonais mais aussi dans diverses autres langues dont l'anglais⁴ et même le français⁵, se penchent (le plus souvent de façon positive) sur l'héritage divers, riche et complexe du pays. Ces ouvrages, en dépit de leur prix élevé, sont lus avec avidité par la jeune intelligentsia locale. Le phénomène est tout particulièrement frappant concernant l'histoire et l'héritage juifs, y compris la période de la Shoah et la responsabilité lituanienne à cet égard⁶ !

Ainsi, l'historien Liudas Truska, désormais entouré d'un solide groupe de jeune collègues (Arunas Bubnys, Valentinas Brandisauskas, Rimvidas Valentukevicius, etc.), s'est acquis en quelques années une solide réputation internationale en la matière, notamment au sein du groupe de travail de la *Commission internationale pour l'évaluation des crimes des occupations nazie et soviétique en Lituanie*.

Le remarquable travail d'un certain nombre d'institutions (mentionnons une organisation privée comme la *Maison de la Mémoire – Atminties namai* – ou un organe public comme le *Centre de la Tolérance*) en matière de sensibilisation des jeunes à la Shoah commence à porter des fruits visibles. De nombreuses émissions de radio et de télévision (j'ai moi-même participé à plusieurs d'entre elles) traitent de sujets liés à la diversité culturelle et linguistique dans l'optique notamment de la mondialisation et l'opinion publique « éclairée » évolue très rapidement vers une posture que l'on pourrait qualifier d'*occidentale* au sens positif du terme.

L'Institut yiddish de l'Université se développe rapidement sous la conduite du professeur Dovid Katz et les inscriptions sont en augmentation constante. Les cours d'été connaissent

un succès croissant, faisant du centre de Vilnius l'un des principaux foyers européens d'enseignement du yiddish. Un grand centre culturel polonais (subventionné par la fondation *Polonia*) vient de s'ouvrir à Vilnius et la ville de Moscou est sur le point d'ouvrir le sien.

La diversité « endogène » est donc de plus en plus reconnue et explicitement et volontairement valorisée. En revanche, une crainte diffuse se fait jour à l'approche de l'intégration à l'Union Européenne (2004) qui pour beaucoup représente une menace pour l'identité « historique » du pays, minorités comprises.

Là aussi, les autorités sont actives et globalement l'euro-scepticisme est quand même en repli. Même si on rencontre encore les stéréotypes traditionnels dans les milieux défavorisés et au sein de certains groupes ultranationalistes, un certain nombre d'enquêtes dans les milieux les plus divers (je pense notamment à celles conduites par quelques-uns de mes étudiants) montrent que les mentalités (particulièrement au sein de la classe moyenne) changent rapidement. Cette évolution se fait dans la direction de ce que le jeune universitaire kaunasien (Université *Vytautas Magnus*), Leonidas Donskis, appelle⁷ un « nationalisme libéral » tel qu'il est notamment illustré par trois grands intellectuels lituaniens de l'émigration Vytautas Kavolis (1930-1996) Aleksandras Stromas (1931-1999), Tomas Venclova (né en 1937). Ces personnalités sont toutes trois adversaires résolus du nationalisme conservateur et « ranci » caractéristique de la première moitié du xx^e siècle, très reconnues dans leur pays et se font les avocats d'un sentiment national dynamique, ouvert et tourné vers les autres.

Cette évolution dorénavant bien engagée qui éloigne les mentalités du schéma soviétique d'une ethnicisation antagonistique des rapports sociaux ne surprendra que ceux qui considèrent cette région avec un regard fixiste et naturellement critique. Elle réjouira au contraire ceux qui savent que toutes les sociétés et notamment leurs identités sont en perpétuel mouvement. ■

⁴ Voir par exemple: G. Potashenko (Ed), *The People of the Grand Duchy of Lithuania*, Aidai, 2002 et notamment la préface de recteur Bumblauskas.

⁵ Tomas Venclova, *Vilnius, Trakai*, 2002.

⁶ On trouve régulièrement dans les librairies une vingtaine d'ouvrages sur ce thème.

⁷ Leonidas Donskis, *Identity and Freedom, mapping lithuanian Nationalism in the XXth Century*. Doubleday, 2002.

La journée du judaïsme laïque (24 novembre 2002)

Jacques Burko

Le Comité de Liaison des Associations Juives Laïques de France, qui regroupe depuis une dizaine d'années une douzaine d'organisations, avait pris l'habitude d'offrir chaque année une journée « grand public » autour d'un thème d'actualité. La dernière, qui a eu lieu le 24 novembre 2002, avait pour titre « La laïcité, rempart contre le communautarisme ? ». Le point fort de la journée a été constitué par une table ronde qui, animée par Violette Atal-Léfi, a réuni Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, Serge Jakobowicz, président de la Commission Laïcité de la

Ligue des Droits de l'Homme, Philippe Lazar, directeur de recherche honoraire de l'INSERM et Dominique Schnapper, membre du Conseil constitutionnel et directrice d'études à l'EHESS.

Le débat a été ouvert par Philippe Lazar qui, après avoir commenté les termes « communautarisme » et « rempart », l'un et l'autre contestables, s'est attaché au thème de la *laïcité*, telle que véhiculée par la Constitution de notre République, dont il rappelle en passant que, si elle est bien *indivisible*, elle n'est pas *une*, comme on semble couramment



le croire, et que cette non-unicité traduit la diversité des éléments qui en font la richesse. Cette richesse et cette diversité doivent se traduire par une *liberté* d'expression particulière, liberté constitutionnelle, qui se cantonne généralement dans le domaine privé et associatif, mais qui à l'analyse relève aussi du *bien public* ; la préservation de la diversité culturelle devrait ainsi être un souci commun, tout comme, par exemple, la préservation de la biodiversité. On trouvera l'exposé intégral de Philippe Lazar à la page 23 de ce numéro.

À son tour Dominique Schnapper a insisté sur le caractère unique du concept français de la laïcité, qui témoigne depuis la Révolution du combat entre la République et l'Ancien Régime ; elle est une forme particulière de la séparation, combien essentielle, entre le politique et le religieux. La diversité, dans la mesure où elle n'implique pas l'exclusion, amène à reconnaître des liens privilégiés entre des individus ; elle est enrichissante. Elle conduit aussi à reconnaître des droits particuliers aux groupes particuliers ; mais la question des limites est ici essentielle. L'orateur clarifie la notion du communautarisme, concept dont la perception varie selon les pays et qui est institutionnalisée dans quelques cas particuliers, comme au Liban – avec les risques de délabrement de l'État dont ce pays a donné une éloquente illustration. Dominique Schnapper se tourne vers les responsables politiques, qui doivent à l'évidence prendre en compte les différences et les particularismes, mais d'une façon suffisamment peu pesante pour que l'universel collectif n'en soit pas oblitéré.

Serge Jakobowicz s'interroge sur la séparation du public et du privé. La sécularisation, qui rejette dans le domaine privé les questions religieuses, évacue les conflits possibles et préserve la paix sociale. Le principe fondamental de la liberté

de conscience permet de garder au domaine public un caractère rationnel, positiviste. L'orateur, après avoir remarqué le poids de l'individualisme dans notre société, examine ensuite la notion de la communauté et du communautarisme – et se demande pourquoi l'on passe du « je » au « nous » ? Selon lui, c'est le sentiment d'insécurité qui est le moteur des regroupements communautaires, résultante du fait minoritaire. Le lien communautaire relèverait de l'angoisse existentielle et les sources de l'organisation communautaire seraient à chercher dans la discrimination. Discrimination qui légitimerait le surgissement de communautés closes. En cédant à cette tentation, on régresse en deçà de 1905, voire vers l'Ancien Régime... Les minoritaires doivent donc se garder de remettre en cause le principe républicain d'égalité.

Jean Daniel a déroulé, en conteur averti, une cascade d'anecdotes et de souvenirs personnels qui l'ont amené à se poser la question fondamentale « la laïcité juive est-elle possible » ? N'ayant pu suivre l'ensemble des débats, il se référerait à une idée de laïcité différente de la nôtre, et a donné à entendre que l'identité juive ne pouvait se concevoir sans référence au peuple élu. L'assistance, sous le charme de sa prestation, n'a pas réagi.

À noter qu'un très regrettable incident a, un temps, perturbé le déroulement de la réunion : avertis de la présence parmi les organisations participantes de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), organisation dont les prises de position en défense de la cause palestinienne leur paraissent inacceptables, les jeunes nervis de l'extrême-droite juive s'en sont pris physiquement à ses représentants avant de tenter d'interrompre la réunion elle-même. Il en est résulté un moment de tumulte, vite conjuré grâce au sang-froid des participants. ■

Des raisons d'un si long silence à l'ère de la reconnaissance

Irène Savignon-Valachs

Le 5 février 2003, à l'initiative du Centre de Documentation Juive Contemporaine, en complément de l'exposition « Paroles d'Étoiles, Mémoires d'Enfants Cachés » qui se tient dans les locaux du CDJC jusqu'au 30 mars, une nombreuse assistance a participé à la Mairie du IV^e arrondissement à une conférence débat sur le thème du silence et de la reconnaissance, du vécu des enfants juifs pendant la période de la guerre et du nazisme.

Le débat animé par M. Jacques Fredj, directeur du CDJC, a été introduit par Mme Simone Veil, Présidente de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*. La sincérité, l'authenticité de son témoignage n'ont eu d'égaux que la chaleur et l'amitié qu'elle a témoignées à chacun des présents.

Jean-Pierre Guéno, Directeur des Éditions de Radio-France, auteur des deux ouvrages *Paroles d'Étoiles* (Librio et Livre Illustré) a, avec talent et empathie, rappelé l'origine de l'opération « Paroles d'Étoiles » et son propre ressenti au travers de ses rencontres avec les Enfants Cachés.

Sa conclusion tient en une phrase : *ma vie en a été changée*. *Diasporiques* m'a proposé de rendre compte dans ses colonnes tant des manifestations liées au dixième anniversaire de l'Association des Enfants Cachés que de la réunion du 5 février ; s'impose à moi, à titre personnel, le besoin d'affiner mon analyse sur le silence et la reconnaissance.

Le silence me semble devoir être observé sous au moins trois angles :

- Le silence de l'enfant juif pendant la guerre,
- Le silence de l'enfant juif après la guerre,
- Le silence des tiers, fussent-ils proches ou non.

Le silence de l'enfant juif pendant la guerre :

Un enfant juif, c'est d'abord un enfant comme les autres qui prend racine dans la culture et la tendresse de ses parents et qui ne peut trouver sa stabilité que dans sa relation avec son



environnement. Très vite, très tôt, sa relation avec son environnement passera par son identification à son groupe d'âge, à ses pareils. Dans la triste période de la guerre, dès l'âge de six ans, l'enfant juif va être désigné comme autre par le port de l'étoile et par l'impossibilité de participer aux activités de son groupe d'âge. Est-il besoin de revenir sur les différentes interdictions ? Pour les plus petits, jardins publics interdits aux chiens et aux juifs, pour les plus grands, impossibilité d'aller à la piscine avec le reste de la classe, aux spectacles, de conserver sa bicyclette, etc., en un mot exclusion du groupe et sentiment d'humiliation profonde. Mais le pire reste à venir, séparation d'avec les parents... dans la plupart des cas, changement de nom, perte d'identité, interdiction de dire qui on est. Le silence devient constitutif de la survie. Dire qui on est équivalait à un arrêt de mort.

Le silence de l'enfant juif après la guerre :

L'évolution de tout enfant dépend de facteurs historiques, sociologiques et culturels. Les facteurs historiques et sociologiques ont obligé l'enfant juif à une adaptation psychologique fondée sur le silence, la transparence, la non-affirmation de soi. C'est sur ces bases, ou plus précisément sur ces non-bases, puisque tout repère a été perdu, qu'il va lui falloir se reconstruire, qu'il va lui falloir retrouver une identité, un projet de vie, bien souvent dans la solitude et sans interlocuteur.

Le silence des tiers :

Le premier silence est celui des morts. Le silence du témoin intégral, selon l'expression de Primo Lévi.

Le silence des déportés, dont les témoignages trop souvent dérangeant.

Le silence que l'enfant s'impose, ne se sentant pas le droit de se plaindre, lui qui est vivant, lui qui n'a pas connu l'horreur des camps...

Et c'est ainsi que près de cinquante ans se passent dans un silence à peine rompu, quand, à la faveur d'une rencontre à New York d'anciens enfants cachés, une petite équipe – dont les premiers membres sont Suzanne Achache Witznitzer, Adrien Bornstein, Bernard Braner, Ruth Croitoru, Jomy Frydenzon, Charlotte Helman, Betty Kaluski Saville, Liliane Klein Lieber, Françoise Meyer, Samy Ramstein, Vivette Samuel, Rosette Zylbersztajn – décide de fonder en 1992 une *Association des Enfants Cachés en France*.

Il serait légitime de se demander quels pouvaient être le propos et les buts d'un regroupement de sexagénaires, sous l'appellation « d'Enfants Cachés ». Je refuse, pour ma part, la notion d'association de victimes. Nous sommes des vivants qui avons répondu à la mort par la vie, la nôtre et celle que nous avons transmise à nos enfants, à nos petits enfants. Certes, cette vie nous l'avons construite sur des décombres et sur nos enfances détruites, mais nous l'avons voulue positive, riche de devenir. Tant bien que mal, la plupart d'entre nous a résisté au choc et a, sans le savoir, pratiqué la résilience, selon la définition de Boris Cyrulnik ; nous avons fait en sorte que le choc de nos enfances devienne motivation de vie. Alors, que cherchions-nous en participant à cette

Association ? La réponse tient peut-être dans le second terme du titre, « la reconnaissance ».

De nouveau, la notion de reconnaissance doit être analysée sous ses multiples aspects.

– Reconnaître en chacun de nous, en le verbalisant, ce qui dans nos vies est en relation directe avec les traumatismes de nos enfances.

– Reconnaître en chacun de nos pareils, en ceux qui ont vécu des situations analogues, bien que non identiques puisque différenciées par l'âge et les conditions particulières, les similitudes de comportement.

– Reconnaître en la partageant que seule la parole, et donc la sortie du silence, nous permettrait de cesser de subir nos enfances, en nous les réappropriant et en devenant les acteurs, les témoins de nos vies.

Témoigner pour dire la vérité, témoigner pour faire taire la négation, pour nos parents morts, pour prêter nos vies au million et demi d'enfants exterminés par le Nazisme.

Faire connaître aux autres nos vécus pour nous faire reconnaître et, ce faisant, reconnaître à l'autre sa propre humanité car il n'y a pas de rapports humains sans réciprocité comme il n'y a d'existence que par rapport aux autres.

– Reconnaître que, si nous sommes vivants, c'est que d'autres ont mis leur vie en danger pour nous venir en aide ; que le sauvetage des enfants juifs est un acte de résistance sans armes, auquel il a été peu rendu hommage,
– Reconnaître que nous-mêmes avons trop souvent, tant le besoin de vivre était impérieux, omis cette ardente obligation.

C'est de cette volonté, du recueil de témoignages, qu'est née l'aventure « Paroles d'Étoiles » avec ses différentes déclinaisons – livres, films, expositions, débats, sites internet, mises en scènes théâtrales de lectures de témoignages.

Cette reconnaissance, nous la devons à l'extraordinaire empathie du passeur qu'est Jean-Pierre Guéno, qui a su non seulement nous comprendre, partager nos émotions, mais aussi susciter l'intérêt des différents relais, Radio-France avec sa puissance médiatique, le Mémorial de Caen, les Éditeurs du Librio, les Éditions des Arènes, Thomas Gilou, Minou Azoulai, France 2, les Éditions Milan, dont un livre à l'intention des jeunes est à paraître très prochainement.

Cette reconnaissance s'appuie non seulement sur le millier de témoignages recueillis à l'origine, pour partie par l'Association et pour un plus grand nombre encore par Radio-France, eux-mêmes très certainement représentatifs de milliers d'autres non directement connus.

Le succès incontestable des deux livres repose me semble-t-il, outre sur le talent de l'auteur, sur le kaléidoscope de nos vies et sur la structure des livres qui replace dans le temps et l'espace le déroulement des événements qui ont mené à la Shoah.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le point d'orgue du dixième anniversaire de l'Association ait été la représentation devant plus de huit cents personnes dont l'émotion était palpable, de la lecture d'extraits de témoignages, mise en scène par Didier Long et interprétée par Judith Magre, Nathalie Cerda et Victor Haïm.

Reste à reconnaître dans la réciprocité que l'espèce humaine, dans sa diversité, est une et indivisible et chaque individu unique et irremplaçable. ■



Une avenue Pierre Mendès France à Paris : enfin !

Une avenue Pierre Mendès France a été inaugurée le samedi 25 janvier 2003 par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, en présence de l'épouse de PMF, Marie-Claire, de son fils, Michel, et de nombreuses personnalités au rang desquelles plusieurs anciens Premiers ministres : Pierre Mauroy, Michel Rocard, Edith Cresson, Lionel Jospin, ainsi que Simone Veil et Pierre Joxe.

La cérémonie a commencé par la projection d'extraits du discours d'une étonnante prescience qu'avait prononcé Pierre Mendès France à Nevers, le 20 septembre 1954, sur les perspectives de développement d'une Europe unie, lors de sa première visite en province après sa nomination à la présidence du Conseil. Ont suivi quelques mots d'accueil de Serge Blisko, Maire du XIII^e arrondissement – la nouvelle avenue Pierre Mendès France se situe en effet à la hauteur du 24, bd Vincent Auriol, dans le nouveau XIII^e, un quartier symboliquement tourné vers l'avenir... – puis un discours du Maire de Paris. Bertrand Delanoë a rappelé à grands traits certaines des étapes les plus marquantes de la carrière de celui qui avait été le benjamin de l'Assemblée Nationale, le seul député à s'opposer à la participation française aux Jeux Olympiques de Berlin en 1936, le jeune lieutenant condamné par un tribunal inique de Vichy, l'évadé de la centrale de Clermont, le Résistant préférant combattre l'ennemi en tant qu'aviateur plutôt que d'accepter le poste ministériel à Londres que lui offrait le Général de Gaulle, le ministre rigoureux et exigeant de l'économie que le même de Gaulle écarta à grand tort de

son gouvernement peu après la Libération, le président du Conseil que l'on sait, le ministre d'État enfin qui préféra démissionner à

cautionner la politique de guerre de Guy Mollet, après avoir été indûment privé au profit de ce dernier des fruits de la victoire électorale du Front républicain de 1956... L'historien Jean Lacouture intervint en dernier, pour se concentrer sur Mendès France artisan de la paix. De la paix en Indochine bien sûr, mais aussi de la guerre magistralement évitée avec la Tunisie. Il rappela aussi ses efforts incessants – dont certains encore mal connus – pour nouer un dialogue entre Israéliens et Palestiniens (en particulier en 1967, avec l'appui de deux interlocuteurs exceptionnels eux aussi, l'un et l'autre assassinés depuis : Issam Sartaoui et Henri Curiel). À noter que Jean Lacouture fut le seul des trois orateurs à rappeler

d'un mot, en ce lumineux matin de janvier, que PMF fut un homme d'État *juif* et que personne ne crut devoir faire allusion à sa présence, pourtant ô combien remarquée et marquante, à la tribune du stade Charléty lors des « événements » de 1968... Jean Lacouture évoqua enfin notre déception de ne pas le voir appelé, malgré ses lourds problèmes de santé, à un poste à la hauteur de ses exceptionnelles compétences lors de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981. Quant à nous, nous n'oublierons pas le visage de Pierre Mendès France, étreint par l'émotion, lorsque le nouveau président, lors de son arrivée à l'Élysée, le serra contre lui, en quelque sorte en notre nom à tous. ■

P.L.



Photo Ph. Lazar



Photo Ph. Lazar

Regards sur la laïcité en Europe

Le précédent numéro de Diasporiques a rendu compte de la première partie de l'atelier que le Cercle Gaston-Crémieux a consacré, le dimanche 13 octobre 2002, à la question de la laïcité en Europe ; elle concernait plus spécifiquement la situation en France¹. On trouvera ci-après la retranscription de la seconde partie de cet atelier, introduite par Étienne Brunswic, qui a dressé à cette fin un bref panorama de la diversité des acceptions du concept de laïcité dans quelques pays de l'Union Européenne et au niveau de la Communauté elle-même.

Un continent très hétérogène

Étienne Brunswic : Je vais vous donner un simple aperçu de la situation de la laïcité en Europe, sans avoir évidemment la prétention de passer ses quinze pays en revue. Cette situation est en fait très différente d'un pays à l'autre. Certains d'entre eux ne sont pas du tout laïques, ils sont dotés d'une Église d'État : c'est le cas en particulier de l'Angleterre (mais pas du Royaume-Uni : l'Écosse fait exception, pour des raisons historiques !), de la Grèce et du Danemark. D'autres pays ont une conception de même nature, mais toutefois pluraliste : ils sont multiconfessionnels (Pays-Bas, Allemagne). Et puis nous avons les pays de tradition catholique du Sud – Portugal, Espagne, Italie – qui prennent progressivement le chemin emprunté en matière de laïcité par la France, avec parfois des retours en arrière (l'Italie aujourd'hui).

La laïcité relève à mes yeux, je tiens à le rappeler d'entrée de jeu, du domaine politique. Il s'agit d'une conception républicaine de l'État – elle se réfère à la primauté de l'État de droit – et des services publics, et pas seulement du service public de l'éducation. La laïcité n'est pas l'expression d'une opinion sur la religion ; elle n'a pas non plus de contenu idéologique propre ; elle est directement liée au respect des droits de l'homme. L'objectif global qu'on doit poursuivre, s'agissant de la laïcité en Europe, c'est de protéger l'État de toute ingérence particulariste et de protéger la vie privée de toute ingérence de l'État. Mais vous verrez que les frontières ainsi évoquées se déplacent aujourd'hui.

La mise en œuvre de la laïcité ne va pas de soi. Elle doit s'adapter à des conditions sociales en perpétuelle évolution, elle suppose une vigilance permanente. En ce qui concerne l'Union Européenne, les problèmes auxquels elle doit faire face sont très divers, je vais rapidement les passer en revue.

Le droit international et les conventions européennes

Le droit international affirme incontestablement la primauté de la liberté religieuse sur la laïcité ! C'est notamment le cas de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de 1948 (d'inspiration américaine comme l'a justement annoncé Élise récemment), et de la Convention européenne des Droits

de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe, de 1950. L'article 18 de la première et l'article 9 de la seconde garantissent la liberté de pensée, de conscience et de religion. Je cite ce dernier article : « *Ce droit implique la liberté de changer de religion et de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques ou l'accomplissement des rites* ».

Élise Marienstras : Mais en quoi n'est-elle pas laïque, cette affirmation ?

Étienne Brunswic : Je n'ai pas dit qu'elle n'était pas laïque... C'est simplement une question de priorités. En cas de conflit, c'est la religion qui l'emporterait !

Élise Marienstras : Mais le texte parle de la liberté reconnue à un individu de manifester sa religion ou sa conviction, ce n'est pas tout à fait la même chose que de parler de la liberté des religions ou des convictions. Il concerne le droit des individus de manifester leurs croyances ou leurs convictions...

Philippe Lazar : J'ajoute à la remarque d'Élise une question : la différence entre religion et conviction est-elle explicitée quelque part ? Parce qu'il n'y a quand même pas, en effet, que le mot religion dans ce texte : le mot conviction pourrait renvoyer, comme tu le souhaites, Étienne, à la sphère du politique, élargir le cercle des seules religions...

Étienne Brunswic : Non, cette différence n'est pas explicitée, elle est simplement soulignée par l'utilisation simultanée des deux expressions. En fait le mot conviction a été rajouté dans la Convention européenne, il n'existait pas dans la Déclaration universelle...



¹ *Diasporiques* n°24, p. 36-43



Rita Thalmann : On peut donc entendre par là, si l'on veut, conviction politique ou idéologique ?

Étienne Brunswic : Sans doute. Le Traité d'Amsterdam est un peu plus précis à ce sujet, j'y reviendrai tout à l'heure. Cela dit, la défense de l'universalité des droits de l'homme pose à mon sens problème par rapport au respect, qui est ici privilégié, du *pluralisme culturel* – un aimable euphémisme qui désigne en fait habituellement, dans les sphères internationales, les religions... Donner une prééminence à la liberté de la personne – l'objet du fameux *habeas corpus* ou du Premier Amendement de la Constitution américaine – est dès lors considéré par certains comme une pure expression du libéralisme occidental...

Rita Thalmann : ... et même comme une tentative de pression néo-colonialiste !

Étienne Brunswic : ... auquel les mêmes opposent d'autres conceptions prêchant la soumission de l'individu au groupe ou exaltant le consensus aux dépens de la diversité des opinions individuelles, avec les conséquences que l'on sait sur, par exemple, l'inégalité des sexes, le contrôle étatique des naissances, etc. On ne peut pas, à ce propos, ne pas évoquer le *lobbying* du Vatican. Le Vatican, c'est une authentique *multinationale* : un seul chef...

Une voix : ...et beaucoup de filiales ! (*rires*)

Étienne Brunswic : C'est vrai ! Beaucoup de filiales ! Mais, à Bruxelles, l'Église catholique a une représentation unique alors que les autres Églises ont des représentations nationales. Cela fait une différence ! Eh bien !, au Caire, lors de la dernière conférence internationale sur la population, on a pu constater une magnifique convergence entre les thèses du Vatican et celles des intégristes musulmans à propos, précisément, du contrôle des naissances !

Dans la même ligne, la Convention européenne sur les Droits de l'Enfant me semble aussi poser problème. Son article 14 reconnaît certes la liberté de pensée, de conscience et de religion à l'enfant mineur. Mais la même Convention stipule que les parents ont le droit et le devoir de « *guider* » l'enfant à cet égard... et, selon son article 18, les parents sont même en droit d'exiger de l'État qu'il les « *aide de façon appropriée* » dans cette mission d'éducation. Ce pouvoir reconnu aux parents n'est pas vraiment d'inspiration laïque...



Élise Marienstras : Il va en effet contre la séparation de l'Église et de l'État...

Étienne Brunswic : Exactement, l'État se doit de respecter les choix parentaux de modes d'éducation, quels qu'ils soient !

Lilian Brower-Gomez : Au sein d'établissements confessionnels aussi bien que publics donc ?

Étienne Brunswic : Oui ! Les conventions internationales ne prennent pas en compte la laïcité !

Martine Kis : J'ai pu effectivement constater récemment en Suède les modalités de mise en œuvre de cette disposition. Chaque enfant est doté à sa naissance d'une certaine somme qu'il peut utiliser pour aller dans une école de son choix.



Rita Thalmann : Cette disposition porte évidemment atteinte à la laïcité. Elle pose aussi, en France, de graves problèmes internes à l'école publique, en autorisant les parents à critiquer les choix pédagogiques des enseignants sans que ceux-ci aient vraiment le droit de les contredire !

Martine Kis : Elle permet néanmoins, dans divers pays européens, que soient protégées des minorités : cinq en Suède, dont la minorité juive yiddishophone.

Étienne Brunswic : J'en viens précisément maintenant à la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (1994). L'État-nation, à l'origine, ne protège les droits de l'homme qu'en tant que droits nationaux ! Hors d'une appartenance nationale...

Rita Thalmann : ...point de salut !

Étienne Brunswic : ...point de salut, en effet ! Ce qui explique que beaucoup de peuples demandent un droit à l'auto-détermination, ayant le sentiment que, par cette voie, ils seront mieux protégés. La convention européenne représente, de ce point de vue, un indéniable progrès.

Richard Marienstras : Mais la France l'a-t-elle signée ?

Étienne Brunswic : Oui, elle l'a ratifiée, de même qu'elle a adhéré (et signé en 1980) au Pacte international sur les droits civils et politiques de 1966 avec la réserve suivante sur l'article 27 relatif au droit des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques : « *Le Gouvernement français déclare, compte tenu de l'article 2 de la Constitution de la République française, que l'article 27 n'a pas lieu de s'appliquer en ce qui concerne la République* »...

Élise Marienstras : La France, c'est bien connu, n'a pas de minorités nationales !...

Étienne Brunswic : Exactement ! Je cite la convention : « *Considérant qu'une société pluraliste et véritablement démocratique doit non seulement respecter l'identité ethnique, culturelle et religieuse de toute personne*

appartenant à une minorité nationale mais également créer les conditions propres à permettre d'exprimer, de préserver et de développer cette identité ; considérant que la création d'un climat de tolérance et de dialogue est nécessaire pour permettre à la diversité culturelle d'être une source ainsi qu'un facteur non de division mais d'enrichissement pour chaque société, les États s'engagent à adopter les mesures adéquates à promouvoir dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle l'égalité effective entre les personnes – remarquons quand même qu'il s'agit toujours des personnes, pas des groupes, pas des peuples ! – appartenant à ces minorités ou à la majorité ». Les articles suivants précisent qu'il s'agit de permettre « aux membres des minorités nationales de développer leur culture et de préserver leur identité, par les langues, les médias, l'éducation et la recherche, la culture, les sports et la religion, une participation effective aux affaires publiques, notamment celles les concernant... »

Élise Marienstras : ... « *notamment* », ce qui signifie que c'est plus large...

Étienne Brunswic : Oui ! Et « *avec des dispositions particulières pour les aires géographique d'implantation substantielle traditionnelle* » ou encore « *pour l'enseignement de la langue minoritaire, sans préjudice de la langue officielle ou de son enseignement* ». Cette convention constitue manifestement un progrès par rapport à la non-reconnaissance de droits aux minorités. Il faut toutefois noter qu'il s'agit bien là d'une reconnaissance de droits individuels et non de droits collectifs. Rien cependant ne s'oppose à ce qu'ils s'exercent collectivement, et c'est là toute l'ambiguïté.

Pour donner vraiment corps à cette convention, il faudrait que l'on parvienne à établir des règles du jeu, respectueuses de la liberté de chacun (et notamment de son éventuel refus de se voir inscrire contre son gré – ne fût-ce que par le regard de l'autre ! – dans une communauté spécifique), et qui, tout en reconnaissant le fait communautaire, ne conduisent pas à un quelconque enfermement, politique, syndical, social, culturel des citoyens concernés. La voie est-elle dans la définition d'une citoyenneté européenne qui serait commune à tous ? Elle passe sûrement en tout cas par la mise en place d'espaces communs d'échanges et de discussions entre groupes, animés par l'école, les médias, le théâtre, etc., et la recherche d'équilibres que seule à mon avis une laïcité bien comprise peut permettre d'assurer et de réguler.

Venons-en enfin à la Charte européenne des langues régionales et minoritaires (1992). Elle concerne les langues différentes de la ou des langues officielles d'un État, lorsqu'elles sont pratiquées traditionnellement sur son territoire par des ressortissants qui constituent un groupe numériquement inférieur à celui du reste de la population, que ce groupe soit ou non rattaché à une aire géographique spécifique. Ces langues n'incluent ni les dialectes ni les langues des migrants. La charte a été signée par la France mais elle n'a pas été

ensuite ratifiée. Le revirement est formellement consécutif à un avis négatif du Conseil constitutionnel (car « *La langue de la République est le français* » comme le précise la loi constitutionnelle de 1992). Il s'agit, évidemment, d'un choix politique !

L'adoption d'une telle charte par notre pays constituerait un progrès ; il faut néanmoins avoir conscience du risque dont elle serait aussi porteuse : ouvrir la voie à des micro-cultures d'enfermement. Son éventuelle mise en œuvre devrait donc comporter des dispositions évitant qu'elle ne puisse être détournée de ses objectifs par les fondamentalistes ou intégristes de tous bords.

Le lobbying des Églises auprès de l'Union européenne

Lors de la préparation du Traité d'Amsterdam, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ont demandé l'inclusion d'un article garantissant la pérennité des législations nationales sur les relations entre Églises et États et officialisant les relations entre les premières et l'Union Européenne. Cette tentative n'a, pour l'instant, pas abouti, mais elle a néanmoins laissé des traces, sous la forme d'une Déclaration annexe (n°11, intitulée « *Sur les Religions* ») au Traité d'Amsterdam, selon laquelle « *l'Union Européenne respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les Églises et les associations ou communautés religieuses dans les États-membres* ». Et, sur la pression des pays du Nord

(essentiellement les Pays-Bas), il a été ajouté que « *l'Union Européenne respecte également le statut des organisations philosophiques non confessionnelles* » (c'est le pendant des « convictions » précédemment évoquées).



Philippe Lazar : Des organisations que l'on définit encore ici, je le souligne au passage, par référence (fût-elle négative) aux confessions !... Les Dieux et leurs Églises sont toujours présents, même lorsqu'on cherche à leur échapper !

Étienne Brunswic : Mais nous sommes pratiquement les seuls à parler explicitement de laïcité ! La bataille actuelle, dans l'Union Européenne, a été amorcée lors du sommet de Nice. Elle porte sur la légitimité ou non de faire référence, dans la future Constitution européenne, à un héritage chrétien ou judéo-chrétien, spirituel et religieux... Dans une récente déclaration, Jean Paul II n'hésite pas à affirmer que « *l'Église chrétienne est un facteur décisif de l'identité du Continent* », ce qui constitue évidemment une pression sur la Commission chargée de la rédaction de la Loi Fondamentale. Pression relayée par la campagne récente en faveur de la réintroduction du crucifix dans les lieux et édifices publics en Italie ! À l'opposé, Robert Badinter suggère un préambule d'une toute autre inspiration : « *Nous, représentants des États de*



l'Europe, héritiers d'une longue et douloureuse histoire et dépositaires d'une grande civilisation, avons décidé... , etc. ». Mais rien ne dit qu'un tel texte ait des chances d'aboutir car les pressions dans l'autre sens sont très fortes !

Les nouveaux questionnements

Étienne Brunswic : L'action d'un État démocratique repose sur un ensemble de valeurs partagées : les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Cependant, l'État n'est jamais complètement neutre, et se pose ainsi le problème du « *politiquement correct* », qui n'est autre qu'une façon, pour la majorité, de faire pression sur les minorités... Dans quelle mesure est-il légitime, dans une société démocratique, de réprimer des actes ou des agissements contraires aux idées dominantes ? Doit-on mettre des bornes au respect du pluralisme et à la liberté d'expression ? Que dire du blasphème et de la censure ?... Chaque groupe dont les croyances seraient attaquées pourrait demander la censure des propos qui le gênent ! Contre la diffamation collective, nous disposons, en France, de lois contre les propos racistes...



Rita Thalmann : ...et négationnistes...

Étienne Brunswic : ...et négationnistes ! Certains contestent cependant la discrimination positive ainsi consentie vis-à-vis de groupes spécifiques. D'autres font une distinction subtile entre le fait de s'attaquer à des idées (ce qui serait, selon eux, acceptable) ou à des groupes (ce qui ne le serait pas). La Cour européenne des droits de l'homme estime quant à elle que « *la liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels des sociétés démocratiques et qu'elle vaut même pour les idées qui choquent, heurtent ou inquiètent* ».

Pour achever ce rapide survol, il faut encore mentionner les nouveaux domaines d'intervention des lois et le début de chevauchement qui en résulte entre sphères publique et privée : le PACS, l'euthanasie, la bioéthique, etc. L'État apparaît alors idéalement comme un arbitre réputé neutre, essentiellement chargé de faire respecter les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Mais le libéralisme triomphant risque de réduire progressivement ce rôle à la portion congrue ! Et l'on en sent déjà les prémisses dans l'enseignement ou la santé, voire la police...

À l'échelle européenne comme à l'échelle nationale, mieux redéfinir les espaces publics est un enjeu ; et promouvoir la laïcité est un combat de tous les jours...

F. Lévy : Merci, Étienne. La discussion générale est ouverte.

Lilian Brower-Gomez : Est-ce que l'on pourrait considérer la laïcité comme l'un des garants de la démocratie ?

Étienne Brunswic : Il me semble que c'était l'essence même de mon propos...



Élise Marienstras : Je vais vous raconter une anecdote – enfin, pour les gens concernés, ce n'était pas vraiment une anecdote... Aux États-Unis, à côté de l'État-nation fédéral et des États fédérés, existent des Réserves autochtones, dotées de gouvernements tribaux autonomes, ayant la responsabilité de la juridiction sur le territoire de leur Réserve.

L'une des plus grandes d'entre elles est la réserve Navajo, à cheval entre l'Arizona, le Nouveau Mexique, l'Utah et le Colorado. Il y a une dizaine d'années, un Indien Navajo a esté en justice contre le gouvernement tribal de la Réserve, au nom du Premier Amendement de la Constitution des États-Unis, celui qui protège la liberté religieuse. Il se trouve que les Navajos ont diverses religions, dont une, traditionnelle et majoritaire, mais ils comprennent aussi des catholiques et des protestants ; toutefois le gouvernement navajo avait interdit la possibilité d'être Témoin de Jéhovah sur le Territoire. Eh bien ! ce plaignant a fini par l'emporter devant la Cour Suprême ! Et le Congrès, à partir de cette jurisprudence, a voté une loi qui accentue ce que suggère le Premier Amendement en termes de liberté d'exercice des religions. Étienne évoquait tout à l'heure des pays « lointains » – l'Afrique, l'Asie – où les rapports de l'individu au groupe et à l'État sont différents de ceux que nous connaissons, en ce sens que, dans ces sociétés holistes, les individus appartiennent à la religion du groupe et sont en quelque sorte soumis au groupe... Voici donc un autre cas où, en pleine société occidentale, se posent des problèmes de même nature (problèmes qui, en l'occurrence, ont été réglés au détriment de l'autonomie du gouvernement local navajo)...

Étienne Brunswic : Mais cela se passe aux États-Unis...

Élise Marienstras : Certes ! Mais ce n'est pas un pays lunaire, il est sur notre planète !

Étienne Brunswic : En Afrique, la conclusion eût vraisemblablement été différente !

Élise Marienstras : Parce qu'en Afrique n'existe pas le recours que représente la Cour Suprême fédérale ! Mon intervention avait en fait pour seul objet de montrer que la question était extrêmement complexe et qu'on ne pouvait la « résoudre » par une simple dichotomie entre pays où l'individu serait soumis au groupe et pays où l'individu serait libre. La pluralité culturelle et son respect sont indispensables, ce qui n'annule pas pour autant la complexité des problèmes ainsi posés !

Étienne Brunswic : J'avais simplement voulu dire, en ce qui me concerne, que l'universalité des droits de l'homme n'est pas considérée partout comme un postulat...

Rita Thalmann : On le voit bien à l'Unesco ! Étienne a bien montré que l'accumulation des textes ne simplifie pas les interprétations. Mais cette évolution traduit quand même celle des droits de l'homme, où l'économique et le social jouent un rôle croissant. C'est au demeurant une bataille au sein de l'Union Européenne que d'interpréter les textes, entre ceux qui sont contraignants et ceux qui sont laissés à l'appréciation des États. J'ai quant à moi de vives inquiétudes sur ce qui se passera dans l'Union lorsque que nous aurons intégré des pays où, comme en Pologne ou en Estonie, les Églises (catholique pour la première, luthérienne pour la seconde) jouent aujourd'hui un rôle majeur, vis-à-vis du système scolaire en particulier. Je me méfie beaucoup du poids des religions sur les décisions d'État, et cela d'autant que la crise économique que nous vivons s'accompagne manifestement d'un retour du religieux en tant que réflexe identitaire. Les gens se sentent mal et cherchent des béquilles. Il faut qu'on parle de l'intégration dans toutes ses dimensions – et je crains beaucoup pour ma part une demande de reconnaissance d'identité à la carte...



Silvia Goodenough : Je me sens personnellement universaliste et pourtant ma force naît de mes racines, sans lesquelles je ne serais rien. Ces racines ne sont en aucune manière françaises, et pourtant je choisis la France pour m'exprimer... C'est étrange ! Comment faire pour que les gens, sans se couper de leurs racines, ne se bloquent pas ? On a le droit d'aimer et même d'adorer son village natal, mais cela ne constitue pas une fin en soi. Comment articuler ce qu'on aime, ses particularismes culturels, et en même temps les mettre au service de l'universalité ? Nous sommes aujourd'hui dans une société en crise, la mondialisation écrase les gens. Un retour à l'identité culturelle est sans doute une façon d'échapper à cet écrasement. Mais comment, en même temps, ne pas avoir conscience du risque de repliement qui lui est associé ? Il faut évidemment amener nos concitoyens à une meilleure perception de l'altérité. Or beaucoup de groupes n'y sont pas du tout préparés. Leur position identitaire peut même, par culture, les éloigner de l'autre... Comment établir, dans ces conditions, de véritables ponts interculturels, sans renoncer pour autant à ce dont on a besoin pour vivre ?



Richard Marienstras : Tous les philosophes le reconnaissent : l'enracinement est source d'universalité, et il n'y a d'universalité que fondée sur des particularismes surmontés. On peut toujours se demander, bien sûr, comment surmonter les particularismes... mais cela se fait en réalité tout seul ! On n'a pas besoin de trop y penser, il suffit de se laisser vivre, surtout lorsqu'on vit dans un milieu qui vous est à la fois familier et étranger. La familiarité jointe à l'étrangeté

permet d'allier la perception individuelle de la singularité et la perception collective de l'universalité. C'est une question d'un peu de réflexion – mais pas trop ! – qui nécessite surtout une sorte d'approfondissement culturel à la fois dans sa culture première – celle des racines – et dans sa culture seconde – celle de l'éloignement. Personnellement, je ressortis de trois cultures et de trois langues : polonaise, anglaise et française. Je n'oserais certes pas me dire universel, mais je suis le fruit d'un agglomérat, imparfait certes, qui vaut néanmoins ce qu'il vaut...

Je voudrais aussi revenir sur le mot *culture* lui-même. On voudrait en quelque sorte transvaser le religieux dans le culturel. Le religieux ne se transvase pas aussi facilement ! C'est quelque chose qui a une résistance considérable. Et si l'on veut pouvoir parler du religieux à propos du culturel, il faut se donner la peine d'y réfléchir sérieusement. Chez les Juifs en particulier, parce que c'est ainsi qu'ils se sont définis au départ, le religieux et le culturel sont très difficilement séparables. On peut négliger, ignorer, nier l'un ou l'autre terme, il est très difficile de se défaire de leur couple. Ils sont tellement intriqués que, quand bien même on s'imagine que l'on ne fait pas de religion, ou pas de culturel, on fait en même temps de l'un et de l'autre. De sorte qu'on se trouve là devant une grave difficulté, bien explicitée naguère par Martin Buber, Vladimir Yankélévitch ou Léon Ashkénazi. « *Il n'y a pas de Juif qui ne soit religieux !* » disait ce dernier, comme s'il s'agissait d'un axiome... Que faire alors ? Eh bien ! pas grand chose, là non plus ! Il faut se laisser aller et voir comment ça marche. Personnellement, je n'ai pas l'impression de faire du religieux très souvent ! Et pourtant je sens bien qu'il y a en moi un reste de croyance – je dis bien un reste – mais c'est un reste qui donne un certain dynamisme aux choses et qui m'empêche de m'écrouler complètement lorsqu'il m'arrive d'en avoir le sentiment... Si je trouve un certain ressort pour agir, j'ai l'impression, peut-être erronée, que c'est un reste de religieux qui me permet de le faire et j'ai fini par m'y habituer... on finit toujours par s'habituer à ce qu'on est (*sourire*) !

Un mot intraduisible

Philippe Lazar : Une chose me frappe, quant à moi : le mot laïcité n'a pas de traduction littérale dans les autres langues du continent. Pour parler de ce concept à cette échelle, on ne peut, dès lors, se contenter des apparences, rester dans l'ambiguïté. En France – ou plutôt en français – on peut le faire, chacun entendant ce mot un peu comme il le souhaite ; ce n'est plus possible lorsqu'on veut se faire comprendre de non-francophones. Et il ne suffit pas de dire : on va parler anglais et utiliser *secular* comme traduction approximative de *laïque*, parce que nous savons bien que les deux mots n'ont pas exactement le même sens. La carte que nous pouvons dès lors jouer ? Retourner cette difficulté à notre profit en étant contraints d'explicitier ce que nous mettons derrière le concept de laïcité ! Fixons-nous donc pour objectif d'écrire, avec toutes les périphrases nécessaires, un texte explicatif qui puisse tout simplement être traduit dans les diverses langues du continent et où le mot « laïcité » lui-



même, réputé intraduisible, n'apparaîtra pas ! Et l'on ne peut évidemment se contenter à cette fin de la perception la plus directe du mot, négative par essence en ce qu'elle renvoie à l'opposition au cléricisme, voire aux Églises.

Étienne Brunswic : La déclaration d'intentions visant à établir une charte européenne de la laïcité est traduite dans toutes les langues européennes. C'est une opération qui témoigne bien de la difficulté soulevée par Philippe. Ainsi en hollandais, ce mot est-il traduit par « *humanisme libre-penseur* » !

Rita Thalman : Traduction-trahison !...

Étienne Brunswic : Cela dit, les problèmes vont surtout survenir des contraintes et choix budgétaires... Les Européens vont-ils accepter qu'on finance à égalité les différents cultes, les différents enseignements, etc. ? Parce que cela va coûter très cher ! Les pays, pour la plupart, financent actuellement leurs ministres du culte, comme nous en Alsace-Lorraine concordataire... Tout cela n'ira pas de soi à l'échelle communautaire !

Lilian Brower-Gomez : C'est déprimant, à la fin, de vous entendre tous dire que la société va si mal ! (*rires*). Prime est donnée, selon vous, à celui qui noyaut le mieux, à celui qui est le meilleur stratège pour ne pas dire le meilleur combinard... Mais malgré ce tableau – sans doute réaliste – de la crise actuelle, peut-on dire que tout va plus mal qu'avant ? Toutes les époques ne sont-elles porteuses à la fois de malheurs et d'avancées ?



Sophie Janicic : Je voudrais pour ma part poser une question. Rita parlait avec une certaine inquiétude d'une demande croissante de société à la carte. Mais dès lors que, depuis 1968, on a en quelque sorte mis le ver dans le fruit en reconnaissant la légitimité d'une quête de liberté individuelle, d'une lutte contre l'autorité tutélaire – celle du père, de la patrie, etc. –

faut-il s'étonner qu'on en retrouve les traces aujourd'hui ? Peut-être même faut-il s'en réjouir plutôt que de s'en plaindre, dans la mesure où toute nouvelle liberté s'accompagne nécessairement de nouvelles responsabilités, qu'il faut évidemment assumer ! Sont-elles trop lourdes à porter ? Je ne le crois pas. Même s'il y a des allers et des retours... Ainsi, dans les sociétés où les femmes se libèrent, il leur arrive d'hésiter, parfois même reviennent-elles temporairement en arrière, c'est inévitable, mais cela ne bloque pas pour autant toute avancée...

Philippe Lazar : Pour aller dans le même sens, anti-déprime, que Sophie, je voudrais faire une seconde proposition. À trois ans de la célébration de son centenaire, nous devrions, à mon sens, travailler à la transposition, à l'échelle européenne, des principes de la Loi de 1905. La construction européenne, nous le savons bien, peut nous écraser. Mais en

même temps, elle peut tout aussi bien nous stimuler, dans la mesure où elle élargit notre horizon et nous met en relations potentielles avec d'autres partenaires. Nous ne sommes pas obligés d'accepter d'emblée de nous faire broyer : le pire n'est jamais sûr même s'il est toujours le plus probable ! Ne partons pas battus et cherchons, au sein des groupes juifs « laïques » européens avec lesquels nous avons déjà été en relations des partenaires actifs pour cette réflexion !

F. Lévy : Comment concrétiser dans cet esprit notre action à venir ?

Philippe Lazar : L'une des façons de faire serait d'utiliser les deux propositions complémentaires que j'ai faites – et/ou d'autres – comme contributions à la préparation de notre prochain atelier...



Étienne Brunswic : Je suis d'accord avec la proposition de Philippe. Je voudrais aussi indiquer qu'il existe à Bruxelles un authentique centre juif d'information. Commençons par nous informer sur ce qu'ils font ! Et essayons aussi de reprendre contact à ce sujet avec le groupe des organisations juives européennes que nous avons rencontrées à Amsterdam², afin de confronter nos idées sur la laïcité à celles de groupes juifs dont on peut penser qu'ils sont relativement proches de nous.

Des ambiguïtés (parfois volontaires ?) du vocabulaire

Élise Marienstras : Je voudrais revenir d'un mot sur le rôle de l'État. Avant que l'État-nation européen futur ne s'impose à tous dans son harmonieuse universalité (!), il reste de beaux jours pour les actuels États-nations. Ne nous contentons donc pas d'évoquer la neutralité de l'État, n'oublions pas son rôle protecteur, son rôle de garant des libertés et du bien-être des citoyens, et également son rôle de facteur d'équilibre et d'équité entre groupes sociaux. Or nous avons engagé, dans le cadre du Cercle Crémieux, une réflexion sur le devenir de la Gauche. Elle implique en soi de repenser le rôle de l'État et notamment son rôle de garant de la laïcité : une excellente façon, à mon avis, d'aller de l'avant dans notre présente réflexion sur ce concept majeur. Mais, pour ce faire, il me semble nuisible d'adopter le vocabulaire de nos adversaires et de combattre sur le terrain qu'ils ont choisi. Je prends un autre exemple : la sécurité. Devons-nous adopter le langage sécuritaire de Le Pen pour mieux le combattre ? Occupons-nous donc des communautés, dans une République ouverte, multiculturelle, au sein de laquelle l'État protège les droits de l'homme et les libertés, et disons-le ainsi, sans détours. Un dernier mot : si nous devons aller de l'avant (ce que je souhaite) dans la célébration du centenaire de la Loi de 1905... commençons tout de suite et faisons-le savoir rapidement... *urbi et orbi* !

² « *Juifs d'Europe pour une juste paix* », *Diasporiques* n°23, p.14-15, octobre 2002.

Richard Marienstras : Je voudrais à mon tour dire un mot... du mot *communautarisme*. Depuis que j'en ai découvert l'usage, je me suis toujours interrogé sur sa réelle signification. Il en existe en anglais un calque, mais qui n'a pas le même sens. Et depuis que j'ai appris que les Anglais et les Américains étaient les uns et les autres *communautaristes*, j'ai compris qu'ils ne pouvaient l'être ni les uns ni les autres ! On ne peut rassembler sous un même label idéologique – à ma connaissance forgé en France, et avec des intentions péjoratives – deux civilisations aussi différentes et ayant des aspirations aussi divergentes ! C'est un mot qui s'oppose aussi, et très violemment, à *communauté* et *communautaire*, qui sont par contre, eux, des mots utiles !

Lilian Brower-Gomez : Je ne crois pas pour ma part que nous puissions faire l'économie de prendre en compte le mot *communautarisme* et les peurs qu'il révèle de la part de ceux qui l'utilisent sans retenue. Il faut essayer de comprendre leurs inquiétudes vis-à-vis d'une potentielle déstabilisation de l'équilibre républicain, qui proviendrait d'une multiplication de tiraillements communautaristes allant dans tous les sens. Nous ne pouvons nous contenter de les rejeter sans appel ! Nous pouvons au contraire – et donc à mon sens nous devons – faire comprendre que nous mettons, nous, tout autre chose sous les mots, évoqués par Richard, de *communauté* ou de *communautaire*, des choses positives, susceptibles d'être communiquées et partagées, et non des objets de repliement.

Savoir puiser dans ses racines – incidemment, le mot *racine*, lui aussi, est dangereux : les racines se plantent en terre et ne bougent plus ! Alors que ce dont on veut parler ici est plus subtil, donne de l'élan, permet de continuer à vivre... – savoir puiser dans ses racines donc (ou ce qui en tient lieu) et savoir aller, dans le même temps, vers l'universel est un état qui ne court pas les rues ! Et ceux qui n'ont pas eu à négocier avec eux-mêmes ce travail parce qu'ils sont naturellement enracinés dans leur pays d'origine se sentent volontiers universalistes... à condition qu'on ne leur parle pas trop de différences ! On ne sait pas trop quoi en faire, de ces différences, elles sont potentiellement génératrices de désordre ! Ces gens-là sont des universalistes...

Élise Marienstras : ...français !

Lilian Brower-Gomez : ...C'est cela, français ! Mais il n'y a pas qu'eux ! Cette façon de voir est en fait très répandue. On est universaliste à condition que les autres gardent leurs différences pour eux...

De l'altérité

Philippe Lazar : La laïcité, au sens le plus banalisé du terme, m'est, pour paraphraser Richard, consubstantielle, si naturelle même que je n'ai pas besoin d'y réfléchir, je me laisse porter par elle... Mais j'ai néanmoins le plus grand besoin, vis-à-vis de moi-même, de comprendre, en dehors d'un regard

religieux, comment « tout cela » fonctionne. Je ne peux pas me résoudre à l'idée qu'il faudrait que, pour ce faire, je me mette si peu que ce soit dans le moule de la religion, même si je sais que c'est lui qui a forgé mes arrière-grands-parents et mes grands-parents. Dans ma famille, les racines religieuses ont en fait été coupées à la génération de mes parents – mon père et ma mère étaient athées – et je ne ressens aucun désir de renouer de ce point de vue avec la génération d'avant. Mais cela ne supprime par autant mon sentiment d'enracinement dans une culture et une histoire. Et ma volonté de ne pas m'en détacher arbitrairement...

Ces racines – ou cet humus, je ne sais plus après ce qu'a dit Lilian ! – sont évidemment spécifiques pour chacun de nous, mais point la quête qui les fait rechercher ou chérir ! Celle-ci est, en tant que telle, universelle. Et c'est là qu'on peut trouver un élément de rapprochement extrêmement fort avec les autres, avec *tous* les autres. « *D'où venons-nous ?* » et, plus spécifiquement, « *D'où viens-je ?* » sont des interrogations partagées par tous les hommes. Cela dit, en tant que Juifs, nous avons néanmoins une spécificité, commune à quelques peuples seulement : celle d'avoir été, pendant deux millénaires, un peuple sans terre autre que mythique. Un peuple confronté donc en permanence aux autres peuples et à leurs cultures. La question de l'altérité, nous savons, nous, par expérience de quoi il s'agit ! Même parfaitement intégrés, nous sommes « autres », vécus comme tels, y compris par les plus ouverts de nos concitoyens – qui parfois même poussent leur judéophilie jusqu'à nous envier cette altérité intrinsèque ! Nous pouvons donc en parler pour nous, de l'altérité, mais cela nous donne aussi quelque légitimité à en parler en termes plus généraux..., en termes *laïques*, pour tout dire !

Sylvie Kuczynski-Lévy : Je suis très sensible à ce que tu viens de dire. À l'école, je me sentais autre et, honnêtement, j'en souffrais. Maintenant, je me sens toujours autre, mais je le perçois de façon positive, en tant qu'ouverture envers tous les « autres ». Et je ne me suis jamais sentie aussi heureusement autre que lorsque j'ai comparu, il y a quelque temps, pour une banale affaire d'astreinte de gardes, devant ces messieurs du Conseil national de l'Ordre des Médecins...

Plusieurs voix : Malheureux les autres qui ne se sentent pas autres !

Séance préparée par Étienne Brunswic,
Élise Marienstras et Rita Thalmann
et présidée par F. Lévy ;
Propos retranscrits par Philippe Lazar

(Photos Ph. Lazar)



La laïcité, rempart contre le communautarisme ?

Colloque des associations juives laïques, Paris, 24/11/2002

Intervention de Philippe Lazar

Je commencerai par ne pas masquer mes interrogations sur le thème essentiel qui nous est proposé pour cette rencontre et dont notre présidente disait en ouverture – déclenchant en cela quelques « mouvements divers » – qu'il faisait consensus parmi nous : « *La laïcité, rempart contre le communautarisme* ». Si j'avais eu en effet le choix du titre de cette réunion, je pense que je n'aurais sans doute pas opté pour celui qui a été retenu (même assorti d'un point d'interrogation) parce que deux des mots utilisés me semblent poser problème : *rempart* et *communautarisme*. Je vais dire rapidement pourquoi.

Commençons par le second, *communautarisme*. Il se trouve que nous sommes réunis aujourd'hui dans un centre... *communautaire*, ce qui veut bien dire que l'on n'est pas absolument obligé d'utiliser le suffixe *arisme* dès lors qu'on souhaite parler d'une communauté de filiation, d'appartenance ou de destin ! De la même façon que, lorsqu'on parle de la *nation*, on n'utilise pas indifféremment, en lieu et place de ce vocable, celui de *nationalisme*. Le nationalisme est une vision exacerbée de la nation qui confère abusivement à celle à laquelle on appartient une valeur d'exception ; le communautarisme est une vision exacerbée du fait communautaire, qui conduit à *affecter* explicitement ou, pire, implicitement (comme si ça allait de soi) une partie des individus constituant une nation à un *espace social spécifique*, parfois supranational, en le survalorisant... et surtout en les y enfermant !

Utiliser ce mot – ambigu si l'on ne prend pas le soin de le définir, employé aujourd'hui avec une certaine complaisance dans le monde politique – engage dans une attitude d'embellie défensive vis-à-vis du *fait communautaire*, obligeant en quelque sorte à l'aborder au travers de l'une de ses possibles déviations au lieu que d'en traiter directement et de façon positive. Et, disons-le, ce mot est aussi un masque commode pour aborder sans le dire la question de l'Islam en France.

Ne pourrions-nous éviter de nous enfermer dans une vision par nature restrictive et aborder de façon plus directe et plus ouverte les questions qui nous intéressent vraiment ?

Rempart maintenant. Eh bien ! rempart, c'est un peu la même chose ! En ayant recours à ce mot, on donne l'impression que nous serions littéralement assiégés, en passe d'être débordés par la déferlante communautariste et qu'il serait grand temps que nous construisions des barrières, des digues ou, pourquoi pas, des *Lignes Maginot* pour nous en protéger ! Personnellement, je ne vis pas dans la hantise d'une pression communautariste pouvant à tout moment faire exploser la République ! Et je ne crois pas qu'il soit sage de songer à nous protéger contre un risque au moins en grande partie

imaginaire en nous enfermant dans des forteresses moyennageuses, derrière des *remparts*...

Venons-en maintenant au mot central, celui qui est en réalité au cœur du débat : *laïcité*. C'est un beau mot, que nous devrions nous efforcer de définir de façon positive. De la même façon, dirai-je par analogie, que, Juifs laïques, nous essayons de donner une définition de la judéité qui intègre les mille et une façons – complémentaires et souvent contradictoires ! – d'être juif aujourd'hui ! Nous ne nous contentons pas, pour en cerner les contours, de la vision sartrienne des *Réflexions sur la question juive*, nous en recherchons d'abord les dimensions positives. Essayons donc d'appliquer la même règle à la question de la laïcité.

Le concept de laïcité est un élément constitutif essentiel du tissu social dans lequel nous vivons. Nous vivons en France, un pays de droit écrit, doté d'une Constitution souvent remodelée mais dont l'essentiel demeure en termes de grandes orientations. Que dit ce texte, curieusement assez mal connu de nos principaux dirigeants puisqu'ils le citent souvent de façon erronée ? La France, précise la Constitution, est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ainsi suis-je toujours surpris lorsque j'entends d'éminentes personnalités – le Président de la République lui-même, tel ancien Premier ministre, voire tel ancien président du Conseil constitutionnel, qui devraient pourtant connaître par cœur la Constitution ! – la prétendre *une* et indivisible¹. La différence est pourtant essentielle. Si l'on déclare la République *indivisible*, c'est bien d'abord parce qu'on constate qu'elle est *susceptible* d'être divisée, mais que l'on prend pour *principe fondateur* – le premier des quatre principes énoncés ! – de n'en rien faire.

De la même façon que l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme, en affirmant que les hommes naissent et demeurent libres et *égaux en droits*, constate *par là-même* l'existence de leurs inégalités mais les récuse en termes de distinctions sociales (*lesquelles ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*, précise-t-elle). On ne nie pas la réalité de ces inégalités, on se refuse simplement d'en faire la base de l'organisation de la société.

Affirmer que la France est une République *indivisible* signifie donc *d'abord* qu'elle est, à l'évidence, un ensemble complexe, multiple, aux intrications telles qu'on pourrait être tenté de la constituer en entités juxtaposées. Au demeurant, l'actuel Premier ministre a bien eu quelques tentations de modifier cet article premier de la Constitution en y introduisant, précisément, un principe de divisibilité – sur une base régionale. Il semble aujourd'hui faire machine arrière, et c'est heureux !

¹ Elle l'était certes en 1793, mais les temps sont un peu changés depuis...



La République est ensuite *laïque*, avant même que d'être démocratique et sociale. *Démocratique* renvoie au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, à finalités *sociales*. Mais le deuxième mot, c'est *laïque*. Ce mot – dont il convient, à ce stade, de rappeler l'étymologie grecque : *laïos*, le peuple – n'est pas seulement la trace indélébile du combat anticlérical qui a conduit à la fameuse Loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État, dont on va célébrer le centenaire dans trois ans. C'est la réponse positive donnée à la difficulté que met en évidence le principe de non-divisibilité. L'affirmation de la laïcité de la République, c'est celle de la nécessité de prendre en compte la complexité du peuple français, dans l'ensemble de ses composantes historiques et culturelles, de le reconnaître comme la résultante légitime de l'ensemble des mouvements de population qui l'ont fait tel qu'il est aujourd'hui, dans son état présent et dans son devenir permanent. On ne se trouve alors plus devant une difficulté insurmontable mais bien face à une réelle ouverture, qu'il suffit d'élargir pour aller de l'avant. Comment ?

Faisons un petit détour par le troisième mot : *démocratique*. De ce point de vue, on sait comment il convient d'agir. On a appris à le faire. La démocratie, c'est une affaire de citoyens, « tous égaux devant la loi ». On sait bien qu'elle n'est pas tout à fait vraie, cette soi-disant égalité, parce que nombre des habitants de ce pays n'ont pas le droit de vote, et cela même aux élections locales... De surcroît, les femmes elles-mêmes, ne l'oublions pas, ne sont devenues électrices qu'à la Libération (rétrospectivement, quelle honte que cela ait été si tardif !) et la majorité électorale à dix-huit ans est, on le sait, très récente. Et pourquoi dix-huit ans et pas moins ? Cela dit, le suffrage universel, malgré ces limitations, n'en constitue pas moins un acquis majeur. Il permet aux citoyens de *déléguer* des pouvoirs de décision à leurs élus, à tous les niveaux d'organisation de la société : local, département, régional, national et maintenant européen. Plus que réellement *représentatif*, notre système politique est ainsi, à proprement parler, *délégataire*. Il permet à la société de s'organiser en un État de droit et, en particulier, de voter des lois, qui sont, ne l'oublions pas, des modes de contingentement des libertés individuelles et publiques. L'expression courante « nul n'est censé ignorer la loi » témoigne bien, au demeurant, du fait que la loi est assortie de sanctions pour ceux qui ne la respecteraient pas : elle est donc bien, par essence, et de façon collectivement consensuelle, privative de libertés. Elle est, par essence, *facteur d'ordre* sociétal.

Revenons au principe de laïcité. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il devrait être, lui, *facteur de désordre* sociétal ! Mais il doit, bien compris, nous permettre d'exprimer, fondamentalement, les éléments de *liberté* dont nous avons besoin et que nous devons revendiquer et promouvoir en permanence, parfois jusqu'à leur exaspération, pour ne pas nous laisser envahir par un système de lois, de réglementations, de jurisprudence, etc. qui deviendrait rapidement étouffant. La laïcité doit être l'expression organisée du désir de contester les encadrements superfétatoires, du refus de se laisser enfermer dans des contraintes institutionnelles qui ne seraient en fait pas strictement indispensables à la cohésion sociétale.

C'est au fond le vecteur naturel le plus apte à porter la quête d'un complément essentiel de la démocratie délégataire, de ce qu'on appelle habituellement aujourd'hui, faute de mieux, la *démocratie participative*.

Plus précisément : un concept se développe actuellement dans le monde à propos de la préservation des ressources naturelles, celui de *bien public commun* (*public common good*). On y inclut la qualité de l'air ou de l'eau, les ressources renouvelables, la biodiversité, etc. – en un mot ce qui est la richesse commune, le *patrimoine*, de l'humanité. Ce que je voudrais avancer comme thèse est que les cultures devraient être désormais considérées *elles aussi* comme des biens publics communs. Biens communs certes, mais *publics* ! On ne peut plus se contenter de dire : tout cela est affaire d'espaces privés, tout cela relève de la seule *sphère privée*. La République – *publique* ! – doit aussi s'occuper de l'expression permanente de la diversité culturelle en tant qu'élément patrimonial essentiel. Il faut trouver des modes de réponse appropriés, novateurs. C'est bien là l'objet essentiel de nos travaux aujourd'hui : en tant que Juifs *laïques*, porteurs d'une histoire et d'une culture – ou plutôt d'un ensemble de cultures – nous avons évidemment notre mot à dire en la matière.

Je voudrais, à ce propos et pour conclure, esquisser une piste opératoire concevable, qu'il conviendrait bien sûr d'analyser de façon critique et d'approfondir : celle du recours à la Loi de 1901, la loi fondamentale d'organisation, précisément, de nos libertés publiques. Je regrette pour ma part que l'on n'ait pas profité de la célébration de son centenaire, l'an passé, pour faire un pas décisif en la matière. Celle, à venir, du centenaire de la Loi de 1905 peut-elle nous en donner une nouvelle occasion ? Je l'espère, et nous pouvons, ensemble, y contribuer. Le système associatif pourrait en effet nous fournir la base opérationnelle d'une meilleure expression collective des dimensions par essence collectives des cultures et du concept même de *communauté*. Nous pourrions devenir très concrets, à ce niveau de représentation collective, à condition, naturellement, d'éviter le piège consistant à passer par un système électif direct, c'est-à-dire mimétique du système de délégation démocratique des citoyens pris en tant qu'individus, qui nous entraînerait inévitablement vers le communautarisme. Nous devrions penser, tout au contraire, à des *halos* d'expressions associatives *reconnues*, qui nous donneraient, dans leur diversité et leurs complémentarités, une image, elle, représentative de la complexité de ces intrications de cultures qui font la richesse de notre société. Et, de façon plus incisive, nous devrions affirmer haut et clair que, quand certaines des structures associatives ou fédératives de cette nature s'autoproclament représentatives, elles font fausse route et déforment volontairement la réalité de cette complexité, en limitant artificiellement la soi-disant représentativité à une structure institutionnelle déterminée alors même qu'une représentation authentique ne peut être qu'à bords flous, qu'elle ne peut en aucune manière s'arrêter à une collection définie et organisée d'institutions, qu'elle doit demeurer nécessairement ouverte, ouverte comme l'est la liberté. ■

Les Livres

Le Yiddish, histoire d'une langue errante, Jean Baumgarten, coll. « Présences du judaïsme », Albin Michel, 2002, 280 p.

Le Yiddish ? Pour les uns c'est un « jargon » dont la pérennité nuirait gravement à l'assimilation des Juifs, à l'unité d'une nation, pour les autres c'est la langue spécifique des Juifs ashkénazes. Souvenons-nous à quel point l'État d'Israël s'est montré pendant des années des plus réticents à l'utilisation du yiddish par la population. Il n'en est pas de plus bel exemple que la séquence du film *Voyages* où la vieille dame yiddishophone, fraîche immigrée d'URSS, grommelle : « Ce ne sont pas des juifs, ils ne parlent pas yiddish ! ».

Lecteurs avertis ou non, plongez-vous dans la lecture de ce livre, vous n'arriverez pas à vous en arracher ! Son auteur, Jean Baumgarten, linguiste spécialiste du yiddish, directeur de recherche au CNRS, a déjà consacré de nombreuses études à la littérature yiddish et à la société ashkénaze.

Ce petit livre de poche est à la fois d'une clarté et d'une richesse qui forcent l'admiration. Car le contenu en est extrêmement complexe comme l'annonce Baumgarten dans son Introduction : il souligne « la singularité de cette langue qui constitue un monde en soi ». Cette introduction s'achève sur ces propos : « Nous voudrions surtout montrer que, contrairement aux idées reçues, la langue yiddish a aidé les Juifs à vivre, à survivre et a permis d'apporter des réponses à nombre de défis posés aux Juifs ashkénazes durant près de mille ans de vie en diaspora. Par leur richesse et leur inventivité, la langue et la culture yiddish constituent un accès privilégié à la mémoire et à l'histoire ashkénazes ».

Il est impossible en si peu de place d'évoquer tous les éléments de ce livre : Jean Baumgarten traite tour à tour en sept chapitres du *Yiddish, langue d'Ashkénaz*, puis de *Naissance et évolution de la langue* ; le chapitre suivant est consacré aux *Composantes de la langue yiddish*, lui-même suivi d'un chapitre intitulé *Vers le yiddish moderne* ; il consacre le sixième chapitre au *Yiddish dans la société moderne* où sur plusieurs pages il traite du problème « Quelle langue nationale pour le peuple juif ? La Conférence de Czernowitz (1908) ». Le livre s'achève par un bilan sur la place du *Yiddish dans la société*

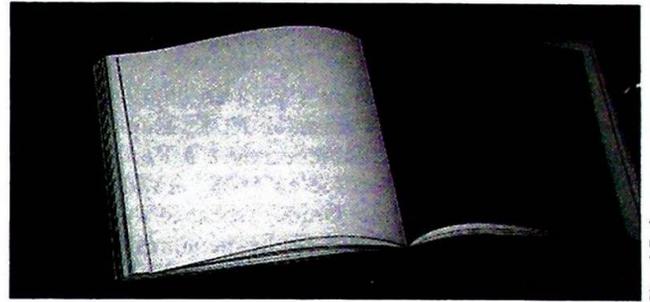


Photo J. Burko

contemporaine (l'auteur y examine les points suivants : « le yiddish dans la société ultra-orthodoxe », « entre langue de culture et langue vivante » et « le yiddish dans le monde juif laïque »).

Le cinquième chapitre, intitulé *Culture européenne, littérature juive et créations en langue yiddish*, a suscité particulièrement mon intérêt. Jean Baumgarten y analyse l'émergence et la richesse d'une littérature yiddish spécifique, montrant comment à ses débuts elle s'adressait aux classes populaires, notamment aux femmes, exclues de la culture talmudique : ainsi du *Tsenerene* (Bâle 1622), Bible yiddish destinée surtout aux femmes, qui *témoigne de la richesse des « textes populaires » juifs et offre une multitude de références aux pratiques ashkénaze*.

Ce chapitre d'une richesse exceptionnelle trace l'histoire de la littérature populaire en yiddish, approfondit la réflexion sur le public auquel elle s'adressait, la montre plus tard (xix^e et xx^e siècles) au service de la dénonciation sociale et de la lutte contre le hassidisme. Jean Baumgarten souligne l'importance de l'immigration aux États-Unis comme facteur du développement du yiddish : « Le yiddish devint le mode d'expression privilégié d'une culture juive de l'immigration et le vecteur des principaux courants du judaïsme moderne, que ce soit le socialisme, le territorialisme, l'anarchie ou le nationalisme [...]. Le yiddish est à la fois la langue qui relie les immigrants juifs au monde perdu des *shtetlekh* et des villes d'Europe, auxquels ils ont été arrachés, et un espace de création dans lequel les Juifs déracinés racontent leur expérience d'intégration à la société américaine ou inventent des formes esthétiques nouvelles [...]. La langue yiddish joue un rôle de défense de l'identité juive, de trait d'union sociale entre les membres d'une communauté éclatée ». Le chapitre s'achève sur une présentation brillante des « trois pères fondateurs », Mendele Moykher Seforim, Sholem Aleikhem puis Itzhok Leybush Peretz : « Ils hissèrent le parler populaire des feuilletons et des mélodrames jusqu'au niveau d'une langue littéraire de prestige qui pouvait rivaliser avec la littérature russe ou allemande ».

Et Jean Baumgarten de poser en conclusion cette double interrogation : « Vit-on actuellement une sorte de *revival* du yiddish que personne ne pouvait prévoir il y a seulement cinquante ans ? Peut-on raisonnablement prétendre que l'argument de « la fin du yiddish » relève plus de la légende que de l'argument sociologique ? » ■

Antoinette Weil

LE YIDDISH histoire d'une langue errante



Jean Baumgarten

Albin Michel



Modernité et holocauste, Zygmunt Bauman, traduit de l'anglais par Paule Guivarch, La Fabrique, 2002, 285 p.

Cet ouvrage important a paru en anglais en 1989. L'auteur est né à Poznan en 1925 ; sociologue, il fit d'abord une brillante carrière à l'université de Varsovie, dont il fut destitué en 1968 ; il quitta alors la Pologne avec sa femme Janina, rescapée du ghetto de Varsovie et auteur de deux livres de mémoires. Il s'installa en Grande-Bretagne et reçut en 1998 le prix Adorno de la ville de Francfort.

Son livre n'est pas un livre facile. C'est en sociologue qu'il y aborde le problème du Génocide et nous fait part des réflexions suscitées par ses très nombreuses lectures : Hannah Arendt, Raoul Hilberg et bien d'autres. Une de ses idées essentielles est que, si le Génocide fut évidemment une tragédie juive, les questions qu'il pose ne doivent pas rester circonscrites à l'histoire des Juifs ni à celle des Allemands. Comme il l'affirme, le sujet de son livres est le destin commun des Européens : selon lui le Génocide ne doit pas être considéré comme une interruption du cours normal de l'histoire, une folie passagère dans un corps sain. Chaque ingrédient du Génocide était normal. Ce ne fut pas le débordement irrationnel des résidus persistants d'une barbarie pré-moderne. Il a dévoilé certains attributs de notre société jamais révélés. La civilisation moderne n'a pas été la condition suffisante du Génocide mais elle en a été la condition nécessaire.

L'auteur considère que l'antisémitisme ne peut à lui seul rendre compte du caractère unique de l'holocauste. Pendant des siècles le Juif fut celui qui vivait dans un quartier séparé de la ville et portait des vêtements très reconnaissables. Ainsi s'était constituée une caste de parias légitimement méprisés. Lorsque les Juifs se mirent à s'habiller comme tout le monde, selon leur rang social plutôt que selon leur appartenance à une caste, ils devinrent la première cible de la résistance anti-moderniste. Ils représentaient le type même des étrangers, toujours à l'extérieur même lorsqu'ils se trouvaient à l'intérieur. Il cite Patrick Girard pour qui l'antisémitisme moderne n'est pas né de la grande différence entre certains groupes, mais plutôt de la peur d'une absence de différence. Pour reprendre le propos de Hannah Arendt, si les Juifs avaient réussi à échapper au judaïsme grâce à la conversion, ils ne pouvaient s'évader de la judéité. Mais l'hétérophobie n'a joué qu'un rôle secondaire dans l'instauration et la poursuite du Génocide.

L'auteur consacre un de ses derniers chapitres, sans doute un des plus intéressants, à « la coopération des victimes » qui à son avis caractérise le Génocide, à l'encontre des autres génocides. Les nazis avaient besoin du prestige des Conseils juifs. Comme l'écrit Kershaw, la route d'Auschwitz, construite par la haine, fut pavée d'indifférence. C'est encore Hilberg qui écrit que les Nazis réussirent particulièrement bien à déporter les Juifs parce que ceux qui restaient soutenaient qu'il était nécessaire d'en sacrifier quelques uns pour sauver la masse. S'ils en avaient eu le choix, conclut Bauman, aucun des conseillers ni des policiers juifs ne serait monté dans le train de l'auto-anéantissement, aucun n'aurait aidé à tuer les autres. Mais il n'avait pas le choix. Ou du moins l'éventail des choix n'avait pas été établi par eux. ■

Françoise Weil (Dijon)

Austerlitz, W.G. Sebald, traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau, Actes Sud, 2002, 350 p., 21,90 euros.

Tout est étrange dans ce livre : le titre, qui pour un lecteur français évoque à la fois un village de Moravie, une victoire de Napoléon, un pont et une station de métro ; le portrait sur la couverture d'un petit garçon visiblement déguisé, mais quel rapport avec Austerlitz ? L'auteur, mort il y a un an dans un accident de voiture je crois ; et les 350 pages de texte sans alinéa ; rassurez-vous, ce n'est pas une phrase de 350 pages.

J'avais aimé les ouvrages précédents de Sebald, professeur allemand qui enseignait en Angleterre ; je les possède et je les ai je crois recensés pour *Diasporiques* : *Vertiges*, *Les Émigrants*, *Les Anneaux de Saturne*. J'aime sa phrase qui, en tout cas dans la traduction française, s'enroule sans fin et m'enchante (enchanter = ensorceler, séduire). Et j'aime les illustrations qui proviennent chaque fois des archives de l'auteur.

Mais de quoi s'agit-il dans *Austerlitz* ? L'histoire pourrait se résumer ainsi : c'est l'histoire d'un homme qui découvre très tard sa véritable identité, celle d'un petit juif de Prague recueilli en 1939 par un pasteur gallois. Mais le récit est beaucoup plus tortueux, pour ainsi dire, et il s'emboîte de récit en récit comme des poupées gigognes : il y a au début un narrateur qui va disparaître progressivement au profit d'un certain Austerlitz que le narrateur rencontre par hasard à plusieurs reprises et qui finit par lui raconter sa vie, non pas en commençant par son enfance pragoise qu'il a complètement oubliée, mais en narrant sa triste enfance chez le pasteur dont il se croyait le fils. C'est lorsqu'il sollicite une bourse pour continuer ses études que le directeur de son école lui révéla son véritable nom, celui qu'il devait inscrire sur ses feuilles d'examen. Il n'avait jamais entendu ce nom et ne s'imaginait pas comment il pouvait s'orthographier. Mais ses études sur l'histoire de l'architecture ne lui avaient rien appris sur l'histoire de son siècle : « Je ne savais rien, si inimaginable que cela me paraisse aujourd'hui, de la conquête de l'Europe par les Allemands, de l'État esclavagiste qu'ils avaient instauré [...] Pour moi le monde se terminait à la fin du XIX^e siècle [...] Je ne lisais pas de journaux, de crainte, je le sais aujourd'hui, de tomber sur des révélations inopportunes, je n'allumais la radio qu'à certaines heures. » Il se porte mal, il a des hallucinations, et c'est seulement en 1993 qu'il entend à la radio le récit de deux femmes racontant leur arrivée en Angleterre en 1939 à bord du transbordeur *Prague* : « C'est alors seulement que je sus sans aucun doute possible que ces fragments de souvenirs faisaient aussi partie de ma propre vie ». Il part alors pour Prague, il va aux archives, il trouve l'adresse de 1939, il s'y rend, et il fait ou plutôt refait connaissance avec Vera, qui le promenait enfant. Et commence le récit de Vera : « précisa Vera, dit Austerlitz » ; « dit Vera, poursuivit Austerlitz » ; « me dit Vera, dit Austerlitz », et ainsi de suite. J'aurais aimé que le livre se terminât après la rencontre (ou plutôt les rencontres) entre Austerlitz et Vera, car je ne vois pas ce que viennent faire là les pages consacrées à la bibliothèque François Mitterrand et à la gare d'Austerlitz. ■

F. Weil (Dijon)



Histoire des marranes, Cecil Roth. Traduit de l'anglais par Rosie Pinhas-Delpuech, préface de H.P. Salomon. Edité en anglais en 1932, traduction française de 1990. Ed. Liana Levi 2002, 334 p., 11 euros.

Beaucoup de Juifs ont entendu parler des marranes, mais souvent de façon vague ; voici le livre d'un historien qui étudie avec précision les événements qui ont créé les marranes et leur destin à travers les siècles.

Des Juifs qui se cachaient de l'être ont déjà existé sous l'Empire romain pour échapper à une taxe, en France sous Dagobert et pendant les croisades, à Naples, et quelquefois dans des pays musulmans. Mais le phénomène prend son ampleur en Espagne : on y parle d'un âge d'or des Juifs sous la domination arabe jusqu'aux Almohades¹ mais la reconquête chrétienne change la donne ; l'hostilité aux Juifs croît et en 1391 des « juderias » sont saccagées et beaucoup se font baptiser mais continuent en cachette les rites juifs ; ce sont eux qu'on appelle « nouveaux chrétiens » ou marranes (cochons), terme de mépris. L'Inquisition qui remonte aux Albigeois, se met à les poursuivre et – *paradoxe* – laisse plus tranquilles les Juifs déclarés comme tels ; mais en 1492, à la fin de la Reconquête, les Juifs sont pensés comme des étrangers et un décret les expulse d'Espagne à moins de conversion : ceux qui refusent s'enfuient en Italie, dans les pays musulmans et au Portugal, où les attend en 1496 un décret de bannissement et le baptême forcé des enfants ; malgré les obstacles, les non-convertis fuient en pays ottoman, et l'Inquisition s'établit en 1531 contre les marranes du Portugal. Comment procédait-elle ? Elle appelle à se dénoncer comme judaïsant et à dénoncer, elle arrête les accusés et, par la torture, les pousse à l'aveu, non pour découvrir ce qu'elle sait déjà mais pour que l'accusé fasse pénitence et abjure sa foi cachée en une « réconciliation » qui permet d'être étranglé au lieu d'être brûlé vif dans un autodafé, cérémonie avec toute une mise en scène pour un nombreux public. Elle punit aussi par la réclusion à perpétuité et la confiscation des biens au profit du roi puis de l'Inquisition elle-même.

Mais en quoi consistait ce crypto-judaïsme ? La tradition juive ne pouvait se transmettre qu'oralement, les livres hébreux étant interdits, et le savoir chrétien imposé s'y mêle souvent : on parle d'un saint Raphaël et d'une sainte Esther ! Malgré l'ignorance croissante, on essaie d'observer les interdits alimentaires, le Sabbat, la Pâque et le Kippour, les rites de deuil ; certains ajoutent des jeûnes le lundi et le jeudi. On maintient absolument l'unité

¹ Dynastie musulmane berbère (1147-1269) qui détrôna les Almohades.

de Dieu. Pourquoi ne pas se sauver ? On empêche l'émigration des nouveaux chrétiens, l'hérésie étant un crime à punir, et les confiscations intéressantes. Mais ils arrivent à fuir en prétextant un pèlerinage à Rome, en Italie (à Ferrare, Venise, Livourne), en pays ottoman où ils réussissent très bien, et en Europe de l'Ouest et du Nord : dans plusieurs villes de France, dont Bordeaux, à Hambourg, au Danemark ; cette expansion leur permet de former un réseau commercial international. Ils fleurissent à Anvers, puis à Amsterdam quand les Pays-Bas deviennent indépendants de l'Espagne et, protestants, les tolèrent comme persécutés : ils peuvent y être juifs ouvertement. D'Angleterre, les Juifs furent bannis en 1290, mais les marranes y arrivent et les puritains leur sont favorables. Reste le Nouveau Monde, mais l'Inquisition les suit au Mexique, au Pérou, au Brésil.

C. Roth fait le portrait de personnalités marranes que l'assimilation pousse à l'ascension sociale : ils s'enrichissent par le commerce, mais deviennent aussi hommes d'État, d'Église, médecins, universitaires. Certaines familles comptent des diplomates dans divers pays, quelquefois anoblis : un marrane a été nommé marquis de Montfort par Charles-Quint ! Et ce sont eux qui initient la littérature en langue vernaculaire (espagnol, portugais) : poésie, théâtre, histoire, science, théologie, philosophie.

Finalement, l'Inquisition manque de marranes, elle décline ; le pape ne lui est guère favorable, le reste de l'Europe non plus. Le Portugal, en 1773, abolit la différence entre nouveaux et anciens chrétiens ; l'Inquisition espagnole n'est abolie qu'en 1834, et en 1860 un décret supprime l'exigence de « pureté de sang » (absence d'ancêtres juifs) pour certaines professions.

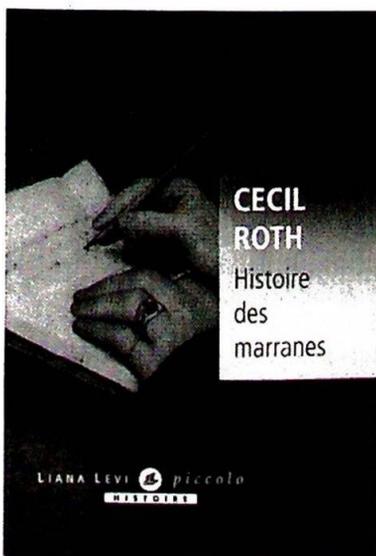
Et maintenant ? Dispersés, souvent assimilés, des crypto-juifs ont oublié qu'ils l'étaient : à la fin du XIX^e siècle, on découvre dans des villages perdus du Portugal des gens qui observent des traditions juives, sans contact avec les Juifs du reste du monde : depuis, quelques-uns sont revenus ouvertement au judaïsme.

Pour les curieux, c'est une histoire savante, avec une bibliographie et un index. Et pour tous, c'est une histoire vivante, éclairée par les personnalités qui s'y distinguent. ■

D. Rousset

Journal de Nathan Davidoff, le Juif qui voulait sauver le Tsar, Nathan Davidoff, traduit du russe par Benjamin Ben David et Yankel Mandel, Présentation et commentaires de Benjamin Ben David, Ginkgo éditeur, 2002, 232 p., 19 euros.

Ce titre même attire le lecteur éventuel... S'agirait-il d'une sorte de « roman d'espionnage » avant la lettre ? Il n'en est rien, bien que nombre de passages de ce document nous disent l'attachement au régime tsariste de ce « chef d'entreprise », sa recherche constante de relations avec la noblesse russe, et certes ses efforts, ses rencontres, ses tractations pour éviter que la Russie tsariste ne sombre sous les coups de boutoir des bolcheviks. « Je suis monarchiste » se plait-il à écrire à plusieurs reprises... et c'est ainsi qu'au





cours de l'année 17 il multipliera les contacts avec les proches du tsar.

Que nous sommes loin de la communauté juive de Russie d'alors et dont le souvenir nous hante, en butte à la misère, à l'antisémitisme, aux pogroms...

C'est pourtant une lecture attachante que celle de ce « Journal » qui nous fait découvrir une personnalité haute en couleurs, celle du Boukharien Nathan Davidoff (né en 1880) en même temps qu'un monde inconnu de la plupart d'entre nous, celui des Juifs boukhariotes et de leurs conditions de vie au Turkestan jusqu'aux frontières de la Chine dans les dernières années du régime tsariste.

Précisons d'abord qu'il s'agit moins d'un « Journal » proprement dit que d'un texte où se mêlent notes prises au jour le jour et fidèlement restituées et souvenirs écrits très probablement sur la foi de notes hâtives conservées par l'auteur qui rédige ce document longtemps après son départ de Russie en 1923, probablement au cours des années 70 après son arrivée en Israël. Et c'est à la piété de son petit-fils Benjamin ben David que nous devons ce document dont l'authenticité apparaît indiscutable, en raison même de son caractère hybride, renforcée par nombre de notes précises, de planches, et d'une précieuse bibliographie.

S'y ajoute un document de plus de trente pages sur les Juifs du Turkestan, rédigé par Benjamin Ben David, professeur d'université israélien, après la découverte des écrits du grand-père décédé en 1973. Et avec passion Ben David s'efforce de retrouver les traces d'une vie disparue ou presque, en historien et plus encore en juif à la recherche d'origines complètement ignorées de lui jusqu'alors ; et c'est ainsi que par trois fois il part vers l'Ouzbekistan, (où vivent encore aujourd'hui des juifs boukhariotes), Tachkent, Samarkand, Kokand... Il découvre avec étonnement un important fonds Davidoff dans les Archives Centrales d'État de la République d'Ouzbékistan, mis d'ailleurs sur la piste de cette communauté par la lecture d'un numéro de la revue *Reouven Kachani*, qui raconte comment un rabbin originaire de Tétouan arrivé de Safed pour collecter des fonds « sauva la communauté juive de Boukhara de l'anéantissement spirituel et de l'assimilation ».

Ce ne sont pas là les préoccupations de Nathan Davidoff de Tachkent : redoutable travailleur (il dit avoir travaillé toute sa vie plus de vingt heures par jour, ne dormant que bien peu puisqu'il consacrait encore du temps à une vie sociale et « aux plaisirs »), il fonde à Tachkent un véritable empire commercial après avoir réussi à créer sa propre société tout en continuant pendant plusieurs années à travailler au sein de l'entreprise textile de son père où il entre à 14 ans (on lui avait d'ailleurs donné le choix entre l'étude et commerce) et réalise au bout de quelques mois une première affaire personnelle qui lui rapporte gros : il s'agit de la création de dessins originaux pour tissus !). Dès 18 ans il est nommé directeur de la carderie de Kanibadan dans la vallée de Ferghanae et tout au long de sa vie ce travailleur forcené va créer affaires textiles, carderies, mines, plantations de coton, scieries, etc. Il n'hésite pas à la perspective des journées de train de Tachkent à Moscou ou de mois de voyage inconfortable pour visiter une clientèle disséminée tout au long de la frontière chinoise.

Riche bourgeois assimilé, doué d'un sens évident de la communication, généreux et fidèle, liant facilement amitié avec des êtres qu'il estime, il consacre tout son temps à acheter vendre, réaliser des affaires (parfois d'ailleurs en butte à des procès), édifier une fortune colossale ; c'est du moins ce qui ressort de cette lecture souvent fastidieuse lorsque s'y succèdent récit de ventes et d'achats où les milliers de roubles finissent par tourner dans la tête du lecteur.

Mais quelle énergie, quel homme loyal avec tous, préoccupé (autant que l'on pouvait l'être à l'époque) de la vie matérielle de ses employés et ouvriers et dont la mémoire prodigieuse qu'il manifeste dans ce « journal » prouve à quel point il était animé, plus que par l'appât du gain, par la joie de créer, de construire, de faire œuvre d'homme !

Antoinette Weil

***Le Moïse des Amériques. Vies et Œuvres du munificent Baron Maurice de Hirsch*, Dominique Frischer, Grasset 2002, 500 p., 22 euros.**

Voici un monument en l'honneur de Maurice de Hirsch, banquier et philanthrope. Voyons comment il constitue sa fortune, avant de voir ce qu'il en fait.

Il naît en Bavière en 1831 dans une famille fortunée de Juifs orthodoxes mais lui-même ne sera guère religieux ; le grand-père Jacob est arrivé à posséder des domaines agricoles, ce qui était difficile pour les Juifs dans ce pays ; mais « Juif de cour », banquier de princes, il est anobli. Maurice reçoit une éducation cosmopolite à l'Athénée de Bruxelles où il s'intéresse à la finance et à la Bourse et, pressé d'entrer dans la vie active, profite d'un stage dans une banque juive belge, Bischoffsheim et Goldschmidt. Il épousera Clara, la fille de Bischoffsheim, et deviendra vite l'associé de son beau-père. Il s'enrichit en spéculant mais sait rompre une association financière avec un partenaire mégalomane et immoral. Sa grande affaire, qui durera vingt ans, est « l'épopée des chemins de fer ottomans » : en 1869, il obtient la concession qui lui accorde le droit de construire et d'exploiter une ligne Constantinople-Vienne, avec des embranchements vers les villes des Balkans. Ce sont les prémices de l'Orient-Express. Hirsch a déjà construit des lignes en Europe mais cette ligne-ci demande des talents multiples : talents financiers pour un appel aux petits investisseurs par des obligations à lots vendues dans toute l'Europe ; talents diplomatiques pour négocier avec les pays voisins qui ont intérêt à cette ligne (Russie, Autriche). Finalement, après beaucoup de travail et d'aléas, il tirera de jolis bénéfices de cette œuvre ; et la Turquie lui fait découvrir sa vocation de philanthrope par le spectacle de la misère sociale et intellectuelle des Juifs ottomans, qui ne sont pas persécutés mais dirigés par des rabbins rétrogrades opposés à tout enseignement de matières profanes. Hirsch finance des écoles de l'Alliance Israélite Universelle pour favoriser l'apprentissage, et il assiste en 1878 au Congrès de Berlin, où il prend conscience de l'étendue du problème juif, aussi bien en Serbie qu'en Russie, Pologne ou Roumanie.

Après avoir clos son œuvre en Turquie, il s'installe à Paris où résident nombre de banquiers juifs allemands ; il y vit



comme eux dans un bel hôtel particulier, menant une vie mondaine partagée entre réceptions et spectacles, à la fois admiré et calomnié, concurrent envahissant pour les Rothschild, aventurier interlope pour la presse conservatrice. En fait, sous l'image du parvenu se cache un homme simple et chaleureux, généreux aussi bien pour des monarchistes alliés du boulangisme que pour des journaux libéraux en Autriche. Cible privilégiée des antisémites (« Türkenkirsch » devient le héros d'un vaudeville), il est tenu pour responsable du krach de l'Union générale, banque catholique, et Drumont le considère comme le symbole de l'Anti-France. Après la mort de son fils unique en 1887, il se consacre à la philanthropie, suivant en cela la tradition juive de la tsedaka, la justice. Il ne vise pas à perpétuer sa mémoire par des fondations artistiques, mais pour lui il est de la responsabilité du riche de rendre leur dû aux pauvres pour les rendre autonomes par l'instruction et le travail, non d'entretenir des « schnorrers ». Tel est le sens de son grand projet, celui de faire émigrer les Juifs russes aux Amériques car, après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881, la politique russe a pour devise : « un tiers des Juifs mourra, un tiers se convertira, un tiers émigrera » ; tout est bon pour cela : pogroms, réduction de la zone de résidence permise, restrictions à l'instruction. Hirsch essaie de fonder des écoles mais devant les obstacles déploie tous ses efforts pour que les Juifs colonisent des terres incultes en Argentine. Le démarrage du projet est chaotique parce que des émigrés arrivent avant que tout soit prêt : il faut acheter des terres, sélectionner des gens à même de travailler la terre, ce dont les Juifs n'ont pas l'expérience. Hirsch cherche le soutien des autres organisations juives mais l'Alliance Israélite Universelle, soucieuse de sa présence, refuse de cautionner son appel et il fonde seul en 1891 la « Jewish Colonisation Association », qu'il dote de 100 millions de francs-or et dirigera jusqu'à sa mort, luttant contre les difficultés : ses envoyés ne connaissent pas la colonisation non plus que l'Argentine ou la mentalité des Juifs russes. Hirsch doit changer ces responsables. Sa mort subite en 1896 n'arrête pas l'émigration au Canada et aux États-Unis : sa Fondation apporte son aide à l'émigration vers les États-Unis quand ceux-ci suspendent leurs quotas d'immigration. Dix mois avant sa mort il a reçu Herzl prônant un État juif ; mais Herzl s'est montré maladroit, critiquant Hirsch, qui n'a manifesté aucune opposition mais qui, pressé pour les Juifs russes, ne croit pas possible d'en installer des millions en Palestine. Sa femme perpétuera ses fondations et l'Argentine recevra environ 120 000 personnes.

Cette étude se révèle très détaillée, souvent jusqu'à la minutie, en particulier dans le premier chapitre, consacré à l'enrichissement de Hirsch et à son souci permanent de montrer son honnêteté : il s'agit d'écarter l'image du banquier juif requin, même si c'est un « money maker ». Le livre se fonde sur de nombreuses archives et fournit bibliographie et index.

Hirsch, moins connu en France que Rothschild, mérite notre admiration par son intelligence et sa générosité, son ampleur de vues et son obstination à mener à bien des projets de longue haleine malgré les obstacles : ainsi s'explique son

surnom de « Moïse des Amériques », parce qu'il a fait traverser l'Atlantique à des milliers de Juifs. ■

D. Rousset

Rendez-vous au bord d'une ombre, Gérald Tenenbaum, Éditions *Le bord de l'eau*, collection « Clair et net », dirigée par Antoine Spire, 2002, 115 p., 13 euros.

C'est un livre troublant et envahissant à la fois, histoire du cinéaste Pavel Stein qui filme le manque, ce manque sur lequel nous surfons tous, ce manque sans nom et sans sens qui nous hante, nous angoisse, nous cauchemarde et nous taraude. L'autre personnage de ce roman, une critique de cinéma, Paula Goldmann, le poursuit de questions où la dérision éclate car elle le soupçonne de puiser, pour exister comme d'autres, dans ce fonds de commerce où la souffrance qui tient lieu de jouissance apporte dollars et euros. Mais elle-même, ashkénaze, se laissera naturellement entamer car la mémoire... Varsovie, le ghetto, le Seder...

Lacan a dit à la fin d'un congrès de psychanalyse « le manque me manque », sortie stupéfiante qui signifie ici que le trop plein l'étouffe. C'est bien là où en sont les personnages de ce roman Ils recherchent du sens à ce trou insondable et sont absorbés à plein par le manque, et le peu de sens à saisir fout le camp.

Le cinéaste, dix-neuf films en dix-neuf ans et dont le dernier a pour titre « Les cent vingt jours de Sodome », se rend, à bout de souffle, tous les vingt trois mois – c'est son cycle physico-philosophique – à Lhasa, « ville occupée », dans un temple où un ami le « reverdit ». Mais cette fois le cinéaste ne peut se sortir de son manque ou de son trop-plein et va disparaître là-bas, comme les cinquante-trois membres de sa famille qui ont été engloutis dans la catastrophe. L'amour qui le lie à la critique de cinéma, laquelle cherche sa voie et sa vérité, est arrivé trop tard et n'y pourra rien.

Prenez rendez-vous et lisez cette ombre dessinée. ■

Bernard Fride



La foi athée des Juifs laïques, Yaakov Malkin, traduit par Izio Rosenman ; El-Ouns, éditeur, Paris 2002, 155 p. 18 euros.

Grâce à Izio Rosenman qui a traduit et adapté ce texte pour le lecteur français, nous avons accès à un livre intéressant, qui permet de saisir la psychologie et le combat des Juifs athées en Israël, aux prises avec l'orthodoxie intolérante. *Athées*, et non *laïques* dans le sens où nous

l'entendons : encore une preuve du décalage entre le terme français « laïque » et le « secular » anglo-saxon, mot qui désigne des agnostiques voire des non-croyants. Chez nous, plus d'un siècle après les combats qui ont abouti à la séparation de l'Église et de l'État en 1905 et au report du religieux dans le domaine privé, la « laïcité » aujourd'hui implique le tolérance et le respect de l'autre (avec bien sûr la nécessaire vigilance contre un éventuel retour du religieux dans la sphère publique). En Israël il n'en va pas de même, la laïcité implique aujourd'hui le combat quotidien contre l'emprise religieuse sur la vie publique, et la volonté militante de remplacer les « mitzvot » par un humanisme éclairé. Si chez nous il n'est point besoin d'affirmer que *athée* n'est point synonyme d'*amoral*, il semble qu'en Israël cette affirmation reste encore utile. Le livre cite un certain nombre de guides de comportement et d'enseignement, mais la plupart correspondent aussi à des conditions de vie qui ne sont pas celles de la Diaspora. En tout cas, un témoignage utile des problèmes qui se posent quotidiennement aux Juifs non croyants en Israël. ■

J.B.

La Bible dévoilée, les nouvelles révélations de l'archéologie, Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman. Traduit de l'anglais par Patrice Ghirardi. Ed. Bayard, 2002. 432 p., 24 euros.

La Bible se présente comme une histoire du peuple d'Israël : il est naturel d'avoir essayé de le confirmer par l'archéologie. Dès que cela fut possible, des fouilles furent menées, d'abord en Palestine, puis en Israël et dans les pays voisins, permettant de retrouver des constructions, des sceaux, des poteries, des inscriptions, qui furent confrontés aux archives égyptiennes ou assyriennes. Or, dès le XVII^e siècle, des doutes furent émis sur les textes bibliques, doutes nés de l'existence de multiples versions et de leurs contradictions (ainsi, ce qui est attribué à Moïse ne saurait avoir été l'œuvre d'un seul et même auteur).

Le lecteur éprouve un choc en voyant ce livre, synthèse de multiples recherches, s'attaquer au Pentateuque, et d'abord au récit de l'Exode, tant répété lors des fêtes de Pessah. Certes, les Hébreux ont été en Égypte et en sont sortis. Le problème c'est qu'on ne trouve aucune trace, pas même un tessou, de leur longue marche dans le désert – y compris dans les lieux désignés précisément dans la Bible : on n'y trouve des traces de présence humaine que des siècles après l'époque attribuée à l'Exode. Ensuite, le livre de Josué décrit une conquête éclair de Canaan, et notamment la chute des murs de Jéricho – mais l'archéologie montre qu'il n'y avait pas, à cette période, d'enceinte à Jéricho ! Quant à la population de la contrée, les fouilles semblent montrer que dans les premiers villages les peuples indigènes étaient déjà mêlés aux Hébreux.

Y a-t-il eu un âge d'or avec David et Salomon ? Il n'y a aucune preuve matérielle d'occupation de Jérusalem au X^e siècle ; en tout cas, ce ne pouvait être qu'un petit village, sans temple ni palais. Plus tard, la Bible narre la séparation

entre deux royaumes rivaux, d'importance sensiblement égale : Israël au Nord et Juda au Sud. Mais en fait le Nord bénéficiait de vallées fertiles et d'une circulation aisée, propice à une économie marchande. Opulent, le royaume d'Israël construisit des palais et des forteresses, comme à Megiddo ; il s'attira la convoitise des Syriens, puis des Assyriens qui le détruisirent en déportant sa population – ce que la Bible explique par une punition divine : « il fit ce qui déplait à Yahvé ».

Pendant ce temps, le royaume de Juda, se développa à son tour ; au IX^e puis au VIII^e siècle il connut une croissance soudaine, un renouveau démographique (probablement dû en partie à l'afflux de réfugiés du Nord). Ce n'est qu'alors que serait née une nouvelle religion nationale : le mouvement yahviste, le culte du YHVH unique, excluant les autres cultes locaux (Baal, Astarté...) qui persistaient jusque-là. Cette prospérité est stoppée par l'invasion de l'Assyrien Sennecherib, qui dévaste les cités judéennes et assiège Jérusalem, vassalisant le petit royaume.

Comment rebondir après une telle défaite ? Au VII^e siècle, le règne du roi Josias sur Juda s'appuie sur la découverte d'un « livre de la Loi » ancien, pour rassembler des traditions éparses et faire rédiger le Pentateuque, dont l'Exode et le Deutéronome, code éthique avec des clauses protégeant le bien-être social et les droits individuels. Ces textes visent à unifier le peuple autour de Juda, à inspirer l'espoir d'une libération du joug assyrien comme il y avait eu une libération de l'oppression égyptienne : la réécriture de l'histoire donne un sens au déroulement des événements. Certes, Josias finira par être tué et Babylone va conquérir Jérusalem, exilant une grande partie des habitants... Mais bientôt Cyrus, le roi de Perse vainqueur de Babylone, autorise la restauration de Juda, gouverné désormais par les prêtres. Bref, le Pentateuque est une saga nationale, écrite au VII^e siècle, qui cite des villes et des faits qui n'existaient pas avant cette période alors qu'il prétend décrire des événements bien antérieurs. Ainsi, l'histoire des patriarches cite souvent des chameaux, animaux qui ne sont devenus bêtes de somme dans ces contrées que vers l'an 1000 avant notre ère. Qu'importe, cette idéologie connaîtra la réussite et assurera durant des siècles l'unité et la survie du peuple, y compris plus tard dans la Diaspora.

Comme on le voit, ce livre va à l'encontre de beaucoup d'idées reçues. Il est complété par des appendices qui rapportent plusieurs hypothèses relatives aux divers épisodes de la Bible ; on trouve là un aperçu des interprétations divergentes émises à propos de mêmes fouilles par des archéologues différents. Sans doute les recherches continueront ; mais cet ouvrage nous incite à renoncer à voir dans la Bible un livre d'histoire : c'est une légende édifiante, rédigée en fonction des besoins politiques du roi Josias – ce qui n'enlève rien ni à sa force ni à sa poésie. ■

Dorothee Rousset





Les Arts

Devi Tuszynski est parti

David Tuszynski, nous a quittés le 16 décembre 2002. Il avait 87 ans. À ceux, fort nombreux, qui ont eu le bonheur de le croiser, il laissera le souvenir d'un éternel jeune homme. Barbichette et cheveux blancs n'avaient pas réussi à altérer la jeunesse de son élégante silhouette. Canne à la main, sourire aux lèvres, regard bleu, vif et perçant, il aimait flâner, rencontrer des gens. Sa voix, grave et chantante, avait gardé l'accent de sa Pologne natale et ajoutait à son charme.

Dans son shtetl natal, Brzeziny, près de Plock en Pologne, la plupart des Juifs étaient tailleurs. Lui, était né dans une famille de miniaturistes. Dès qu'il eut six ans son grand-père paternel l'initia à cet art ancestral. Tuszynski disait : « Ce n'est pas moi qui ai choisi la miniature, c'est elle qui m'a choisi. Elle m'a emmené dans un monde de soleil et de beauté. C'est un art qui évolue sans cesse. À l'origine, seules les lettres de la Bible recevaient ce graphisme magique qui les faisait chanter sur le parchemin. Les miniatures embellissaient aussi les Hagadoth... et les Bréviaires ».

La Shoah, Tuszynski n'aimait guère en parler, mais on sentait à quel point elle l'avait marqué. Mobilisé en 1939, il avait combattu dans les rangs de l'armée polonaise

avant d'être envoyé dans des camps de travaux forcés. Beaucoup de ses proches, dont Moniek, son plus jeune frère, étaient morts dans les camps de concentration et d'extermination. C'est à la mémoire de son père, de sa famille, de tout son peuple que Devi a dédié ce qu'il considérait comme son œuvre maîtresse, cent cinquante miniatures illustrant les Psaumes, à la réalisation desquelles il a consacré vingt ans. Pour le quatre-vingt-cinquième anniversaire de l'artiste, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme de Paris en avait exposé quatre-vingt-cinq.

En 1947, seize miniatures en poche, David Tuszynski débarque à Paris. Ses miniatures racontent sa vie. Il disait « Les paroles sont inutiles. Quand on regarde une œuvre on a un contact direct avec l'artiste, on voit les battements de son cœur ». Il dort dans l'asile de nuit de Montmartre. Les cafés de Montparnasse, le Dôme et le Sélect surtout, lui tiennent lieu d'atelier. C'est là qu'il rencontre Mané Katz, Dobrynsky, Chagall, Van

Dongen, Dali, Léger, Zadkine et tant d'autres artistes qui l'accueillent, l'aident et deviennent ses amis. Il illustra les poèmes et les écrits de Paul Fort, André Maurois, Piotr Rawicz et beaucoup d'autres. Borvine Frenkel, peintre et écrivain, fut le premier, à lui consacrer un article dans un journal yiddish. Il travailla comme moniteur dans la colonie de vacances du Bund, à Corvol. Il fut aussi professeur à l'École Gilbert Bloch d'Orsay.

En 1949 il publie son premier album, *Seize miniatures*, préfacé par André Guillot. Il s'intègre de plus en plus dans la vie montmartroise. Paul Fort l'intronise « Prince des Miniaturistes ». Son travail passe du noir et blanc à la couleur. Peu d'artistes contemporains osent se confronter à la miniature. Cette technique, comme celle de la taille directe en sculpture, n'admet ni l'erreur, ni le repentir. Tuszynski expliquait : « Le parchemin c'est comme la Thora, le dessin c'est comme une prière. On n'a pas le droit de se tromper, on ne peut pas corriger. Avant de commencer j'ai déjà tout visualisé. Je me représente le dessin sur le parchemin, Je suis un exécutant, qui donne à voir aux autres ce qui pour eux reste encore invisible. Cette prière silencieuse que je raconte est pleine de la sensibilité et de l'amour que j'apporte dans le cadre de cet art ».

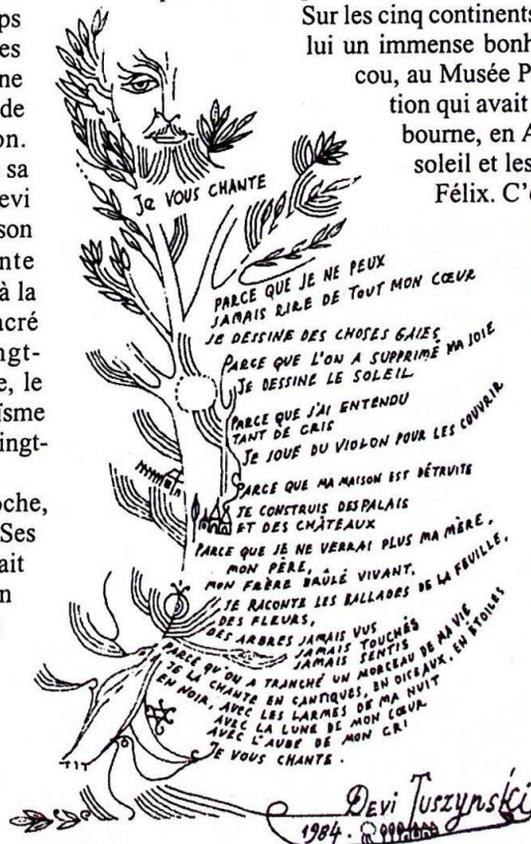
David Tuszynski est surtout connu pour son œuvre de miniaturiste. La légèreté et la précision de son trait suscitaient l'admiration de ses pairs mais il s'est intéressé aux arts plastiques sous bien d'autres formes. On lui doit de nombreux décors et costumes de théâtre, des affiches, des sculptures, des vitraux et des découpages. Ces derniers sont un aspect peu connu de son travail.

Sur les cinq continents, chacune de ses expositions était pour lui un immense bonheur. En 1991, il avait exposé à Moscou, au Musée Pouchkine, en tant qu'artiste juif, mention qui avait été refusée à Chagall. En 1993, à Melbourne, en Australie, il partagea l'exposition « Le soleil et les ombres de notre vie », avec son frère Félix. C'est en Pologne, à Cracovie qu'eut lieu, de juin à octobre 2001, sa dernière rétrospective. Deux ans auparavant il avait présenté ses Psaumes au Musée de Plock.

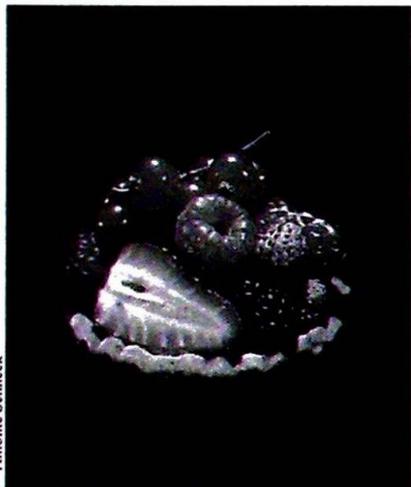
Respecter la tradition en l'incarnant dans la modernité, David Tuszynski par son talent a réussi ce pari. Traditionnel il l'était par sa technique et la finesse de son dessin qui rappelle celui des grands maîtres du passé. Moderne, par l'originalité de ses conceptions, par les symboles qu'il évoquait et qui racontaient son histoire et celle de son peuple.

À sa femme Ada, sa muse, il avait dédié un très beau poème illustré « Je vous chante ». Chevalier des Arts et des Lettres, le « Prince Devi » nous laisse, ce qu'il appelait un « signe tangible de la mémoire humaine ». ■

Fania Pérez



Antoine Schneck : rencontre avec un photographe



Tarte aux fruits

Chez des amis, je parcours un livre, *Tsiganes en Roumanie*. La beauté et la sensibilité qui se dégagent des photos exercent sur moi une sorte de fascination. Pourquoi ? En quoi sont-elles différentes de celles, fort nombreuses, que j'ai déjà vues sur ce sujet ? Antoine Schneck, le photographe, est présent. Avec lui je vais essayer de comprendre.

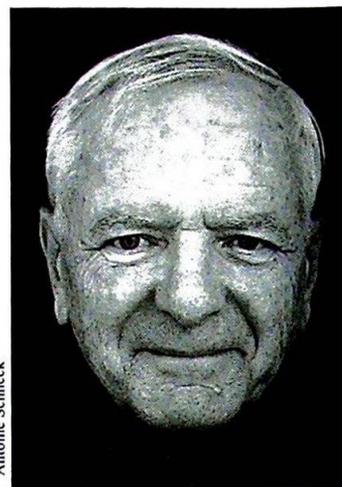
Antoine Schneck est né à Paris en 1963. À douze ans il trouve dans un placard un appareil photographique dont ses parents ne s'étaient jamais servis. Il le prend, achète *La photo en 10 leçons* et se lance dans la photographie. Pour sa Bar-Mitsva il se fait offrir un superbe appareil, se bricole un petit laboratoire, mais, ce qui l'intéresse vraiment, c'est la prise de vues. Le père d'un de ses camarades, Marc Riboud, est photographe professionnel. Il passe beaucoup de temps chez lui et découvre les « grands photographes de l'époque ». Il se rend compte que même ses « belles » photos ne sont pas comparables à celles des « maîtres ». Vers seize, dix-sept ans, découragé, il abandonne la photographie.

Toujours intéressé par les images, il se tourne vers le cinéma et la télévision. Il travaille comme caméraman et exerce aussi les fonctions de chef-opérateur. Cela lui permet d'approfondir ses notions sur le travail de la lumière, des volumes et de l'espace. Il suit un premier cycle en architecture et intègre l'École Louis Lumière. Il devient reporter pour la télévision. Antoine Schneck dit : « Dans un film beaucoup de personnes interviennent... et il y a aussi le son. C'est une autre façon d'écrire. J'ai finalement été assez déçu par le métier de caméraman. La technique de la télévision mettait un obstacle

entre la personne que je voulais rencontrer et moi. Il faut déplacer tellement de moyens que la rencontre est repoussée beaucoup trop loin ».

Une bourse de la Fondation Carat pour étudier la gestion du personnel de l'audio-visuel lui permet de parcourir le monde et voir comment les gens travaillent. Il en retire la conviction que « dans la vie, il faut faire ce qu'on a envie de faire ». À trente ans il décide de revenir à la photo et, cette fois, d'avoir le courage d'en faire son métier.

Antoine Schneck cherche avant tout à rencontrer les gens, à capter quelque chose d'eux et le donner à voir. C'est ce qu'il a fait pour *Tsiganes en Roumanie*. Il raconte : « J'étais en vacances en Roumanie, berceau de ma famille paternelle. Je travaillais déjà pour des magazines de décoration d'intérieurs. J'ai photographié de belles maisons anciennes, mais elles étaient en trop mauvais état pour intéresser les journaux. Des Roumains m'ont dit qu'il y avait aussi de belles maisons chez les Tsiganes mais m'ont déconseillé d'y aller parce que c'était trop dangereux. Naturellement j'ai foncé. J'ai découvert des petits villages avec des châteaux complètement bariolés, recouverts de céramique, dont les intérieurs étaient en marbre. C'était extraordinaire. Je me suis mis à photographier. Au début, quand je découvrais un campement, je prenais mon appareil, mon télé-objectif et descendais de voiture. Un Tsigane sortait de sa tente, me voyait, ramassait une pierre, me la lançait parce qu'il pensait que je l'agressais. Plus loin, sur un marché aux chevaux, j'ai remarqué un superbe Tsigane : il tenait un cheval d'une main et de l'autre un fouet avec lequel il m'a menacé, alors que j'étais à cinq mètres de lui. J'ai eu



Jean-François



Cheval blanc



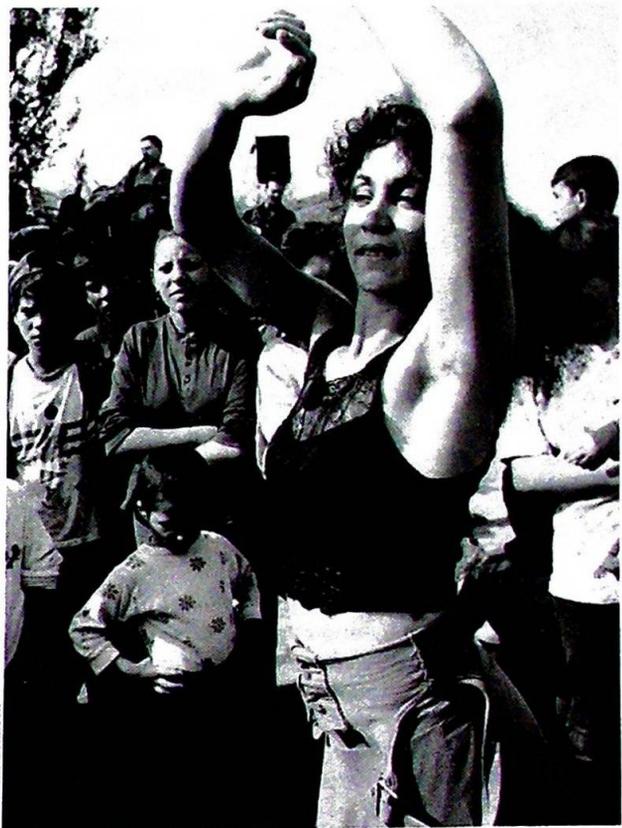
la même mésaventure avec un homme qui portait un couteau très effilé. J'ai compris que, si je voulais réussir à les photographier, je devais trouver une autre approche. Je sortais de ma voiture, courais le plus vite possible et entrais dans une tente ou une maison. Je me mettais en situation de connaissance de l'autre. Quand on prend ce risque, les Tsiganes vous acceptent. Il n'y a plus de problème. C'est une autre manière de faire de la photo. J'utilise de courtes focales, c'est à dire de grands angles où je suis à proximité du sujet, j'établis une relation avec lui ».

Antoine Schneck compose ses photos comme des tableaux. Il travaille uniquement en couleur. Il dit : « J'aime les éléments qui se répètent. Regardons la photo de la danseuse. La façon dont elle lève les bras se répète dans celle dont le petit garçon, à ses pieds, baisse les siens. Nous assistons à un mariage. À l'arrière-plan, très important pour moi, on voit sur une scène un chanteur avec son micro. Au moment où je prends la photo j'ai conscience de sa présence dans le cadre. Je suis dans la foule. En grand angle, on ne voit pas les personnages en entier, cela signifie bien mon implication, le travail sur la profondeur et la composition. La plupart du temps les personnes posent, elles sont conscientes de ma présence, ce ne sont pas des photos volées. Dans la photo des enfants avec le cheval, c'est le moment qui est parfait. L'image est complètement remplie, chaque élément est à sa place. Tout est là : le beau ciel bleu, les maisons, le linge qui sèche, les roues de la charrette, les deux enfants, le deux-roues, le fil électrique qui amène l'électricité ».

Actuellement, Antoine Schneck développe un travail artistique contemporain autour du portrait. Cela lui permet, là encore, d'aller vers l'autre, de le rencontrer. Il dit pratiquer l'anti-portrait, l'antiphoto. Il place la personne devant un fond noir. Elle ne le voit pas. Il masque tous les éléments extérieurs au visage. On ne perçoit pas de lumière signifiante, pas d'ombre portée, pas d'ambiance. Le photographe propose une lecture du « visage-paysage » qui serait une porte d'entrée vers la personne.

Envie de gâteaux et *Envie de bonbons* sont deux livres qu'Antoine Schneck vient de terminer. Pour ce travail, inhabituel pour lui, il a placé les gâteaux ou les bonbons sur un fond noir et les a photographiés comme s'ils étaient sur une scène. Il a utilisé un seul projecteur et a travaillé au grand angle, entre 0,5 et 3 centimètres de l'objet, ce qui permet à celui-ci de se « défendre ». Si le photographe bouge de quelques millimètres, c'est une autre photo.

Antoine Schneck continue à travailler régulièrement pour des magazines de décoration d'intérieurs : *Art et Décoration*, *Maison Française*, *Le Figaro Magazine* et *Maison, côté Est* le font voyager dans le monde entier. Son appareil photo est un sésame qui lui ouvre les portes des maisons. Il y pénètre, découvre les gens dans leur intimité, entre en contact avec eux. C'est ce qu'il aime, ce qui le passionne. « Pour les photos d'intérieurs j'utilise la lumière ambiante, je travaille sur pied et je rajoute très, très peu d'éclairage artificiel. Pour le reportage, le seul moment où je me sers du flash c'est quand la lumière est très forte, très dure. Le flash permet de diminuer un peu les contrastes, mais il est assez agressif. La personne photographiée va attendre le flash et y réagir. Ce n'est pas du tout ce que je souhaite ».



Fête de mariage

La technique, probablement parce qu'il la domine complètement, passe pour Antoine au second plan. Il explique : « Sur le marché on trouve de bons appareils à tous les prix. Ils permettent de faire de beaux clichés, de façon tout à fait automatique. Le choix de l'appareil réside dans la destination de la photo: album de famille, publication, agrandissement, Internet. Aujourd'hui la photo numérique permet de retravailler toutes les images, c'est-à-dire de les réinterpréter. Cela se fait sur ordinateur. Toutes les photos que l'on voit imprimées, quel que soit le support, ont été numérisées. Dans la publicité, où la finesse des images et le respect des couleurs est indispensable, la qualité de l'appareil est très importante. Mais le principe reste toujours le même : un film, une boîte, un objectif. Qu'est-ce qui compte ? La qualité technique et esthétique ou la transmission de l'émotion ? Pour transmettre des émotions on a besoin d'avoir des choses à dire, non d'un bon appareil ». Antoine Schneck désire étonner, informer, faire partager à ceux qui regardent ses photos les émotions qu'il a éprouvées, apporter du plaisir et donner à réfléchir. Il y réussit. ■

Fania Pérez

Publications :

Tsiganes en Roumanie, Éditions du Rouergue
Jardins secrets de Poitiers, Éditions Patrimoine et Médias
Envie de gâteaux ; Envie de bonbons, Éditions Flammarion.



Photo J. Burko

La Poésie

Dans son entretien avec P. Lazar qui ouvre ce numéro, Naomi Wulf mentionne (page 3) son arrière-grand-mère Celia Dropkin, poète yiddish. Nous avons voulu donner vie à cette mention en citant quelques poèmes de cet auteur, dans une traduction de Gilles Rozier et de Viviane Siman, que nous empruntons au volume Dans le vent chaud, publié par les éditions L'Harmattan en 1994.

La Frontière

La frontière entre la vie et la mort est aussi floue
Que les silhouettes qui entre chien et loup
Vivent soudain sous un ciel enflammé
Au vert ténébreux d'un mois desséché.

Je suis assise à l'orée d'un pays enchanté
Je peux saisir la mort de mes bras étirés.
Je mène une vie intense
Mais il m'est si facile de suspendre mon existence.

L'appel de la mort est magique
Lorsque les cieux sont rouge et or
L'arbre est vert et la mer métallique
Si floue est la frontière entre la vie et la mort.

Le fil du bonheur

Le fil du bonheur je l'ai rompu moi-même
Je ne peux plus le retrouver
Le retrouver je ne sais plus.

Sans doute ai-je tiré trop fort
Et ce fil, mon fil du bonheur,
Trop vite s'est déchiré

Ce fil doré était
Fuyant, fragile, ténu
À peine si on le voyait.

Comment vais-je le retrouver ?
À le chercher je m'affaiblis
Je m'épuise à tant le chercher.

Mes cheveux en sont devenus gris
Le fil du bonheur me sera-t-il rendu
À mon heure dernière, à mon agonie ?

À la veille du soixantième anniversaire du soulèvement du Ghetto de Varsovie, symbole exemplaire du refus désespéré des Juifs de mourir passivement, il convient de rappeler certaines des strophes consacrées au Génocide par le poète polonais Czeslaw Milosz. On connaît mieux son poème Campo di Fiori ; il nous a paru préférable de rappeler celui, plus difficile, que le poète a intitulé Pauvre chrétien regarde le ghetto. La traduction est de J. Burko.

Pauvre chrétien regarde le ghetto

Les abeilles bâtissent autour d'un foie rouge,
Les fourmis bâtissent autour de noirs ossements,
Voici qu'on commence à déchiqueter, à piétiner les soies,
Qu'on commence à briser le verre, le bois, le cuivre, le
nickel, l'argent, les floritures
en plâtre, les tôles, les cordes, les trompettes, les feuilles,
les billes, les cristaux

Pft ! Le feu phosphorique des murs jaunes
Engloutit le poil animal et humain.

Les abeilles bâtissent autour d'un rayon de poumons,
Les fourmis bâtissent autour de blancs ossements,
On déchire le papier, le caoutchouc, la toile, le cuir, le lin,
Fibres, matières, cellulose, crin, écaille de serpent, fils de fer,
Croulent dans le feu le toit et le mur, le brasier étreint les
fondations.

Seule reste
Sablonneuse, piétinée, portant un seul arbre sans feuilles
La terre.

Le gardien, la taupe, avance lentement, creusant son tunnel
Avec au front fixée une petite lampe rouge.
Il touche les corps ensevelis, compte, se fraie le chemin,
Il discerne la cendre humaine d'après sa vapeur irisée
De la cendre de chaque homme émane une teinte différente.
Les abeilles bâtissent autour de la trace rouge,
Les fourmis bâtissent une place sur mon corps.

Je crains, oui je crains tant le gardien, la taupe.
Sa paupière alourdie comme celle du patriarche,
Qui s'asseyait longtemps dans l'éclat des chandelles
Pour lire le grand livre de l'espèce.

Et que lui dirai-je, moi, Juif du Nouveau Testament,
Qui depuis deux mille ans attends le retour de Jésus ?
Mon corps brisé me livrera à son regard
Et il me mettra entre les auxiliaires de la mort :
Incirconcis.



Musique

Jacques Grober chante en yiddish

Jacques Grober né en 1951 est un auteur, compositeur et interprète qui vit à Paris et chante depuis 1980 en plusieurs langues, dont le russe et bien sûr le français, mais tout particulièrement en yiddish, sa langue de prédilection. Il se fait accompagner par un accordéon ou par un violon. Il ne se limite pas au répertoire traditionnel, puisqu'il compose aussi des chansons en yiddish, pour que cette langue reste vivante et ne se cantonne pas à l'héritage ancien.

Il introduit dans le texte de ses chansons des thèmes d'actualité qui font de lui une sorte de troubadour juif contemporain, où le mélange des langues renouvelle le rythme des chansons juives sans se limiter à la seule identité d'un « klezmer ». Il a l'art de nous transporter dans un monde où le yiddish serait encore vivant comme dans *Rap zikh oyf* où il prolonge la vie du yiddish en ajoutant à la mélodie traditionnelle des rythmes de rap et des couplets en français : « Je prends mon air le plus languide pour lui dire *az ikh bin a yid!*, *az ikh bin* l'un de ces métèques qui portent l'espoir *oun an ek!* ». C'est l'aspect le plus original de sa démarche qu'il habille le temps d'un concert d'une voix particulièrement agréable. Jacques Grober n'oublie cependant pas la mélodie traditionnelle et nous fait par exemple revivre une *Bessarabie* où les Juifs existaient : « C'est le vent qui court dans les prés, jeune et heureux comme autrefois ! (*S'loyft der vint iber di felder*) ». Jacques Grober a récemment consacré un spectacle à Itzik Manger « que vous avez sûrement croisé un jour. Mais si, c'est certain ! Place de la République... ». Itzik Manger est né il y a environ cent ans en Bukovine et a vécu entre Czernovitz, Varsovie, Paris, Londres, New York et Tel Aviv où il disparut en 1969. Jacques Grober le fait revivre dans *Rabi Tam* par exemple : « Qui a confectionné ce drame ? *Haydl didl dam*. C'est un apprenti tailleur (*A shnayder-yung hot es gemakht*), en l'honneur du Rabbi Tam ! Et un shabbat, entre chien et loup, un farceur y broda deux sous de rimes et de bonne humeur. »

Jacques Grober a créé avec des amis, en 1980, le *Groupe de Recherche Artistique Yiddish* qui a présenté plusieurs spectacles parmi lesquels : « Le Paon doré », « Jeu de Pourim », « Gamme de pluie »... En 1993, avec Fania Pérez-Tornel, il fonde l'Association RYTM (*Rythme Yiddish dans le Théâtre et la Musique*) afin de produire à l'occasion du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie un CD collectif « Voix du ghetto »². En 1995, il a donné un concert dans la salle Olivier Messiaen de Radio France. Accompagné tantôt par un pianiste, ou bien à

l'accordéon, au violon ou à la clarinette, il participe aux festivals de musiques traditionnelles ou de culture juive en France et à l'étranger, enregistre, donne des récitals, etc.

Il vient de se produire au « Théâtre de la Vieille Grille » et donne un nouveau concert le 23 mars 2003 à 15 heures à la fête des *Cahiers Yiddish* au Théâtre Jean Damme, rue Léopold Bellan, 75002 Paris, accompagné de Micha Nisimov à l'accordéon, de Philippe Briegh au violon et à la clarinette et de Philippe Mortarelli à la contrebasse. Il projette de publier un ensemble de cinquante chansons de sa composition, *Chants yiddish pour aujourd'hui et demain*, où l'enfance, l'amour, l'errance et l'humour se mêleront au politique et au hassidique.

On peut écouter Jacques Grober sur cassette ou sur CD toujours accompagnés de livrets explicatifs fort pédagogiques, rédigés en plusieurs langues : « *Le Paon doré* », « *Autres chants yiddish* », « *Voix du ghetto* », « *Il faut toujours crier jusqu'à la fin du monde* » (textes de Benjamin Fondane tirés du *Mal des Fantômes*)³. ■

Edmond Kahn

... Et le 5 avril, à 20 h. 30, Jacques Grober donne avec Eve Griliquez un spectacle en l'honneur des poètes juifs de l'Union Soviétique. Il chantera, en yiddish et en russe, elle récitera des poèmes. Ce sera à la Maison du Yiddish, 18 passage St-Pierre Amelot, Paris 11^e, dans le cadre d'une saison consacrée aux Juifs de l'URSS (voir nos Brèves).

³ Sur Benjamin Fondane, poète juif, on peut consulter *Diasporiques* n° 10, page 14.



D.R.

¹ « Comme je suis un Juif... »

² Ce disque, qui a connu un grand succès, est épuisé mais sera réédité fin mars. On peut le commander en téléphonant au 06 84 56 28 24 ou 06 81 45 03 64.

Varsovie, il y a soixante ans

Jacques Burko

Les décennies passent, les témoins se raréfient. Déjà soixante ans depuis les révoltes juives dans les ghettos et les camps... Est-il possible aujourd'hui d'ajouter encore à ce qui a été dit sur cette période ? Au fil du temps, ce qui marqua surtout nos esprits c'est l'effroyable solitude des victimes ; et l'accusation lancée contre les Polonais de complicité ou tout au moins d'indifférence.

C'est sur les attitudes de la société polonaise lors de la tragédie des insurrections juives qu'il faut se pencher. Celle-ci est reflétée dans les écrits parus à l'époque dans la presse clandestine polonaise, une presse abondante, dont la diversité illustrait le vaste éventail politique polonais. Ainsi, comment oublier que, pendant l'agonie du Ghetto, l'extrême droite polonaise proclama que « La guerre entre les Allemands et les Juifs ne concerne pas les Polonais, qui regardent s'entre-tuer deux ennemis mortels de la Pologne » ? De manière moins excessive, la droite classique compatissait au malheur juif et saluait les combattants qui s'étaient enfin décidés à ne pas se laisser exterminer passivement. Mais elle mettait aussi en garde les Polonais contre les éventuelles vellétés de se mêler à cette lutte contre l'occupant, car « l'heure n'était pas encore venue », les Alliés étaient trop loin et le combat,

perdu d'avance, aurait été prématuré. Les Juifs ne pouvaient que choisir leur mort, les Polonais n'allaient pas se suicider pour eux. La consigne du Gouvernement en exil à Londres était d'attendre, l'arme au pied... Ce qui fut fait jusqu'à l'été 1944. Seuls, les communistes appelèrent au « combat commun » et à l'insurrection, mais sans effets réels.

On ignore en général qu'il y eut pourtant quelques actions – en vérité symboliques – de la Résistance polonaise, surtout contre les positions allemandes hors les murs du Ghetto. La Garde Populaire (A.L., de gauche) attaqua et tua les deux servants d'une mitrailleuse lourde et les deux policiers polonais qui assistaient les Allemands. Une équipe de l'A.K. (de droite) attaqua et abattit les artilleurs d'un canon léger qui tirait sur le Ghetto, mais dut se replier sans avoir eu le temps de mettre la pièce hors service. Une autre équipe devait faire sauter un pan du mur afin de faciliter la fuite des combattants juifs mais l'attroupement de badauds polonais au pied du mur était si dense qu'elle renonça à mettre à feu ses explosifs. Ailleurs, dans la ville « aryenne », profitant de la confusion, un camion de gendarmes allemands fut attaqué à la grenade ; cinq Allemands furent tués. Deux actes de sabotage désorganisèrent pour quelques jours le

mouvement de trains à Varsovie. De petits groupes armés de Polonais sont aussi entrés dans le Ghetto pour se battre aux côtés des Juifs lors de la phase initiale de l'insurrection. Quelques dizaines de combattants juifs furent sortis par les égouts.

On imagine souvent qu'en écrasant la révolte du Ghetto les nazis tuèrent aussitôt, sur place ou à Treblinka, tous les survivants capturés. Ce n'est pas tout à fait exact : les entrepreneurs allemands, dont Toebbens, voulurent poursuivre l'exploitation de « leur » main d'œuvre esclave. Quelque quinze mille travailleurs des ateliers de Varsovie furent transférés en avril-mai 1943 à Poniatowa, un camp de travail au milieu des forêts de la région de Lublin. La résistance polonaise fit des préparatifs pour aider ces prisonniers à s'échapper et fabriquait de fausses cartes d'identité. Mais soudain, le 4 novembre 1943, les nazis fusillèrent tous les prisonniers de Poniatowa. Ce fut le dernier chapitre de l'assassinat des Juifs de Varsovie.

Tous les Juifs de Varsovie sont morts solitaires, hormis les quelques milliers sauvés soit par « Zegota », soit individuellement par des Polonais courageux, soit enfin dans les forêts. Il convient de rappeler les rares actes de solidarité qui rendent moins opaque la nuit des hommes. ■

La mémoire dans les timbres polonais

Aimé Skutelsky

Dans une précédente chronique j'ai eu l'occasion de préciser que les émissions de timbres par les autorités postales n'étaient jamais innocentes et reflétaient la politique ou la mentalité du pouvoir en place dans un pays. Entre les deux guerres, la Pologne autoritaire avait une attitude frileuse devant les problèmes politiques et

sociaux. Il n'y a eu pendant cette période qu'une seule émission, en 1923, évoquant un problème général pour le soutien de l'enseignement avec la représentation symbolique de « Lampe de la connaissance ». Même les héros des révoltes contre l'occupation russe n'ont pas été évoqués, à l'exception de Kosciuszko pour sa participation à la

guerre d'indépendance américaine et non comme chef de la révolte de 1794 contre les Russes. Le régime voulait ménager un





voisin susceptible. 1944, changement d'attitude ! Pendant que les troupes nazies écrasent la révolte de Varsovie sur la rive gauche de la Vistule (août-octobre 1944 à l'initiative des résistants partisans du gouvernement en exil à Londres),

sur la rive droite le gouvernement de Lublin arrivé dans les fourgons de l'armée soviétique émet le 7 septembre 1944 les premiers timbres de la Pologne libérée. Il s'agit de trois timbres représentant les héros de la lutte pour l'indépendance contre l'occupation du pays par la Russie, des tsars il est vrai : Traugutt, Kosciuszko, Dombrowski. Lorsqu'il a fallu commémorer le premier anniversaire de la libération de Varsovie en janvier 1945, une émission de timbre s'imposait. On reprend un timbre émis le 7 septembre 1944, celui de Traugutt, et on le surcharge de la date du 22.1.1863, celle de l'insurrection contre les Russes dirigée par Traugutt. Le premier timbre à la gloire de Staline n'a été émis qu'en 1951, alors que son soixante-dixième anniversaire en 1950 a donné lieu dans les autres pays du glacis à un foisonnement d'émissions. Décidément, on nargue les Soviétiques comme on peut. Cette longue introduction m'a paru nécessaire pour éclairer les non-philatélistes sur l'importance de l'élaboration de l'image d'un timbre et de la légende y figurant.

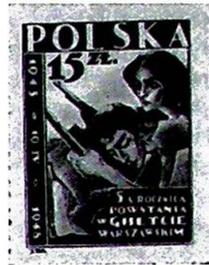
Jusqu'en 1993, une quinzaine de timbres sont relatifs au massacre du peuple juif par les nazis. En 1946 paraît le premier timbre concernant les camps de la mort, celui de Majdanek.



En 1947 est émis un timbre pour le cinquième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. D'autres seront émis pour les vingtième et quarantième anniversaires. À

part le mot *ghetto* rien ne laisse penser qu'il s'agit de Juifs. Trois timbres à la mémoire de Janusz Korczak (Henryk Goldschmit dit) ont été émis à l'occasion des anniversaires de sa naissance et de sa mort. Aucune allusion aux circonstances de la disparition de Korczak, lui qui a suivi volontairement les enfants juifs de son établissement jusque dans la chambre à gaz.

Auschwitz a été évoqué à plusieurs reprises à partir de 1964 avec la parution de séries de timbres consacrées au martyr du peuple polonais victime de l'hitlérisme et à sa lutte contre l'occupant. Rien n'indique que les Juifs étaient voués à l'extermination. Ainsi cet entier postal (le timbre est imprimé directement sur la carte) émis en 1980 à l'intention des visiteurs qui représente le monument d'Auschwitz Birkenau : dans le coin inférieur gauche figure le dessin d'un mirador et de barbelés. Surprise : en 1993, pour le cinquantième anniversaire du ghetto de Varsovie sort un timbre avec des inscriptions en yiddish. Des caractères hébraïques



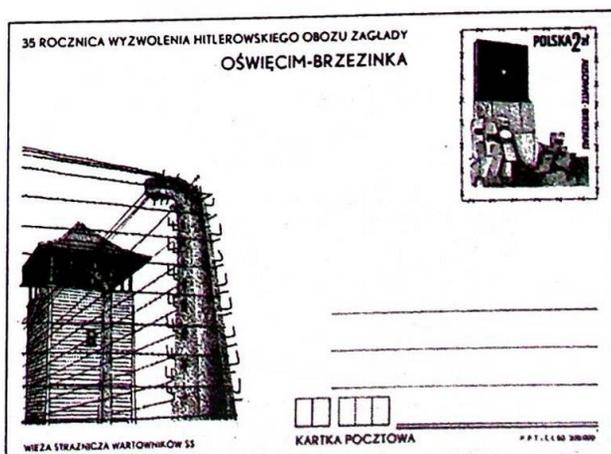
sur un timbre polonais ! Il faut croire que la pression internationale, suite aux révélations sur les pogroms de 1947, n'est pas étrangère à cette présentation. De nouveaux caractères hébraïques sont apparus sur un timbre à

l'occasion de l'exposition internationale philatélique d'Israël en 1998. Mais depuis 1993 aucune figurine relative aux événements tragiques n'a été émise. Connaissant le processus conduisant à l'émission d'un timbre, on ne peut que constater la volonté des autorités polonaises d'esquiver autant que faire se peut (difficile de faire disparaître le mot *ghetto*) la remontée dans la population polonaise des souvenirs du massacre et l'attitude adoptée alors par une partie de celle-ci. Tout en proclamant à l'intention du reste du monde que l'on n'oublie pas. La philatélie peut participer à l'occultation de la mémoire.

Par comparaison, le dessin du



timbre français rappelant la rafle du Vel'd'Hiv est parlante. Rien dans le timbre ne permet d'ignorer ce qui s'est passé et quelles étaient les victimes. Et lorsqu'on regarde l'oblitération du premier jour d'émission, plus aucun doute n'est possible. ■



Les lecteurs de Diasporiques sont souvent politiquement actifs, mais tous ne militent pas dans les formations politiques traditionnelles. Nous avons demandé à Jean-Marc Izrine de décrire la genèse à Toulouse, avant les dernières élections municipales, du mouvement « Motivé-e-s » et de raconter ce que ce mouvement est devenu depuis qu'il n'est plus dans le point de mire des médias nationaux.

Les « Motivé-e-s » de Toulouse

Jean-Marc Izrine*

Un an déjà avant les municipales nous étions plusieurs à ressentir la nécessité d'agir pour ces élections, mais d'une façon différente. En juin de l'année précédente, le Tacti Collectif (association créée par le groupe musical Zebda et son entourage) avait pris l'initiative de rencontrer quelques militants issus des mouvements associatif (Attac) et syndical (SUD). Cette première réunion comptait une quinzaine de participants, des hommes uniquement. Le constat y a été établi de l'existence à Toulouse d'une mouvance qui ne se reconnaissait pas dans les appareils politiques traditionnels et qui luttait au quotidien sur tous les terrains du mouvement social ou culturel. Nous étions collectivement conscients du fait que l'implication du groupe Zebda nous donnait quelque chance de réussite et nous caressions l'espoir de dépasser les 5 %. Or le résultat a été de 12,8 % – et on a eu quatre élus !

Au cours des réunions deux militantes d'Attac nous ont rejoints. Nous avons pu développer ensuite des contacts avec les féministes toulousaines, convaincus comme nous l'étions que le changement de la donne politique passait par un nouveau rapport égalitaire entre hommes et femmes.

Dans le même temps la LCR a entrepris une démarche dans notre direction mais l'enfermement doctrinaire de ses militants a abouti à une douloureuse rupture dès notre première AG.

Lors de la deuxième AG le débat a été

* (numéro 17 sur la liste des Motivé-e-s aux élections municipales)

plus serein. Les principaux axes de la campagne ont été élaborés. L'apport important des femmes, tant quantitatif que qualitatif, a permis leur implication réelle dans la campagne électorale. C'est ainsi que le « -e-s » est devenu le symbole de notre volonté de transformer les rapports hommes-femmes dans un sens réellement égalitaire. Les autres thèmes de la campagne ont été ceux de la citoyenneté, de la démocratie

Le mot d'ordre de l'entourage de Douste Blazy, « pas d'Arabes au Capitole ! », a été repris par certains milieux de la communauté juive institutionnelle. Nous en avons été profondément scandalisé(e)s

locale, de l'immigration (bien sûr) et de la situation dans les quartiers. Mais une des originalités de notre démarche a été de revendiquer publiquement le « droit au doute », ce qui a déstabilisé un temps notre potentiel électoral mais qui par la suite s'est trouvé admis comme spécifique d'un « mouvement qui n'avait pas la langue de bois » des politiciens.

L'esprit libertaire, tel que l'a exprimé Majyd Cherfi (chanteur et parolier du groupe Zebda), a permis un fonctionnement en assemblée, mode que nous avons gardé jusqu'à aujourd'hui : durant toute la campagne nous avons travaillé en assemblées générales de quelque cent cinquante personnes ; les débats ont été passionnés, mais avec toujours l'écoute et le respect de la parole. Entre deux assemblées, c'est le

collectif d'animation qui organisait le mouvement, avec des commissions à thème réfléchissant sur les interventions au quotidien.

On retrouve dans ce mouvement des sensibilités diverses, qui peuvent à certains moments infléchir une décision, mais la richesse essentielle du mouvement ce sont les passerelles qui se créent et qui aboutissent souvent à des engagements collectifs relativement bien suivis. Nos principales sensibilités se définissent d'abord par un engagement laïque et républicain, porté par la volonté d'une reconnaissance sociale des couches immigrées, en majorité d'origine maghrébine, volonté émanant de militants des associations comme Attac et de certains syndicalistes. D'autre part s'affiche une mouvance anti-autoritaire, voire

libertaire, au travers d'une distance manifestée à l'égard du système institutionnel. Les femmes et les féministes exercent aussi une influence certaine. Enfin, il y a tous ceux qui ne se reconnaissent dans aucune sensibilité, tout en affichant la volonté de « faire de la politique autrement ».

Nous refusons le culte de la personnalité, mais il est incontestable que Salah Amokrane, tête de liste aux municipales et conseilles municipal depuis, est la figure emblématique du mouvement. Nous souhaitons certes diversifier nos porte-parole, mais il est vraiment le porte-parole idéal grâce à son verbe qui porte aussi bien à l'extérieur qu'en réunions et AG internes. Salah s'est acquis la confiance du mouvement par sa personnalité tranquille,



son honnêteté et la droiture de son engagement ; il tempère l'expression plus impertinente et bouillonnante que certain(e)s d'entre nous peuvent avoir en public. Je me permets une réflexion personnelle car je retrouve dans Salah, fils d'immigrés du Maghreb, l'esprit laïque et républicain de mon père, Juif appartenant à la deuxième génération de l'immigration russe. D'où mon respect et mon admiration pour sa démarche, même si par moments nos points de vue s'affrontent. Moi, membre d'une troisième génération d'immigrés, j'ai sur l'État républicain un regard plus distant, voire rebelle. Je me retrouve avec la partie des *Motivé-e-s* issue d'une troisième génération d'immigrés juifs, espagnols ou italiens. Lors des municipales j'avais placardé sur un panneau, à côté l'une de l'autre, l'affiche officielle appelant à s'inscrire sur les listes électorales, affiche illustrée d'une photo de jeunes issus de l'immigration actuelle et une affiche en yiddish datant du début de 1900 qui appelait les Juifs au vote citoyen pour un candidat socialiste. Eh oui, cent ans entre ces deux immigrations !

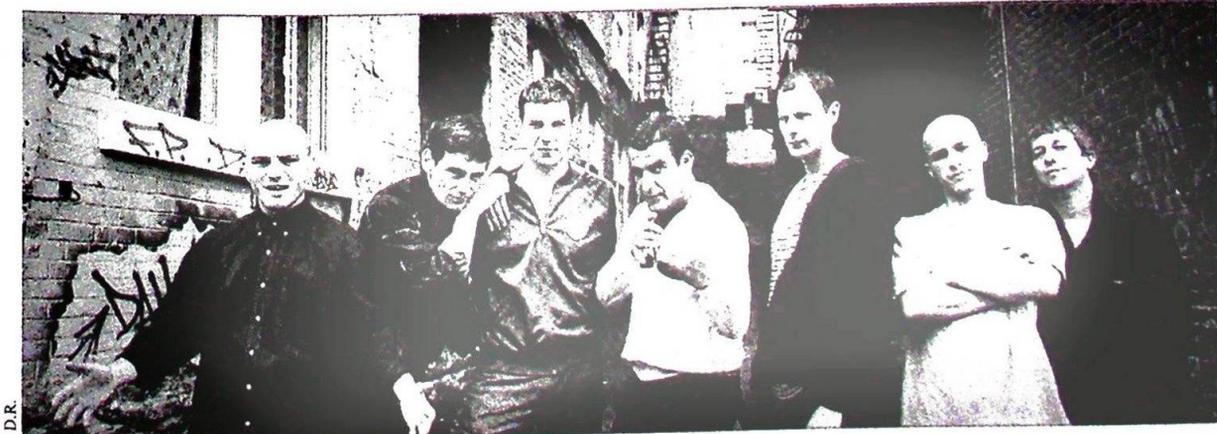
Quant aux Zebda, ils se sont fondus dans les *Motivé-e-s* et interviennent de la même façon que n'importe quel(le) militant(e). Ils ont gardé la tête froide malgré leur succès, et il est toujours agréable de leur faire la bise, de leur parler au détour d'une rencontre, de leur demander un sandwich-merguez à la fête du quartier de Bourbaki (quartier où ils continuent leur travail associatif). Leur démarche est intègre et profondément honnête. Vous l'aurez compris : on ne touche pas aux Zebda...

Sociologiquement, l'image que donnent les *Motivé-e-s* est celle de « beurs des quartiers » ; pourtant la diversité culturelle, sociale ou ethnique est bien plus grande. Nous parlons de mosaïque. Ainsi, l'une des plus fortes représentations sociales est celle des jeunes hommes et femmes de « souche européenne », en situation précaire malgré un niveau « bac ou plus », pour la plupart impliqué(e)s dans les cultures alternatives.

La présence dans notre groupe de militants d'origine juive n'est pas négligeable bien que nous n'en ayons pris collectivement conscience qu'au moment du deuxième tour des municipales car le mot d'ordre de l'entourage de Douste Blazy, « pas d'Arabes au Capitole ! », a été repris par certains milieux de la communauté juive institutionnelle. Nous en avons été profondément scandalisé(e)s. Puis la conscience de la composition en mosaïque de notre mouvement nous a amené(e)s à réfléchir à la question israélo-palestinienne. En février 2002 nous avons organisé le voyage d'une délégation de vingt personnes (dix hommes et dix femmes), dont trois d'origine juive, avec le souhait de tisser des liens avec la ville de Naplouse. Nous avons été profondément choqué(e)s par l'injustice des traitements infligés aux Palestinien(ne)s. Nous nous battons pour rééquilibrer les relations entre Toulouse et cette région : aussi, puisque nous sommes jumelés avec Tel-Aviv, nous demandons qu'il en soit de même avec Naplouse. L'autre intérêt de cette affirmation de nos différentes identités tient dans le fait que Arabes et

Juifs/Juives toulousain(e)s, comme les autres composantes de la mosaïque *Motivé-e-s*, agissent politiquement ensemble et sont une force de proposition et d'action à l'échelle locale.

Après à peine deux années d'existence et dans le marasme politique actuel, les *Motivé-e-s* comptent dans le paysage politique local, ce qui n'est pas du goût de certaines forces politiques toulousaines, de gauche comme de droite. Notre démarche consiste à nous adresser aux habitant(e)s et à initier une démocratie active (sans en aucun cas se substituer à eux/elles), à créer une rupture avec les groupes politiques traditionnels. Il est toutefois clair que l'initiative des habitant(e)s ne peut être impulsée de l'extérieur et l'articulation entre le mouvement social et notre démarche organisationnelle citoyenne a du mal à prendre forme. C'est une des interrogations sur l'avenir des *Motivé-e-s*. Nous préparons des assises du mouvement pour ce printemps afin de contribuer à sa maturation. Si nous avons réussi à percer un peu dans les médias par nos actions contre la « double peine » ou contre les incivilités policières, nous cherchons à mettre sur la place publique des thèmes qui nous importent, comme le rapport à la démocratie, la question de l'immigration, de l'égalité entre les hommes et les femmes ou les problèmes des quartiers. Et aussi toutes les questions sociales que posent les mouvements anti-mondialisation, dont plusieurs ont une démarche proche de la nôtre. ■



Le groupe Zebda est dans la rue...



Le nouvel antisémitisme est-européen

Harry Carasso

L'Université Hébraïque de Jérusalem a publié, sous le titre Between Denial and « Comparative Trivialization », (Holocaust Negationism in Post-Communist East Central Europe), une intéressante étude sur le négationnisme dans les pays ex-communistes de l'Europe Orientale. Elle est signée de Michael Shafir, directeur de la Section Roumaine de Radio Europe Libre. Nous avons demandé à Harry Carasso de résumer ici ses cinq chapitres pour nos lecteurs qui n'ont pas accès à ce texte en anglais :

1 – L'héritage de « l'Oubli Organisé »

Pierre Vidal-Naquet précisait dans son essai de 1992, *Les Assassins de la mémoire*, que les historiens polonais n'avaient pas parlé des chambres à gaz d'Auschwitz, Treblinka ou Maidanek comme destinées spécialement aux Juifs. Et quand en URSS E. Evtouchenko prononça, en 1961, le nom de Babi Yar, en soulignant l'absence de tout monument, il était loin de prévoir que celui qui sera érigé en 1976 mentionnerait simplement les « citoyens de Kiev et prisonniers de guerre », à l'exclusion de toute allusion aux Juifs. Les Polonais en 1947 avaient fait de même à Auschwitz, où « des Polonais et des citoyens d'autres nationalités sont morts en martyrs ».

Lorsqu'ils évoquent leurs 360 000 victimes des Nazis, les communistes tchèques se gardent de préciser que 250 000 étaient des Juifs... Et en Hongrie on ne parle que des « antifascistes, victimes de Horthy et d'Hitler ».

En Roumanie, l'historien Victor Eskenasy écrivait en 1994 que le pogrom de Jassy avait été présenté comme « dirigé contre les forces antifascistes ». Et un autre historien roumain, Nicolae Minei, propose un compromis curieux lorsqu'il écrit en 1978 : « douze millions de personnes, dont six millions d'origine juive, furent internées par les Nazis dans des camps spécialement construits ». Sous Ceausescu, la référence à l'extermination des Juifs était confinée à la Transylvanie du Nord, occupée alors par les Hongrois.

2 – La négation franche de l'Holocauste

Pareille négation fut rare en Europe de l'Est, mais point insignifiante. Stanislav Panis, ancien chef du *Parti National*

Slovaque, avait repris à son compte en 1992 les affirmations de Robert Faurisson, en disant qu'il était « matériellement impossible » pour les Nazis d'exterminer six millions de Juifs. Deux ans plus tard, Corneliu Vadim Tudor (le Le Pen roumain)¹ ne disait pas autre chose, ajoutant que l'Holocauste n'était qu'une machination sioniste destinée à extorquer 100 milliards de marks à la RFA.

3 – La négation détournée

Bien plus diffuse que la négation directe, elle consiste à rejeter la faute de l'Holocauste sur « les autres » :

a) sur les nazis :

L'exemple des Polonais est le plus éloquent : comme l'écrivit Raul Hilberg, ils étaient en même temps victimes et spectateurs. Selon Jan Blonski, professeur de littérature, « l'Holocauste en Pologne aurait été plus difficile à perpétrer par ses auteurs, sans l'indifférence et la paralysie de la société d'alors »². En Hongrie, où les 400 000 Juifs autochtones étaient devenus 750 000 dans les frontières élargies au détriment de ses voisins, les gouvernements horthystes ont tenté de garder les Juifs en vie, pour faire bonne figure à la table des négociations de l'après-guerre. Ils allèrent jusqu'à ne pas rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis alors que la Hongrie participait à l'Opération Barbarossa. Mais, avec une Armée Rouge qui n'était plus qu'à 300 km, il était impératif que cette communauté disparate soit anéantie, et Hitler s'y employa activement entre

mars et octobre 1944 : seuls 200 000 Juifs allaient survivre³. Il était facile de rejeter le blâme sur les Nazis puisque Hitler ne put trouver qu'un seul chef de droite (Szalassy) pour faire le « sale boulot ». Cependant, la Hongrie ne manque pas de Le Pen, comme Maria Schmidt, assistante du Premier ministre Orban, affirmant que le génocide n'était qu'une « question marginale » dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. D'autres « historiens » ont tenté de transformer le dernier allié de l'Allemagne en sa dernière victime...

En Roumanie, la figure controversée du maréchal Antonescu a fourni de nombreux prétextes aux « déviants ». Il est vrai qu'Antonescu avait annulé la décision de déporter les Juifs de la Transylvanie du Sud, mais sa décision fut influencée⁴ en premier lieu par l'intervention du Grand rabbin Safran et du Métropolitain Balan; ensuite par les protestations de Radu Lecca, le Xavier Vallat roumain (sèchement renvoyé à Bucarest lorsqu'il se présenta avec un gros retard à la conférence destinée à matérialiser à Berlin les décisions prises à Wannsee); et enfin par plusieurs gros chèques envoyés à l'armée roumaine par des industriels juifs qui avaient pu conserver des activités⁵. Antonescu aurait même dit à Lecca : « le Führer va enfin savoir qui donne les ordres ici ».

b) sur une « frange »

Il s'agit d'une autre forme de négationnisme « détournée », qui consiste à admettre certains torts, mais

³ Plus de 100 000 Juifs y vivent encore...

⁴ Mon opinion personnelle.

⁵ Selon le télégramme envoyé par Richter, adjoint de Reichmann, peut-être pour justifier son échec (*Martiriul evreilor din Romania*, Hasefer, Bucarest 1993).

¹ Arrivé second aux élections présidentielles roumaines de 2000, comme Le Pen en France en 2002...

² *Le pauvre Polonais regarde le Ghetto*, Yad Vashem Studies, 1988.



en les mettant sur le dos de membres « marginaux » de la communauté (Croix Fléchées en Hongrie, Gardes de Fer en Roumanie, Garde de Hlinka en Slovaquie, etc.).

C'est le pogrom de Jassy qui en est le meilleur exemple : il aurait été perpétré par la police secrète roumaine, avec ou sans l'autorisation d'Antonescu, mais avec la participation de membres de la Garde de Fer et des Einsatzkommandos. Mais personne, quel que soit son camp, ne mentionne l'acte extraordinaire de Madame Agarici, de Roman (mère d'un as de l'aviation roumaine de guerre), qui, en apprenant l'arrêt du « Train de la Mort » en gare de Roman, se rendit immédiatement sur place et ordonna au colonel responsable de faire sortir les Juifs de leurs wagons à bestiaux, de les laver et de leur donner à manger et à boire. Son nom figure parmi les Justes de Yad Vashem.

Ce genre de « détournement » fut apparent aussi en Pologne, à l'occasion de la commémoration en juillet 2001 du pogrom de Jedwabne lorsque le Cardinal Glemp décida de ne pas y participer et qu'il s'expliqua dans une interview donnée à une radio privée, laissant entendre que deux délégués « haut placés » avaient tenté de lui dicter les termes de son allocution, et précisa qu'au nom de la justice il ne pouvait pas qualifier de criminelle l'ensemble de sa nation. Il avait dit, au cours d'une autre interview : « nous voulons inclure dans nos prières l'autre fléau, perpétré sur des citoyens polonais de religion catholique, où des Polonais de foi judaïque ont tenu un rôle » (RFE, 4 mai 2001).

c) sur les Juifs

Un argument classique de cette « déviation » se trouve dans l'affirmation de l'essayiste roumain Buduca, écrivant en 1999 que les Juifs étaient non seulement coupables de la défaite de l'Allemagne en 1918 mais qu'ils lui avaient aussi déclaré une nouvelle guerre en boycottant les produits allemands.

Franjo Tudjman, président de la Croatie et historien à ses moments perdus, met en question le chiffre de six millions de victimes (*Les déserts de la Vérité Historique*, 1988), en affirmant aussi que ce sont des kapos juifs qui ont

exterminé leurs coreligionnaires dans le camp de concentration de Jasenovac, où les Oustachis leur avaient fait confiance plus qu'aux Serbes...

Quant au publiciste hongrois Padanyi, il a affirmé que la gestion des camps était tombée entre les mains des Juifs. Ce que fut aussi, selon Gabriel Hoffman, le sort du camp de Sered, en Slovaquie, dirigé par un certain « Hauptobersturmführer Zimmermann », alias Simon Wiesenthal...

4 – La négation sélective

C'est un mélange entre le négationnisme direct et le négationnisme « détourné ». En d'autres mots, il ne nie pas le Génocide, mais l'attribue toujours au voisin, excluant toute participation de son propre pays...

C'est en Roumanie que ce type de négationnisme s'affirme avec le plus de vigueur, où non seulement Antonescu est aujourd'hui innocenté de tout massacre mais également la *Garde de Fer* : son principal défenseur, le professeur Ion Coja, prétend que le pogrom de Bucarest (janvier 1941) n'a jamais eu lieu. De plus, il attribue l'assassinat de Nicolae Iorga (en novembre 1940) ainsi que celui d'autres anciens dignitaires roumains au... KGB soviétique !

5 – La « trivialisation comparative » du Génocide

Partie peut-être la plus intéressante du livre, elle critique avec vigueur la comparaison qui se fait de plus en plus insistante entre le Génocide et le Goulag. Or, si les deux crimes sont comparables, leurs structures sont totalement différentes car les dissidents ont été persécutés pour leurs actes alors que les Juifs ont été liquidés à cause de leurs origines. Les dissidents pouvaient toujours faire acte de soumission ou d'obéissance et retrouver une certaine liberté tandis qu'il n'y avait pas de salut possible pour les internés d'Auschwitz et d'ailleurs.

La plupart des partisans de cette nouvelle école, initiée par le *Livre noir du communisme*⁶ insistent sur la comparaison entre les conditions de vie dans les camps du Goulag et dans les

camps nazis, comme celui de Novaky (en Slovaquie), pourvus selon eux d'infirmerie et d'écoles élémentaires, ainsi que de bains douches voire d'une piscine...

En outre Ion Coja prétend que, ce n'était pas parce qu'ils étaient juifs que les Juifs ont été déportés en Transnistrie, mais « parce qu'ils n'étaient pas de nationalité roumaine »⁷ ou parce qu'ils avaient traversé illégalement la frontière soviétique ! Dans les camps de Transnistrie, selon le même Ion Coja, les Juifs étaient libres d'aller où ils voulaient, à l'exception de la Roumanie...

Un ancien chanteur de Ceausescu, Adrian Paunescu, prétend qu'Antonescu avait déporté les Juifs afin de les sauver de la disette que les Roumains devaient supporter (oubliant que cette disette avait eu lieu en 1946-1947). Antonescu n'est pas le seul chef fasciste à être gratifié de pareilles bonnes intentions : en 1988, Sandor Püski a écrit que le régent Horthy était entré en guerre afin de sauver ses Juifs, en négligeant le sort de ses quatorze millions de loyaux sujets.

L'idée générale qui prévaut dans l'ensemble de ce livre très dense, quoique concis, n'est pas la négation du Génocide, mais surtout son rejet sur « d'autres ». C'est toujours « la faute de l'autre », comme le précisait Pierre Vidal-Naquet en 1992 : « il y a plus d'une salle dans la maison révisionniste ». La banalisation du Génocide, d'abord un premier pas vers « un Nuremberg anticommuniste », est en passe de devenir un boulevard menant tout droit vers la mise en accusation des leaders juifs communistes de la guerre froide (du moins pour ceux que les « purges » stalinienne avaient épargnés). Et les chiffres confrontés (douze millions contre quatre-vingt à cent millions) cherchent à dissimuler que le premier fut acquis en douze ans seulement, tandis que le second (qui prend en compte également les désastres naturels) est le produit de plus de soixante-dix ans de répressions. Mais est-il utile de ramener ce débat entre sourds à un débat entre des morts ? ■

⁷ Le gouvernement fasciste Goga-Cuza avait retiré leur nationalité à 200 000 citoyens roumains en 1938.

⁶ Stéphane Courtois et al., 1998, rééd. Pocket, 2001.



L'Organisation juive de combat *Résistance / sauvetage ; France 1940-1945**

Georges Loinger, président de l'Association des Anciens de la Résistance Juive en France et instigateur de l'ouvrage explique. « Depuis sa création les différents présidents de l'A.R.J.F., Théo Klein, Jules Jefroykim, Rachel Cheigam, et Lucien Lublin, avaient le projet de faire un livre sur l'O.J.C. (Organisation Juive de Combat) qui était notre nom autrefois et sous lequel nous sommes enregistrés au Ministère de la Défense. Ils avaient soigneusement rassemblé et conservé les témoignages de nos camarades qui avaient combattu dans les différents réseaux. En 1996 j'ai pensé qu'il était grand temps de réaliser ce livre. Jean Brauman, notre secrétaire général, s'est chargé de l'organisation et de la recherche des fiches individuelles qui y figurent. Frida Wattenberg, déléguée à la mémoire, en a été la cheville ouvrière. Elle a vérifié et complété les informations, composé et rédigé les textes.

Pour que notre ouvrage soit aussi complet que possible nous nous sommes adressés à l'A.R.J. Israël (car beaucoup de nos camarades sont partis en Palestine après la Libération), au C.D.J.C. (Centre de Documentation Juive Contemporaine) à Paris et au Mémorial de la Résistance Juive en France de Yad Vashem Jérusalem. Les archives d'Abraham Polonski et de Lucien Lublin nous ont été fort précieuses.

Nous avons créé une commission d'homologation qui a examiné chaque dossier. Nous n'avons intégré dans ce livre que des documents signés par un représentant de chaque réseau qui certifiait avoir connu la personne et par moi-même. Sur plus de 500 témoignages que nous publions, 157 concernent des camarades tués ou déportés. Nous savons que notre document n'est pas exhaustif mais chaque témoignage est l'histoire d'un combat. Il pourra être utile aux historiens. »

* Ouvrage collectif, Éditions Autrement, collection Mémoires.

Organisation Juive de Combat retrace l'histoire des réseaux de Résistance issus directement de la Communauté juive de France. Son titre a une histoire. C'est celui sous lequel a eu lieu en 1943 le soulèvement du Ghetto de Varsovie. Les combattants de l'Armée Juive ont décidé de l'adopter, l'ayant appris lors d'un parachutage venu de Londres.

Sur la couverture figurent deux jeunes femmes souriantes, Mila Racine et Marianne Cohn. Elles faisaient partie du Mouvement de la Jeunesse Sioniste et convoiaient des enfants vers la Suisse. Mila fut arrêtée, déportée, et mourut à Mauthausen. Elle avait 24 ans. Marianne, envoyée pour succéder à Mila, fut arrêtée à Annemasse avec un groupe d'enfants. Georges Loinger et Emmanuel Racine, le frère de Mila, réussirent à faire libérer les enfants. Marianne a été emprisonnée et refusa de s'évader de crainte que les Allemands ne se vengent sur les enfants. Elle fut torturée et assassinée par la Gestapo. Elle avait 22 ans.

Dans son introduction, l'historien Lucien Lazare, ancien membre de l'O.J.C., écrit : « L'ennemi des Juifs était le même que l'ennemi de la Résistance, mais la réciproque n'était pas vraie. Parce que cet ennemi menait un combat militaire contre la Résistance, alors que contre les Juifs il commettait un génocide au moyen d'une machinerie bureaucratique secrète et tout à fait inédite. Conclusion inéluctable : pour protéger enfants, femmes et autres civils juifs, tous voués à la mort, il fallait inventer une stratégie, une tactique et des armes différentes de celles qui étaient mises en œuvre pour chasser les Allemands de France ».

Jusqu'en novembre 1942, l'existence d'une zone libre en France a permis à la Résistance juive de s'organiser. Celle-ci avait un double objectif : la lutte armée et surtout le sauvetage d'un maximum de Juifs. Établir de faux papiers d'identité, trouver des planques pour les adultes et surtout pour les enfants dont les parents avaient été arrêtés, leur apporter un soutien

matériel et moral pour les aider à survivre, les faire passer en Suisse ou en Espagne étaient les préoccupations majeures de la plupart des réseaux.

Un rapide historique de chaque réseau précède les témoignages.

L'Armée Juive, placée sous le commandement de la Résistance française, participa activement à la lutte armée dans plusieurs départements dont le Tarn.

Le réseau Garel, branche clandestine de l'*Œuvre de Secours à l'Enfance* (OSE), réussit à sauver les enfants qui lui avaient été confiés en les dispersant en France ou en Suisse. De très nombreux enfants lui doivent la vie.

Dés 1940, le *Comité Amelot*, qui réunissait des membres de différentes associations, a mis en place un dispositif d'aide aux immigrants.

Le *Mouvement de Jeunesse Sioniste* (M.J.S.) et la *Sixième-Éclaireurs Israélites de France* (E.I.F.) eurent une double action : sauver des jeunes et des adolescents et participer à la lutte armée. Des membres d'un maquis E.I.F. firent partie du commando qui attaqua un train allemand près de Mazamet et assistèrent à la reddition de la garnison allemande de Castres.

Certains jeunes Hollandais du réseau Westerweel, qui avaient pris contact avec l'O.J.C., réussirent à s'infiltrer dans des organisations allemandes et à transmettre des documents essentiels aux Alliés.

Un groupe de jeunes rabbins, aumôniers dans des camps d'internement, le réseau Marcel créé à Nice par Moussa Abadi avec l'aide de Mgr Rémond, le réseau André fondé par Joseph Bass, tous eurent une action efficace et courageuse, luttant sur plusieurs plans pour sauver un maximum de vies.

Le livre a pu être édité grâce au soutien de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, la Fondation du Judaïsme français et du Ministère de la Défense pour qui ce travail « constitue une source pour garder la mémoire d'acteurs parfois peu connus ». ■

Fania Pérez



1933-1936, La science allemande sans les Juifs Mutilation pour l'Allemagne, aubaine pour les États-Unis*

Lorsque, le 30 janvier 1933, Hitler devient chancelier, peu d'Allemands, et moins qu'ailleurs dans le monde universitaire, prévoient ce qui va se passer. Traditionnellement les universitaires allemands étaient plutôt conservateurs et regardaient la politique d'assez loin, avec même une certaine condescendance. Dans ses mémoires, le physicien juif autrichien Otto Robert Frisch, exilé en Angleterre dès 1933, raconte :

« Je n'ai jamais été conscient politiquement. À Vienne j'ai fait partie quelque temps d'un mouvement politique d'étudiants mais je ne m'occupais que du comité des fêtes et de l'organisation de bals. Pour tout dire je les trouvais plutôt ridicules [...].

Au début des années trente à Hambourg je ne prêtais aucune attention à l'atmosphère générale de crise; j'observais avec un sourire sarcastique les changements répétés de gouvernement et l'incapacité, dont on se moquait tant, de Hindenburg, le fameux général porté à la présidence de la République d'Allemagne. Lorsqu'un certain Adolf Hitler prononçait des discours [...] je n'y prêtais aucune attention. Même quand il fut élu chancelier je haussai simplement les épaules et pensai qu'il mettrait de l'eau dans son vin et ne serait pas pire que ses prédécesseurs »¹.

Homme de gauche, antimilitariste, défenseur de la République de Weimar, Einstein était en voyage aux États-Unis en janvier 1933. Il fut le premier à réagir à l'accession de Hitler au poste de chancelier. Le 10 mars il rendait publique sa décision de ne pas rentrer en Allemagne, où ne régnaient plus « la liberté individuelle, la tolérance, l'égalité de tous les citoyens devant le droit » ; et le 28 mars, à bord du bateau qui le ramène en Europe, il écrit une lettre de démission à l'Académie des

Sciences de Prusse, prenant de court le ministre de la science Bernhardt Rust, qui voulait faire expulser de l'Académie « le juif Einstein ».

Mais, même chassés de leurs postes, contraints à l'exil, peu de scientifiques imaginaient jusqu'où la folie antisémite allait mener le régime nazi. Otto Frisch raconte ainsi ses derniers mois en Allemagne :

« Les histoires persistantes de camps de concentration, de synagogues brûlées, de mauvais traitements et de torture, tout cela était nié par les journaux allemands comme une " horrible propagande " des ennemis de l'Allemagne. D'après certains de mes amis ces histoires étaient vraies, et en fait la vérité était pire. Mais je ne pouvais croire que l'Allemagne eût changé si soudainement ni que tous les journaux allemands pussent mentir de manière aussi concordante. »²

Entre 1933 et 1936 plus de 1 500 scientifiques « non aryens », c'est-à-dire juifs, avaient quitté l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie... Ils trouvèrent refuge en Angleterre, au Danemark, en France et surtout aux États-Unis. À Max Planck qui soulignait devant lui la perte inestimable pour la science allemande de tant de talents, certains éminents, Hitler aurait dit :

« Si le renvoi de scientifiques juifs signifie l'annihilation de la science allemande contemporaine, nous nous passerons de science pendant quelques années. »³

Parmi ceux qui partirent, la plupart parce qu'ils étaient juifs ou mariés à une juive, trente physiciens ou chimistes avaient reçu ou allaient recevoir le prix Nobel. Une incroyable saignée de la science allemande.

Depuis le milieu du XIX^e siècle l'Allemagne était au premier rang des

nations scientifiques, particulièrement pour les mathématiques et les sciences de la nature. C'est en Allemagne qu'est née la physique théorique. C'est à Berlin que Max Planck découvrit l'existence des quanta ; c'est un Allemand, Albert Einstein, qui inventa la relativité en 1905 ; c'est principalement en Allemagne que fut développée la mécanique quantique, nécessaire pour comprendre la structure de l'atome, grâce à des hommes comme le Danois Niels Bohr, des Autrichiens comme Erwin Schrödinger ou Wolfgang Pauli, des Hongrois comme Eugène Wigner ou John von Neumann, des Allemands comme Max Planck, Einstein, Max Born ou Werner Heisenberg. Cette extraordinaire production scientifique allait de pair avec l'éclat intellectuel et artistique exceptionnel des années vingt en Allemagne. Par un hasard de l'Histoire, il y avait une grande proportion de Juifs dans les domaines les plus modernes, comme la physique quantique, la relativité, la biochimie. Il faut probablement en chercher les raisons dans le fait que les domaines émergents avaient créé plus de postes et s'étaient montrés beaucoup plus ouverts aux Juifs que les disciplines de longue tradition car les leaders de ces disciplines, tels Max Planck ou Arnold Sommerfeld, ne tenaient aucun compte de l'origine juive ou non des nouveaux postulants⁴.

Paru il y a dix ans, le livre de Serge Guérout, *Science et politique sous le Troisième Reich*, est à notre connaissance le seul ouvrage de langue française portant sur la politique (si l'on ose employer ce mot) du Troisième Reich vis-à-vis des sciences de la nature, et donc sur cet événement inouï : un pays se priva de milliers de savants, parmi lesquels des hommes éminents, pour la seule raison qu'ils étaient juifs. Serge Guérout analyse la façon dont ces hommes (et quelques femmes) furent chassé(e)s sans l'ombre d'une hésitation des postes qu'ils occupaient et ce

* À propos du livre de Serge Guérout *Science et politique sous le Troisième Reich*, Paris, Ellipses, 1992, 190 pages.

¹ Otto R. Frisch, *What Little I Remember*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 51.

² *Ibid.*, p. 53.

³ Alan D. Beyerchen, *Scientists under Hitler, Politics and the Physics Community in the Third Reich*, New York & London, Yale University Press, 1977, p. 43.

⁴ *Ibid.*, p. 49.



qu'il advint de la science en Allemagne par la suite, sous le triple aspect institutionnel, individuel et idéologique. S'appuyant sur des documents de l'époque de la République de Weimar ou du Troisième Reich, ainsi que sur des études faites après la guerre, Serge Guérout montre comment le mépris de Hitler pour les intellectuels et les savants amplifia le désastre de la science allemande en plaçant aux postes ainsi disponibles des hommes dont la fidélité politique comptait plus que les aptitudes professionnelles et en réorganisant les universités sous l'égide du *Führerprinzip*. Il montre comment ceux qui restèrent vécurent ces événements, tentèrent d'y résister ou d'en profiter, ou simplement courbèrent le dos en attendant des jours meilleurs. L'un des résultats de cette politique fut d'offrir sur un plateau d'argent à l'Angleterre et surtout aux États-Unis la fine fleur de la science européenne⁵.

Le projet *Manhattan* qui permit à ces derniers de fabriquer la première bombe atomique mit au travail une mosaïque de savants qu'il eût été inimaginable de rassembler en un seul pays, en temps de guerre, sans le massif exode des Juifs d'Europe. La guerre passée, ces hommes se fixèrent aux États-Unis et permirent à la recherche américaine de se hisser à la première place, ce qui n'était pas le cas en 1933.

Enfin cet exode « savant » eut une conséquence inéluctable : la disparition de la langue allemande en tant que langue scientifique internationale. Jusqu'en 1933 environ 40 % des publications se faisaient en langue allemande. L'Allemagne attirait les jeunes Américains, tel Robert Oppenheimer, pour se former auprès des plus grands savants du monde, en des lieux mythiques comme Göttingen, *La Mecque* des mathématiques, avec David Hilbert, Hermann Weyl ou

Richard Courant, mais aussi un des hauts lieux de la physique quantique, avec Max Born et James Franck, sans oublier Berlin, où se trouvaient Max Planck, Albert Einstein, Max von Laue ou Erwin Schrödinger. Un physicien de la stature d'Enrico Fermi publiait la plupart de ses articles dans des revues italiennes, mais ses articles importants dans des revues allemandes, jusqu'en 1934. Sa femme étant juive, il décida de s'exiler aux États-Unis où il construisit le premier réacteur nucléaire en 1942 et fut l'un des principaux responsables du projet *Manhattan*.

Le nazisme aura réussi à éradiquer la langue allemande comme langue scientifique internationale pour la remplacer par l'anglo-américain. ■

Bernard Fernandez

⁵ Jean Medawar & David Pyke, *Hitler's Gift: Scientists Who Fled Nazi Germany*, Metro Publishing, 2000.

Humeur

Sécurité et démocratie

Edmond Kahn

Certains livres ne vieillissent pas et ont même le privilège de nous interpeller des décennies plus tard. Jean-Paul Sartre conclut en 1946 ses *Réflexions sur la question juive* par ces phrases : « Mais il conviendra de représenter à chacun que le destin des Juifs est son destin. Pas un Français ne sera libre tant que les Juifs ne jouiront pas de la plénitude de leurs droits. Pas un Français ne sera en sécurité tant qu'un Juif, en France et dans le monde entier, pourra craindre pour sa vie ». Les italiques sont dans le texte. Ces phrases peuvent aujourd'hui paraître prophétiques à une époque où le

meurtre télévisé de Daniel Pearl au Pakistan a précédé la tentative de meurtre de Bertrand Delanoë en plein Paris. Nous sommes entrés dans un cycle infernal où une tentative de meurtre a été perpétrée sur Gabriel Farhi. C'est la suite logique d'une banalisation de la valeur de la vie, tant des Juifs que des autres. Les démocraties ont ceci d'intéressant que, contrairement aux structures totalitaires, elles laissent ouvert un espace de liberté à leurs citoyens. Malheureusement, face à la montée du terrorisme, forme nouvelle de totalitarisme, les démocraties réduisent

les libertés pour que leurs citoyens connaissent davantage de sécurité. Mais tant que les démocraties voudront conserver leur identité de démocratie la réduction des libertés se trouvera limitée, et la sécurité tout autant. Va-t-on sacrifier ce qui nous reste de liberté face à ce qu'il est convenu d'appeler le terrorisme ? Va-t-on préférer vivre sous un régime totalitaire et s'exposer moins au terrorisme ? Mon destin comme Français n'est pas différent aujourd'hui de mon destin de Juif. Je ne suis pas en sécurité en France ni dans le monde entier. Merci Monsieur Sartre. ■

Un dîner-débat a rassemblé, le 16 janvier 2003, une trentaine de membres du Cercle Gaston-Crémieux et de lecteurs de *Diasporiques* autour de Paul Thibaud, sur le thème Éthique de la mondialité. Richard Marienstras nous a présenté l'orateur comme à la fois philosophe, journaliste et essayiste. Paul Thibaud a longtemps fait partie des collaborateurs de la revue *Esprit* avant d'en prendre pendant plusieurs années la direction. Il s'est fortement engagé – notamment, dans les années quatre-vingt, aux côtés de Solidarnosc – dans le combat anti-totalitaire en Europe de l'Est. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont, parmi les plus récents, *La fin de l'école Républicaine*, avec Philippe Reynaud (1990), *Réflexions non désespérées sur la conjoncture politique* (1995), *Discussion sur l'Europe*, avec Jean-Marc Ferry (1992). C'est un artisan convaincu du dialogue judéo-chrétien. Elle a publié à ce sujet, en 2000, son dialogue avec Alain Finkielkraut, *Judaïsme et Christianisme*. C'est enfin un ami du Cercle Gaston-Crémieux et un fidèle lecteur de *Diasporiques* ! On trouvera ci-après quelques extraits de son intervention liminaire qui fut suivie d'un débat riche et animé.

Éthique de la mondialité

Échos d'un dîner-débat autour de Paul Thibaud

Paul Thibaud nous expose d'abord les raisons du choix du thème qu'il s'est proposé de traiter. « L'éthique de la mondialité est une expression qui porte en soi contraste. La mondialité est un fait mais on peine à en déchiffrer le sens et à en préciser le devenir. Sa survenue était imprévue. Nous ne pouvons pas la récuser, dans la mesure où elle nous renvoie à notre universalisme de principe. Nous ne savons pas pour autant la gérer et, souvent, elle nous déplaît, qu'il s'agisse de l'emprise du marché qu'elle favorise ou du bruit informatif mondial qu'elle engendre. La mondialité est à la fois accomplissement pour l'humanité et source d'un désordre violent ».

L'orateur évoque ensuite le contexte de paix « perpétuelle » dans lequel la mondialité a pris corps et se développe. « La guerre est devenue impensable entre la France et l'Allemagne ou entre deux pays de l'Union Européenne ! » souligne-t-il. En d'autres termes, « l'éthique apaisante de la démocratie – celle du dialogue et du compromis – est désormais sortie de l'enclos intérieur : le vieux schème de la philosophie politique cher à Raymond Aron – l'état de droit à l'intérieur et l'état de nature à l'extérieur – n'a plus cours ; l'extérieur a absorbé, tel un

buvard, les principes jusque-là réservés à l'intérieur... ». Cela ne signifie pas que le monde est apaisé ! Paul Thibaud rappelle que, selon Pierre Hassner, l'humanité, de nos jours, est répartie entre Bourgeois et Barbares. Les Bourgeois – nous ! – sont des individualistes prêts à tous les compromis : « Ils ont une éthique de l'intérêt, un peu triviale mais pacifique ». Le Barbare, « cet Autre du Bourgeois », cet homme de récrimination et de violence, pose, lui, des bombes et lance des avions contre les

buildings. Mais il fait aussi partie intégrante de la mondialité – disons au moins « qu'il campe à ses portes ». Pour tenter de comprendre d'où résulte la tension unificatrice de la planète, au delà de ces contrastes apparents et violents, Paul Thibaud évoque la fin du communisme en Union Soviétique et dans l'Europe de l'Est : un phénomène que nous avons maintenant parfaitement intégré mais qui était totalement imprévu, en tout cas dans son mode de survenue, lorsqu'il s'est produit. Ce n'est pas une révolte à proprement parler politique qui a provoqué la chute du communisme, c'est un phénomène bien plus profond, dont on peut trouver les symptômes dans le fait, par exemple, que les fils d'apparatchiks voulaient voyager à l'Ouest, écouter la musique rock, apprendre l'anglais... Et d'ajouter, s'agissant de notre incompréhension initiale de ce bouleversement : « Du temps du communisme, on croyait à l'hétérogénéité du monde. Par exemple, il était courant de dire : la démocratie, c'est très bien à l'Ouest, mais à l'Est on n'en a pas la culture historique... La grande surprise, c'est d'avoir découvert que « les autres », ceux de l'Est comme, soit dit en passant, ceux du Sud, voulaient en fait vivre comme nous. Le monde extérieur ne l'était pas autant que nous le pensions ! ».



Photo P. Lazar

Paul Thibaud en pleine explication...



L'insatisfaction du peuple, là-bas, certes était réelle. Cependant ce n'est par là mais bien par le haut que le système s'est effondré ! Et il n'y a eu, à la base de ce cataclysme, aucune proposition politique authentiquement nouvelle, comme ce fut le cas au temps de la Révolution française ou de la Déclaration d'Indépendance américaine. Une seule et forte motivation : « *Nous voulons être des Européens comme vous* ».

En d'autres termes, pense Paul Thibaud, l'énorme processus d'uniformisation aujourd'hui en cours n'est pas la résultante mais la cause profonde de l'effondrement du communisme. « *Le désir de puissance a été en fin de compte moins fort que celui de ressembler...* ». Il décline alors une autre conséquence, à ses yeux préjudiciable, de ce désir d'uniformisation et de cette perte du sens politique global : la multiplication des États et l'intensification du désir de constituer des États, et cela non plus sur la base d'un projet universel mais bien sur celle d'un « *repli identitaire* ». La différence, pour lui, entre une nation et un État à vocation identitaire est que la première revendique par essence une participation à l'histoire universelle alors que le second « *se contente de persévérer dans l'être* ». Il cite à ce propos de Gaulle, parlant avec panache de « *l'alliance entre la grandeur de la France et la liberté du monde* ». « *Il croyait que la France était indispensable à l'avenir de l'humanité. Un patriotisme messianique évidemment démodé* », ajoute-t-il avec lucidité mais manifestement à regret... Paul Thibaud en vient naturellement alors à évoquer le concept de « *fin de l'histoire* » cher à Fukuyama. « *Ce n'est*

pas parce qu'il ne produira plus d'évènements que nous atteignons ce stade », dit en substance cet auteur, mais bien « *parce que nous n'avons pas de nouveau concept à proposer quant à ce que l'humanité doit faire* ». Cette thèse, dit Paul Thibaud, doit être très sérieusement prise en considération. « *Un des symptômes de la gravité de la situation présente* », ajoute-t-il, « *tient au constat de l'état de la philosophie politique à la mode* », marquée selon lui par une certaine forme de « *présentisme* ». Il s'agit avant tout de donner satisfaction à chacun dans l'instant, de développer une éthique de la délibération qui, en quelque sorte, se substitue à celle du projet. La Bourse constitue une belle image de cette position philosophique à ses yeux hautement contestable : elle aussi n'a qu'un présent, chaque jour reconstitué... Pas de passé, pas d'avenir : le présent éternel perpétuellement mouvant... En fait, les droits de l'homme eux-mêmes changent de dimension. De droits collectifs de l'humanité ils ont tendance à devenir des créances immédiatement exigibles par chaque individu... Fukuyama pense que l'on ne peut guère faire mieux que le monde actuel, combinaison certes imparfaite mais dans une certaine mesure indépassable du marché et du droit. Il y a là, pense Paul Thibaud, à la fois utopie et blocage. Il s'agit pour lui d'un faux accomplissement, qui a deux implications : l'acceptation de la prééminence du mal sur le bien et le triomphe des égoïsmes. Le bien en effet ne peut être qu'une aspiration, un horizon, sa réalisation est toujours douteuse et mêlée, elle ressemble souvent à un moindre mal. Du mal, on sait par contre ce qu'il

est et il faut l'éliminer : la peine de mort, la torture, les sans-abri. D'où notre préférence actuelle pour le négatif, l'extirpation de ce qui est insupportable. Quant à l'égoïsme ambiant, il est la nature d'un monde où il n'y a aucune raison de demander à quiconque de renoncer à quoi que ce soit. Aucune raison, sinon le précepte ultime, celui de ne pas nuire à autrui. Mais même cela est impossible : tout ce qui réussit à l'un ne peut que nuire à certains autres... Comment éviter dès lors que cette mondialisation de l'individualisme ne conduise à de grandes frustrations ? « *Peut-on en sortir ?* » demande Paul Thibaud pour conclure. Et de confier alors à l'auditoire sa propre piste, dont on ne sera pas surpris qu'elle soit inspirée par l'Ancien et le Nouveau Testaments. « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même* ». « *Cette maxime est très déstabilisante* », ajoute-t-il, « *car elle m'implique dans mon comportement vis-à-vis des autres mais elle revient aussi vers moi...* ». Créer de nouvelles fraternités est peut-être ainsi la voie à suivre. Mais il faut pour cela se faire une certaine idée de ce qu'on appelle l'humanité. Aller de l'avant. Ne pas survaloriser un principe de précaution qui aurait dû nous interdire toute procréation ! Promouvoir une humanité qui, après nous, soit capable d'agir dans et sur l'histoire. Refuser d'admettre que l'histoire soit finie. Et affirmer que la fraternité universelle est un principe encore porteur d'avenir... « *Malheureux celui à qui personne n'a jamais dit qu'il avait besoin de lui...* ». ■

Propos retranscrits par P. Lazar



Photo P. Lazar

J'en parlerai à mes amis !

Une année d'anniversaires...

L'année 2003 est lourde d'anniversaires importants. Elle est marquée, dès janvier, par le cinquantième anniversaire du sinistre « **complot des blouses blanches** » en URSS, une campagne de persécutions antisémites qui aurait pu être fatale aux Juifs du pays si Staline n'était pas opportunément mort en mars de la même année.

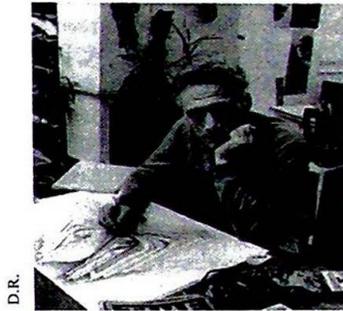
En avril des cérémonies du souvenir commémoreront les **soulèvements dans les ghettos et les camps** de Pologne, il y a soixante ans déjà. (À cette occasion, le CD « **Voix du Ghetto** » édité pour le cinquantième anniversaire, qui était épuisé, a été réédité. On peut se le procurer chez les disquaires ou en téléphonant au 06 84 56 28 24).

Et puis, au début de l'été nous nous souviendrons du procès de **Ethel et de Julius Rosenberg**, savants atomistes juifs américains, exécutés le 19 juin 1953 aux États-Unis malgré une tempête de protestations internationales, après avoir été injustement accusés d'espionnage au profit de l'URSS. Une campagne mondiale pour leur réhabilitation est actuellement en cours ; une association française s'est notamment formée pour réclamer la révision de leur procès. Nous nous associons activement à cette initiative ; le prochain numéro apportera plus d'informations.

Le Centre Alberto Benveniste pour les études et la culture sépharades

(EPHE, Sorbonne) a organisé, du 22 au 24 mars, une série de manifestations en l'honneur des littératures sépharades, en collaboration avec notamment le Musée d'art et d'histoire du Judaïsme et la Mairie de Paris. Une rencontre internationale d'écrivains (France, Portugal, Serbie, Bulgarie, Turquie et Israël sont représentés) ouvre cette session, avec débat et lecture de textes par Judith Magre. Le lendemain, Pierre Arditi lit les écrits autobiographiques d'Elias Canetti. Enfin, le 24 mars un colloque international sous le titre *Les Sépharades en littérature*. Un parcours millénaire permet à neuf intervenants

d'éclairer les différentes facettes littéraires du Sépharad.



D.R.

Tim

Le Musée d'art et d'histoire du Judaïsme

propose, du 26 mars jusqu'à la fin août, une importante exposition consacrée à Louis Mittelberg, dit **Tim**. Tout le monde connaît ses dessins incisifs, ses sculptures étonnantes ; on en sait bien moins sur sa naissance en Pologne en 1919, son arrivée à Paris en 1938, son étonnant parcours militaire en 39-41, son engagement dans les FFI durant la guerre... Dans notre prochain numéro nous consacrerons un dossier spécial à cet artiste. En attendant, ne manquez pas cette exposition exceptionnelle ni les multiples manifestations qui l'accompagnent !

Diasporas Il faut signaler l'apparition d'une nouvelle revue, dont le titre rappelle le nôtre, mais dont le contenu en diffère notablement. *Diasporas, Histoire et Sociétés*, est une revue semestrielle universitaire, consacrée aux diverses diasporas du monde, éditée par le laboratoire « Diasporas » du CNRS de Toulouse-Le Mirail (UTM, 5 allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse cedex 1). L'abonnement annuel est à 30 € (deux numéros). Chaque numéro s'articule autour d'un thème central. Le premier s'intitule *Terres promises, terres rêvées* ; on y trouve parmi d'autres une étude d'Elise Marienstras sur l'Amérique en tant que « terre promise ».

La maison de la culture yiddish

inaugurée : La Bibliothèque Medem et l'AEDCY viennent de procéder à l'inauguration officielle de la nouvelle Maison de la culture yiddish (18 passage Saint-Pierre-Amelot, Paris 11^e), ouverte depuis quelques semaines déjà. Visiblement, la greffe a pris, les yiddishistes de tous âges, depuis ceux qui fréquentent la *kindershoule* du dimanche jusqu'aux « anciens », ont trouvé facilement le chemin de ce nouveau foyer culturel ashkénaze, qui se fait de plus en plus convivial et multiplie des initiatives destinées à un très large public (et en plus, parmi les publications en français, ils vendent *Diasporiques*...).

Le 2 mars, la Bibliothèque a honoré Kiwa Vaisbrot (voir l'article page 50), son président d'honneur récemment décédé, en lui dédiant sa salle de lecture. Et, du 5 mars au 24 mai 2003, la Maison de la Culture yiddish lance une vaste saison sur le thème *Splendeur et misère de la culture yiddish en Union soviétique*. Conférences, concerts, récitals, projections, ateliers : nous ne pouvons en citer le riche programme. Renseignez-vous donc au 01 47 00 14 00.

Moreno Pincas, peintre présenté dans le numéro 24 de *Diasporiques*, exposera du 17 avril au 17 mai à la Galerie Daniel Besseiche, 33 rue Guénégaud 75006 Paris.

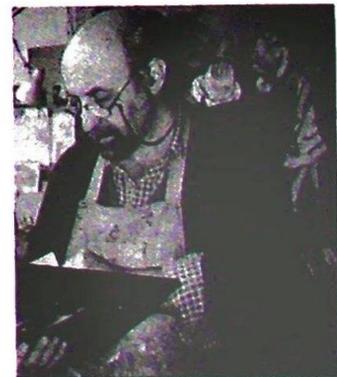


Photo Laurence Vidal

Moreno Pincas

Le Cercle de Généalogie Juive

Claudie Blamont, présidente

Pourquoi un Cercle de Généalogie Juive ? La généalogie est devenue dans les trente dernières années un *hobby* qui rassemble de plus en plus de passionnés, à la recherche des traces du passé et de liens familiaux contemporains mais souvent ignorés. De nombreux cercles de généalogie se sont développés à travers le monde, régionaux, nationaux, thématiques. Pourtant, sauf à lui être consacrés, comme le nôtre, ils ne traitent pas de généalogie juive : ce domaine exige en effet la connaissance et l'utilisation de sources spécifiques. Il constitue d'autre part un outil de recherche original sur la question sensible de l'identité proposant donc à la fois de satisfaire la simple curiosité personnelle et de la dépasser. Le Cercle de Généalogie Juive (CGJ), association de généalogistes bénévoles, s'efforce, depuis sa fondation en 1984, de répondre à cette double exigence. Des membres de votre famille sont morts pendant la Shoah et vous voulez retrouver leurs traces ? Votre famille est dispersée et vous cherchez vos « cousins » dans différentes parties du monde ? Vous avez des ancêtres juifs mais vous êtes ignorant de la démarche généalogique ? Vous imaginez que vous avez peut-être des ancêtres juifs et vous souhaitez le vérifier ? Voici une liste, non exhaustive, de questions auxquelles répond notre Cercle. Afin d'aider ses adhérents, le CGJ s'est doté d'un faisceau d'outils enrichis en permanence :

a) Des groupes d'intérêt généalogiques : nos adhérents spécialistes de l'histoire et de la généalogie de différentes régions où des communautés juives ont existé réunissent les adhérents qui y recherchent des ancêtres ou des parents contemporains. La France est privilégiée avec, à Paris un groupe consacré à l'Alsace, l'autre à la Lorraine d'où furent originaires jusqu'au milieu du XIX^e siècle les trois quarts des Juifs de France. Les animateurs des groupes consacrés à l'Allemagne et aux pays dits, dans un passé récent, de « l'Europe de l'Est », réunissent un public nombreux : les Juifs qui en sont originaires ont émigré de façon

continue dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Leurs descendants, nombreux en France, nous interrogent sur la recherche de leurs racines. L'ouverture récente des archives y rend possibles des recherches longtemps interdites. Un groupe consacré à la recherche en Afrique du Nord, conduit par une adhérente universitaire, est de plus en plus animé. Les débutants sont initiés par deux de nos adhérents aux subtilités de la recherche en généalogie juive.

b) Une revue trimestrielle qui aborde, par les contributions de ses membres, la généalogie sous des angles variés : sources (état civil, documents notariaux, recensements, relevés de cimetières, dossiers militaires, ou de naturalisation, conseils méthodologiques, listes d'ascendance, études de patronymes, paléographie hébraïque, etc.).

c) Une bibliothèque, qui permet la consultation d'ouvrages généraux et spécialisés, l'accès aux publications du CGJ, à la collection complète de la revue et à celle de plusieurs publications internationales de généalogie juive. Son catalogue se consulte sur notre site.

d) Un site sur Internet qui propose une rubrique *Questions/Réponses* dans les domaines de l'onomastique, des recherches familiales à différentes époques, de bibliographies sur un sujet, etc., le programme de nos activités à Paris et en province, des liens avec des sites de généalogie et d'histoire juives, des rubriques interactives.

e) Des publications, travaux inédits, souvent ceux de nos adhérents. Une trentaine de titres sont disponibles dont la liste et l'analyse se trouvent sur le site Internet. Citons *l'Annuaire de rapprochement des Familles*, réservé aux adhérents qui recherchent des patronymes dans des lieux identiques à des périodes données, le *Guide Pratique de généalogie juive en France et à l'étranger* publié en 2002 qui entame sa seconde édition; des relevés des cimetières juifs de Paris, les relevés des cimetières juifs de Moselle, le traité d'onomastique du rabbin Eisenbeth, *Les Juifs de l'Afrique du Nord*,

les mariages religieux juifs à Paris (1848-1872), les déclarations de prise de noms patronymiques des Juifs en 1808 (le décret du 20 juillet 1808 contraignait les Juifs des « territoires de l'Empire », alors beaucoup plus étendu que la France actuelle, à prendre des noms fixes et héréditaires), etc.

f) Des antennes du Cercle existent à Strasbourg, à Metz, à Nice, à Lyon. Celle de Marseille est la plus animée et travaille en symbiose avec plusieurs associations locales et notamment avec IMMAJ qui milite pour la création d'un Musée consacré aux cultures juives de la Méditerranée. Notre antenne groupe une cinquantaine d'adhérents originaires de régions différentes.

g) Le CGJ organise une permanence au *Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme* à Paris où plusieurs de nos adhérents répondent aux questions des visiteurs du Musée, en général des étrangers, intéressés par leurs origines. Des échanges sont en cours d'organisation avec le *Centre de Documentation Juive Contemporaine* à Paris.

La généalogie juive a progressé depuis 1980 : nos adhérents consacrent maintenant une partie de leur activité à des travaux d'intérêt général que l'existence d'Internet permet de mettre à la disposition d'un plus grand nombre. On ne pouvait pas envisager il y a trente ans de faire « remonter » une généalogie juive, en France par exemple, avant l'instauration de l'état civil en 1792, lorsque la responsabilité de l'établir fut transférée aux mairies, de l'autorité religieuse catholique à l'autorité municipale. L'exploitation systématique des actes notariés, la publication sous forme de bases de données d'un état civil tenu par des communautés juives elles-mêmes ont permis d'étendre le champ des connaissances. Ceci est vrai aussi, avec des décalages dans le temps, pour d'autres pays en Europe et nous avons été des pionniers dans cette aventure de l'entretien de la mémoire. ■

Stanislaw Tomkiewicz

Stanislas Tomkiewicz n'est plus. L'assistance nombreuse qui se pressait à ses obsèques témoignait de l'amitié indéfectible qu'on lui portait, de l'estime pour ses engagements, mais aussi du désir d'être là, simplement là, parce qu'il représentait beaucoup pour certains dont la route avait croisé la sienne.

Stanislaw Tomkiewicz, Tom pour ses amis, avait été enfermé dans le ghetto de Varsovie, sa ville natale, jusqu'à l'écrasement de la révolte d'avril-mai 1943. De l'Umschlagplatz il fut, comme des centaines de milliers d'autres, chargé dans un train à destination de Treblinka. Il sauta du train, retourna à Varsovie, se cacha un temps avec sa sœur et son neveu dans la Varsovie « aryenne », se rendit à l'hôtel Polski (« ça ressemblait à un bordel sur un cimetière. Le cimetière était dans notre tête; le ghetto avait brûlé, il n'y avait pas un seul d'entre nous qui n'ayons perdu une mère, un père, un frère, une sœur, des tantes... Mais l'ambiance était joyeuse ») où une filière de la Gestapo allemande et juive vendait divers papiers permettant, disait-on, d'obtenir des passeports pour l'Amérique Latine, passeports dont les propriétaires avaient déjà été assassinés. Il serait ainsi possible de gagner la France ou la Suisse. Tomkiewicz obtint ces papiers pour lui et ce qui lui restait de famille – sa sœur et son neveu. Ce ne fut ni la France ni la Suisse, mais Bergen-Belsen et, après l'ouverture des camps et un passage par Buchenwald, le choix de la France. Tout cela, Stanislas Tomkiewicz le raconte dans son livre *L'adolescence volée*, publié en 1999, plus d'un demi-siècle après l'avoir vécu. Un livre admirable.

Car le passé est remonté lentement, et surtout, l'envie de témoigner. Stanislas Tomkiewicz voulait être médecin, en France. Un grand médecin. De l'avis de ceux qui ont travaillé avec lui ou qui furent ses patients, il le fut, et même un peu plus. Tous évoquent son « génie » de thérapeute. Il n'avait jamais souhaité que la figure du survivant fût sa principale identité sociale. Son désir de témoigner coïncida avec la forte demande de témoignages lors de la commémoration du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. Nous l'avions alors interviewé dans le cadre de la collecte d'enregistrements vidéo organisée par l'Université Yale. Tout le monde peut consulter aux *Archives nationales* les trois heures vidéo de son récit du ghetto. Il était arrivé pour l'entretien, décidé à faire de cette interview non seulement un témoignage pour les autres, mais quelque chose pour lui-même. Je ne sais pas exactement quoi. Il s'était enroulé dans le canapé. J'avais pensé qu'il ressemblait à un chat sans rien connaître de sa « miaothérapie ». Il avait raconté ses deux tentatives de suicide dans le ghetto. Et puis, il s'était senti fatigué. Nous avons arrêté et recommencé quelques semaines plus tard. La magie avait

disparu. Dans *L'adolescence volée*, il estime que « ce témoignage minimisait trop l'horreur de la réalité » ; mon ami Youziek Huppert – lui-même ancien déporté – m'a dit : « c'est le récit d'une adolescence, avec le ghetto comme toile de fond. Ce n'est pas le récit d'un génocide, c'est plutôt *Tintin en enfer* ». Youziek Hupert n'avait probablement pas tort. Pourtant, au-delà de l'extraordinaire intérêt pour l'histoire de ses témoignages (nous savons notamment peu de chose sur l'hôtel Polski) c'est la cohérence d'une vie et d'un homme qu'il exprime, dans un style qui n'appartient qu'à lui, fait de véritable ouverture à l'autre, d'un brin de cynisme, de violence provocatrice, d'humour parfois dévastateur. Car Stanislaw Tomkiewicz a su ne pas s'installer dans la plainte revendicative et exhibitionniste, dans un jeu infantile, narcissique et pervers de la tristesse et du malheur. Dans ce qui lui avait été « volé » (beaucoup, presque tout : sa famille, ses amis, son adolescence, l'univers dans lequel il avait grandi) il a puisé sa force et sa richesse, en allant vers ceux qui étaient dans une souffrance qui lui évoquait la sienne. De cela, nous lui sommes profondément reconnaissants. De même que Winnicott parle de mère « suffisamment bonne », on peut parler de vie « suffisamment accomplie ». Ce que fut incontestablement celle de Stanislas Tomkiewicz, avec son lot de regrets comme en comporte toute vie – il n'a pas fait de psychanalyse ; il n'aura pas été grand patron à la Salpêtrière. mais il aura marqué de façon bénéfique de son empreinte son époque et tous ceux qui l'ont côtoyé, en chair et en os, par l'écrit ou par l'écoute. ■

Aneth Wiewiorka



Photo C. Tomkiewicz

Paroles d'un autodidacte (Kiwa Vaisbrot)

Le 13 janvier dernier, Kiwa Vaisbrot, un des fondateurs de la Bibliothèque Medem¹, la bibliothèque yiddish de Paris, a terminé son parcours terrestre de 96 ans dans sa chambre du Foyer pour personnes âgées où, pendant quatre ans, ses proches et ses amis venaient lui rendre visite et continuer à faire des projets.

Pas de diplôme, pas de médaille ; il n'en voulait pas. Mais il conservait avec piété le jeton de vote de Jean Jaurès à l'Assemblée nationale, ainsi que son écharpe de député.

À la *liberté, l'égalité et la fraternité* qui faisaient défaut dans sa Pologne natale, il lui fallait ajouter la Paix.

Guëlt iz Blotè : l'argent est sale ! Les gens les moins fortunés ont aussi droit à la culture. Le grand-père de Kiwa : tailleur sur mesures à Checiny, province de Kielce. Son père : tailleur à Lodz, la Manchester polonaise. Son premier salaire à 14 ans, avec un diplôme de comptabilité ; il le rapporte à la maison, mais sa mère lui permet de s'acheter des livres, en yiddish bien sûr. Les journaux ? Inutile, on se les prête. Il commence à fréquenter une petite bibliothèque de quartier de Baluty. Il émigre en 1926. Toute son activité à la « biblyoték » à Paris de 1929 à 1990 sera bénévole.

« J'ai deux amours : mon pays et Paris »... C'était sa fierté d'avoir acquis tout seul la clé de la culture française, en commençant par les œuvres de Victor Hugo et Romain Rolland, tout en approfondissant les trésors de la littérature yiddish moderne, qu'il avait vu naître et qui n'en finissait pas de jaillir et de produire, tant dans l'entre-deux-guerres qu'après la Shoah.

Son pays ? le yiddishland, de la Silésie à la Lettonie, de la Bessarabie à la Moscovie, où dix millions de locuteurs se comprenaient malgré les frontières, malgré les différences dialectales et où quiconque savait lire un peu d'hébreu lisait forcément ce qu'il voulait en yiddish, malgré les différences d'orthographe.

Paris ? La ville-lumière, les manifestations, le Front populaire, les promenades à vélo au Bois de Boulogne, la laïcité, la liberté d'expression.

« Mais c'est un livre ! » Le plus beau des objets, le plus digne des cadeaux à ses yeux ; humble et discret, fidèle et

patient, un ami qui vous attend là où vous l'avez laissé. Rien d'étonnant, quand on appartient au peuple du Livre... Mais il faut avoir un goût assez sûr pour n'acquiescer que les ouvrages qui résisteront à l'épreuve du temps.

Betseylem eloykim boro oyso : l'homme a été créé à l'image de Dieu (donc il est invité à être co-créateur, et non destructeur), *zokhor unekeyvo boro oysom*² : Il les créa homme et femme (pourquoi avoir attendu si longtemps pour libérer la femme ?)

« C'est quelqu'un, cette femme ! » : il s'agissait de Françoise Giroud, dans *l'Express* ou le *Nouvel Obs*. Alors qu'en hébreu il suivait les traces de son père et de son grand-père, pour le polonais il suivit sa mère qui connaissait bien la langue de Mickiewicz et il fut sensible de bonne heure à ce qu'il appelait les « belles-lettres ». C'était aussi le cas de son épouse, Sonia Pludermacher, qui était institutrice diplômée

des écoles yiddish de la République Polonaise et la fille d'un des fondateurs des écoles populaires en yiddish. Ils firent connaissance en 1932 lorsque Sonia vint à la Bibliothèque pour trouver des livres de poésie yiddish et ils fondèrent un foyer en 1935.

« Histoire d'O ? histoires d'Auschwitz ! » : même obscénité... Insidieusement, sous des apparences de libertinage, de séduction, la priorité du matériel sur le spirituel s'installe et c'est l'esclavage qui en résulte. L'abandon de la liberté individuelle pour l'asservissement aux réflexes du plaisir a pour corollaire l'abdication du respect de soi et du respect de l'autre et les fantasmes du libertinage sont étrangement apparentés à la « Maison des Poupées » des camps de concentration. Soi-disant moderniste, le relâchement des mœurs a pour corollaire le dépérissement du sentiment et de la

cordialité. Le renoncement à la pudeur entraîne irrémédiablement la perte de toute chaleur dans la relation humaine, le plaisir agissant par intérêt et non par amitié.

*Mizonov khazerouso loy oyssim shtraymelouso*³ : ce sabir hébraïco-araméen donne en yiddish : *foun a shvants foun a khazèr ken men keyn shtrayml nit makhn* : on ne peut tailler une toque rabbinique dans la queue d'un cochon. En d'autres termes, il n'y aura pas d'authenticité juive si on s'assimile complètement. Et une des façons de rester fidèle au judaïsme est de promouvoir des modes de communication et d'expression profanes qui soient à la hauteur de ceux que les



¹ Vladimir Medem, c'est le nom d'un tribun des masses juives de l'empire tsariste. Fils d'un médecin militaire converti à l'Église orthodoxe, il se prit d'intérêt pour des sujets méprisés culturellement, vilipendés religieusement et maltraités socialement. Il rejoignit les rangs du grand parti socialiste juif de l'époque, le Bund, et fit campagne avec l'écrivain Y.L. Peretz pour promouvoir une vie culturelle juive en yiddish au début du xx^e siècle.

² Genèse I, 27.

³ Phrase burlesque inventée par Sholem-Aleykhem.



autres civilisations nous proposent, que l'environnement culturel soit suffisant pour que l'appartenance juive ait pour base un tissu social contemporain, et ne se résume pas à quelques pratiques désuètes, surannées, importées d'autres contrées et confinées à la synagogue ou à la famille. Bien sûr, Hanouka, bien sûr, Pessah. Mais aussi le 19 avril, symbolisant la lutte contre le nazisme.

Mir zaynèn do !⁴ : nous revoilà! la dernière parole du chant des partisans juifs de Vilno, Varsovie et d'autres villes martyres résonnait à ses oreilles comme un devoir sacré : les survivants de la Shoah se devaient de continuer pour les disparus, parmi lesquels sa sœur aînée Adèle. Et lorsque l'Académie Nobel désigna Isaac Bashevis Singer comme lauréat, Kiwa put annoncer fièrement au Centre Pompidou : « si vous voulez, vous pouvez faire une exposition des œuvres complètes de l'écrivain en yiddish, nous avons tout ! »

Un grand petit bonhomme juif, d'une gentillesse infinie, qui cachait derrière une grande et réelle modestie sa fierté d'immigré et de prolétaire, ainsi qu'une culture très vaste, de Pouchkine à Jean-Paul Sartre, de Haendel à Matisse, de Heine à André Schwartz-Bart, de Molière à André Gide, et qui se faisait une joie de conseiller les thésards lancés sur un sujet de littérature, de poésie, d'anthropologie, d'histoire ou de sociologie. Les volumes aux couvertures toilées et numérotées devenaient loquaces entre ses mains et c'est tout un monde qui reprenait vie dans l'éclat de ses yeux souriants... ■

B. Vaisbrot

⁴ De Hirsh Glik, jeune talent du groupe poétique « Young Vilnè ».

Shlomo Schweitzer

M eni Wieviorka attire notre attention sur la récente disparition (juin 2002) d'un éminent yiddishiste, Shlomo Schweitzer, dont il avait été durant un temps le secrétaire.

Né en 1903 à Varsovie de parents aisés, Shlomo Schweitzer fit des études universitaires de droit à Varsovie, avant de partir pour les universités de Suisse. Disciple de Ber Borokhov, il avait milité activement au parti de gauche *Poale Sion* et devint suspect au pouvoir des colonels polonais, d'autant que plusieurs de ses cousins étaient communistes. Son engagement politique à gauche, à l'instar de bien des grands bourgeois qui décidèrent « d'aller vers le peuple », l'avait mis en danger. À Genève, il se fit correspondant de journaux yiddish de Pologne (*Der Moment*, *Oundzer Express* ou *Der Tog*) avant de s'établir à Paris en 1938. Réfugié en Suisse durant la guerre, il prit l'initiative de publier dès 1944 à Genève *L'extermination des Juifs à Varsovie*, un des premiers rapports sur les tragiques événements de 1942-1943. Il revint plus tard à Paris où son activité tant politique que culturelle dans les milieux juifs fut intense – notamment au « Centre Yefroïkine ». Il publia de nombreux articles dans la presse yiddish de Paris, fort active dans les premières années de l'après-guerre.

Fidèle à ses convictions, il émigra en 1965 en Israël pour y poursuivre une intense activité yiddishiste, à une époque où le yiddish n'était pas à l'honneur dans un pays qui s'efforçait d'unifier par l'hébreu sa population combien disparate. Il collabora alors activement aux éditions en yiddish *Peretz Farlag*, où il publia notamment les *Écrits en prose* de Itzik Manger ou les œuvres de Shlomo Grodzensky. Il traduisit (ou plutôt il adapta) en yiddish des fables de La Fontaine, comme celles de Florian ou du Russe Krylov. Il traduisit de l'hébreu en yiddish un volume d'Yigal Alon, et surtout il publia deux volumes des *Chroniques du Ghetto de Varsovie*, rassemblées par l'historien Emanuel Ringelblum avant

sa mort. Il poursuivit aussi ses activités journalistiques, notamment dans le mensuel en yiddish du Parti travailliste. Shlomo Schweitzer, malgré un caractère ombrageux, colérique, était ouvert aux autres, serviable et fraternel. Il s'est beaucoup dépensé au service d'autrui. Notamment, tous ceux qui avaient des problèmes de compréhension ou de traduction pouvaient faire appel à ses lumières d'érudit polyglotte. Ainsi, Mme Marianne Dalsace qui eut à traduire de l'hébreu en français l'*Histoire du hassidisme* de Simon Doubnov put mener à bien cette difficile tâche grâce aux explications de Shlomo Schweitzer.

La disparition de Shlomo Schweitzer fait disparaître en même temps tout un irremplaçable savoir – et une parcelle du yiddish vivant, naturel, qui était celui de sa génération et que désormais remplacent imparfaitement les connaissances acquises par apprentissage volontariste. ■

(Collectif)



Portrait au crayon de S. Schweitzer par Jacques Pakciarz



Le Cercle Gaston-Crémieux

Le Cercle Gaston-Crémieux, du nom d'un communard juif marseillais fusillé en 1871, a été créé en 1967 par un groupe d'intellectuels de gauche (J. Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Cl. Lanzmann, Ph. Lazar, J. Lebar, R. Marienstras, L. Poliakov, O. Rosovsky, R. Thalmann, P. Vidal-Naquet et R. Visocékas). Il regroupe des Juifs progressistes désireux d'affirmer la légitimité d'une identité juive, individuelle ou collective, en dehors de la synagogue et du sionisme. Cette démarche est originale et audacieuse : elle s'oppose à la pensée des Juifs religieux selon lesquels le judaïsme n'existe pas en dehors de la synagogue ; à celle des sionistes qui affirment la centralité d'Israël et le caractère éphémère des diasporas ; à l'idéologie nationale et républicaine française qui n'admet guère les différences culturelles hormis la diversité des cultes. Elle se heurte aux antisémites pour lesquels tout Juif doit disparaître, aux antisionistes qui confondent volontiers Juifs et Israéliens, aux nationalistes « souverainistes » enfin, qui, de gauche comme de droite, veulent les minorités à disparaître pour laisser la place à de grands ensembles nationaux, « uns et indivisibles ».

Le Cercle affirme que les communautés diasporiques juives, aujourd'hui amputées de celles qui ont été anéanties par le Génocide, sont héritières d'un mode d'existence original et exemplaire où s'est déposé le meilleur de la tradition universaliste des Juifs. Les diasporas juives, comme les autres collectivités culturelles, ethniques ou nationales, doivent être aidées moralement et financièrement à préserver leurs valeurs

spécifiques ou à les redécouvrir, afin d'être mieux en mesure « de contribuer à enrichir la culture de l'humanité ».

Le Cercle s'interroge sur l'héritage culturel juif, ses contenus, sa transmission. La réflexion n'est pas dogmatique. La question lancinante : « pourquoi et comment sommes-nous juifs ? » reste ouverte. Toutefois, nos valeurs de référence sont intangibles : principes de laïcité et de respect de l'autre ; affirmation de la compatibilité d'une citoyenneté unique et d'un pluralisme culturel et culturel dans l'espace public de la République ; nécessaire solidarité entre les différentes communautés juives du monde, y compris celles qui forment un État en Israël – un État dont nous comprenons les inquiétudes et ressentons les souffrances mais dont nous condamnons la politique belliqueuse et oppressive.

Il importe cependant que l'attachement à des cultures ou à des regroupements divers ne devienne pas une contrainte ou un enfermement pour les individus. Leur citoyenneté républicaine ne doit pas être obérée par leurs attaches particulières ; la liberté du choix des appartenances doit être entière et ne peut être confisquée par aucune instance prétendument représentative.

Au cours des quelques décennies de son histoire, le Cercle Gaston-Crémieux, fidèle à son engagement à gauche, s'est rangé aux côtés de toutes les causes humanistes et a œuvré par des interventions publiques et des écrits pour que la vie publique française reste ancrée dans une démocratie authentique, pluraliste et laïque.

Pour tout renseignement sur le Cercle et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à

Jacques Burko, 56, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

Notre site Web : www.cercle-gaston-cremieux.org

Diasporiques

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez (rubrique artistique), Dorothee Rousset, Dominique Sewane, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus Etienne Brunswic, Richard Marienstras, Freddy Spira.

Correspondants : aux États-Unis : Nelly Furman ; pour la Bosnie, l'Afghanistan et ailleurs : Carol Mann ; pour l'Autriche : Johannes Gielge ; pour l'Est parisien : Henri Raczymow ; à Jérusalem : Claude Rosenkovitch. Délégué à la Galicie septentrionale : Henri Sobowicz.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.* Mise en page : Jean-François Lévy. Illustrations : Nathaniel Baruch. Relations extérieures : Claude Kahn. Travaux graphiques : Benjamin Lévy. Corrections : Antoinette Weil.

Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas (07). N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Conditions d'abonnement: prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros. Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : Antoinette Weil, 10 avenue du Château de Soullins, 91800 Brunoy.